

*Un dossier
sur une insolite condamnation pour diffamation
publié (été 2005) dans la rubrique 'Complexité - Conscience, In extenso'
du site du réseau RIC-MCX-APC*

Sur « Israël – Palestine, Le Cancer », un devoir civique d'intelligence de la complexité

Sommaire

"La vérité ne porte jamais préjudice à une juste cause"
Gandhi

(0) PRESENTATION du DOSSIER, p.2

(I) BREVE CHRONIQUE COMMENTEE DE LA FORMATION DU JUGEMENT, du 2 juin 2002 au 28 mai 2005. p. 3 à 13

(II) LES TMOIGNAGES DE SOLIDARITE ET LEUR ARGUMENTATION, publiés et diffusés après la publication du jugement d'appel du 29 mai 2005. (Mise à jour au 15 07 05). p.14 à 19
Cinq textes de témoignages dont celui de la pétition qui a déjà rassemblé plus de 1300 noms au 12 juillet 2005

(III) QUELQUES ECRITS RECENTS d'EDGAR MORIN SUR LA 'TRAGEDIE ISRAEL – PALESTINE' : Six articles publiés entre 1989 et 2004 suivis de trois entretiens réalisés en juin 2005. p. 20 à 49

- (1) « Israël – Palestine : le simple et le complexe », Article paru dans l'édition du journal Le Monde 02.02.01*
- (2) « Société – Monde contre Terreur – Monde », Article paru dans l'édition du Monde du 22.11.01,*
- (3) « Antisémisme, antijudaïsme, anti-israélisme », Article paru dans l'édition du Monde du 19.02.04,*
- (4) « Israël-Palestine: regarder des deux yeux (ou le double regard) » Article publié dans Libération du 11 septembre 1997, pp. 5-7*
- (5) « Juif, Adjectifs ou Substantifs? », Article a été publié dans le Monde en deux fois 11 et 12 Octobre 1989*
- (6) « Sur un livre de Janine Euvrard: Israéliens, Palestiniens, que peut le cinéma? Carnet de route », publié dans La Revue d'Etudes Palestiniennes dans son n° 95 (2005)*
- (7) Edgar Morin : « On a créé un état d'intimidation », Entretien réalisé par Silvia Cattori, 17 juin 2005.)*
- (8) Edgar Morin, « Ces insultes nient toute ma vie », Entretien par Jean-Pierre THIBAUDAT, dans Libération 29 juin 2005*
- (9) Edgar Morin répond à ses détracteurs Propos recueillis par François Dufay, Le Point, 30 juin 2005 (*

(0) PRESENTATION du DOSSIER,

« Stupéfaits par le jugement de la Cour d'Appel de Versailles du 26 mai 05, condamnant les auteurs et l'éditeur de l'article 'Israël-Palestine, le Cancer', (<http://www.mcxapc.org/docs/conscienceinextenso/morinext.pdf>) pour diffamation, et étonnés par la réelle incomplétude des informations diffusées peu après par les médias, il nous a paru important de rassembler pour la rubrique 'Complexité – Conscience In Extenso' les documents disponibles permettant à chacun de former son jugement sur cet incompréhensible jugement, Une nouvelle occasion d'exercer collectivement notre devoir civique d'intelligence de la complexité, en évitant les pièges d'une pensée binaire et dé contextualisante.

Ce dossier est organisé en trois volets :

Le premier récapitule sommairement la chronique documentée des événements qui se sont succédés depuis la parution de l'article 'Israël - Palestine, le Cancer' le 2 juin 2002, jusqu'à la veille du jugement de la Cour d'Appel de Versailles, le 29 Mai 2005

Le second rappelle les principaux témoignage de solidarité adressés à E Morin et à ses co auteurs dans les six semaines qui ont suivi, certain d'entre eux étant eux même documentés . Nous n'avons pas repris ici la liste des premiers signataires de la pétition,(voir page 14 de ce dossier), liste aisément accessible par : <http://signataires.iframe.com/Liste.pdf>

Le troisième enfin reprend les principaux articles d'Edgar Morin publiés depuis quinze ans sur la tragédie Israélo-Palestinienne, (six articles, trois entretiens) : Leur lecture aidera le citoyen à former son jugement en ne séparant plus le texte et ses contextes, l'action et sa réflexion.

Ce dossier a été réalisé par quelques amis d'Edgar Morin et avec son aide, afin de nous aider collectivement à exercer notre intelligence de la complexité sans succomber aux sirènes simplificatrices de 'l'intégrisme de l'anti intégrisme', aussi haineux que nous paraissent les propos et parfois les actes de quelques extrémistes intégristes. JL Le Moigne en a assuré la coordination et peut être joint pour toutes précisions et compléments d'informations. ric-mcxapc@wanadoo.org

(I) BREVE CHRONIQUE COMMENTEE DE LA FORMATIONLES DU JUGEMENT

1. Dans les semaines qui suivirent la parution dans 'Le Monde' du **4 juin 2002** de l'article 'Israël-Palestine le Cancer' co signé de E.Morin, S. Nair et D. Sallenave, un certain nombre de réactions sommaires, qui semblaient souvent peu informées par une lecture 'de première main' de l'article, nous incitèrent à le reprendre 'In extenso' dans cette rubrique.

<http://www.mcxapc.org/docs/conscienceinextenso/morinext.pdf>

2. Peu après, un avocat représentant une association dite 'avocat sans frontière' (Ne pas confondre avec l'ONG du même nom), intentait un procès '**pour diffamation raciale**' devant le TGI de Nanterre, à l'encontre d'E Morin, des co auteurs Sami Nair et Daniele Sallenave et de l'éditeur de l'article, c'est à dire Jean Marie Colombani, directeur du Monde L'audience eu lieu le **17 Mars 2004**. Le procès d'intention semblait si manifeste à nombre de citoyens de bonne foi et normalement informés, que quelques uns d'entre eux prirent l'initiative d'un '**témoignage collectif**' signé d'une centaine de personnes, appel (dont le Monde du **30 Mars 2004** a publié un bref extrait) dont nous reproduisons ci-dessous les termes :

3. APPEL du 30 mars 2004

« Edgar Morin a publié depuis 1997 des articles au sujet du conflit israélo-palestinien. Un de ceux, paru en 2002 dans Le Monde sous le titre de Israël-Palestine : le cancer, dont sont co-auteurs Sami Nair et Danièle Sallenave, a été attaqué en justice par l'Association France-Israël. Le compte-rendu de l'audience qui a eu lieu le 17 mars ne reproduit pas le contexte dans lequel sont intervenues les imputations de racisme et d'apologie du terrorisme que les plaignants attribuent au philosophe français. Morin affirme que « la logique du mépris et de l'humiliation du gouvernement Sharon n'est pas le propre des Israéliens mais de toutes les occupations ». Tout indique dans l'article que la critique de l'occupation et de la répression n'a aucun caractère raciste et que l'imputation de racisme est grotesque. Par ailleurs, transformer en apologie du terrorisme un effort de compréhension explicative de ce qui a conduit des jeunes gens à devenir kamikazes, c'est vouloir empêcher toute explication et toute compréhension.

Accuser Edgar Morin d'antisémitisme et de racisme est une accusation doublement scandaleuse. D'abord parce que Morin a attesté à maintes reprises son identité juive, notamment dans son livre Vidal et les siens, où il raconte l'histoire de son père, de sa famille, qui, chassés d'France, arrivèrent finalement à Salonique d'où la plupart d'entre eux furent déportés pendant la 2^e guerre mondiale. En deuxième lieu parce que les critiques qu'il fait à Israël, partagées par un grand nombre d'Européens, sont de nature humaniste. Alors que les France défendent inconditionnellement la politique de Sharon, l'opinion européenne est de plus en plus sensible à la souffrance des Palestiniens, victimes d'une domination qui recourt à tous les moyens pour les empêcher d'avoir leur propre Etat. Mettre en cause l'Etat d'Israël, et même la majorité des Israéliens, n'a rien à voir avec une condamnation des Juifs.

De plus et surtout le procès qui est fait à Morin montre que de lourdes menaces, qui prennent souvent la forme d'intimidation, pèsent sur la liberté d'expression en France. Après les attaques contre Alfred Grosser, Daniel Mermet, Rony Brauman et d'autres intellectuels, la tentative de faire taire Edgar Morin cherche à mettre fin à toute critique contre Sharon et sa politique. Les accusateurs de Morin croient probablement défendre l'Etat d'Israël. En fait, ils risquent de relancer l'antisémitisme s'ils identifient complètement les actes de l'Etat d'Israël avec l'ensemble des Juifs. Notre avenir à tous dépend du compromis qui sera trouvé entre Israéliens et Palestiniens. Tous ceux qui enferment leurs adversaires dans un refus total de l'autre doivent être rejetés. Edgar Morin s'est toujours opposé à toutes formes d'exclusion de l'autre. Par ses interventions il sert la paix et non la guerre et les agressions contre lui mettent gravement en cause la liberté de pensée en France.¹ »

¹ Dans la liste des premiers signataires on relève les noms suivants : *A l'initiative de José Vidal-Beneyto, cette déclaration a notamment recueilli les signatures de Laure Adler, Jean Bandrillard, André Burguière, Juan Luis Cebrian, Mauro Ceruti, Régis Debray, Jean Duvergnaud, Jean-Louis Le Moigne, Gilles Martinet, Federico Mayor, Candido Mendes, Raul Morodo, Pierre Nora, René Passet, Alessandro Pizzorno, Paul Ricoeur, Jacques Robin, José Luis Sampedro, Mario Soares, Paul Thibaud, Alain Touraine, Nelson Vallejo-Gomez, Gianni Vattimo, Pierre Vidal-Naquet, Georges Vigarello et Paul Virilio.*

4. Le 12 mai 2004, le TGI rendait son jugement :

Nous reprenons ci-dessous le compte rendu publié par Le Monde du 14 mai 2004

« LE TRIBUNAL de Nanterre (Hauts-de-Seine) a débouté, mercredi 12 mai, les associations Avocats sans frontières et France-Israël, qui avaient engagé des poursuites pour « diffamation à caractère racial » et « apologie des actes de terrorisme » contre le sociologue Edgar Morin, le député européen Sami Nair et l'écrivaine Danièle Sallenave, cosignataires d'une tribune publiée le 4 juin 2002 dans Le Monde et consacrée au conflit israélo-palestinien. Une centaine d'intellectuels avaient dénoncé « l'accusation doublement scandaleuse » dont était victime Edgar Morin (Le Monde du 30 mars).

Le tribunal a condamné les associations à payer 2 000 euros à Danièle Sallenave, la même somme à Edgar Morin, ainsi que 2 000 euros conjointement à Sami Nair et Jean-Marie Colombani, directeur de la publication du Monde. Les propos poursuivis « ne peuvent être appréciés isolément de la réflexion globale à laquelle procèdent les auteurs », relève d'abord la première chambre du tribunal. Or, dans l'article, « les auteurs prennent position sur le conflit israélo-palestinien qui constitue l'un des débats les plus sensibles au sein de la communauté internationale ».

Ils dénoncent ensuite « une radicalisation des positions répressives d'Israël dans un conflit compromettant, d'après eux, ses chances de survie et entendent tracer les perspectives d'une solution de paix globale en mobilisant l'idée française de citoyenneté comme pouvoir de fraternisation entre musulmans et juifs, ainsi que celle d'un accord comportant une garantie internationale ».

« Réagissant à la politique militaire du gouvernement israélien qu'ils qualifient de suicidaire, et considérant que dans la « dialectique du dominant sur le colonisé » Israël est dans une impasse, les trois auteurs s'interrogent sur le lien entre les fondements historiques de cet Etat et la politique du gouvernement actuel d'Israël ».

En termes, certes, « particulièrement incisifs et virulents », l'article « critique précisément la politique conduite par Ariel Sharon à l'égard du peuple palestinien à partir de la vision unilatérale que donne, selon les auteurs, « la conscience d'avoir été victime » », estime le tribunal.

Les auteurs, qui exceptent « une admirable minorité », visent « la politique d'Israël, sans stigmatiser pour autant la communauté juive dans son ensemble ». Au total, les deux passages poursuivis « s'insèrent dans un texte porteur d'un message politique, estime le tribunal, livrant les analyses et réactions propres des auteurs devant une situation qui suscite légitimement de vifs débats » et « ne peuvent être tenus pour diffamatoires ».

« Les propos poursuivis ne peuvent, conclut le tribunal, être perçus autrement que comme une polémique portant sur la politique menée par le gouvernement actuel d'Israël contre les Palestiniens et n'imputent aucun fait précis attentatoire à l'honneur et à la considération de la communauté juive dans sa globalité à raison de son appartenance à une nation ou à une religion ».

5. Une procédure d'appel. : Le 26 mai 2005

On pouvait donc entendre le jugement bien formé et l'affaire raisonnablement entendue. Mais L'avocat des deux associations plaignantes relança **une procédure d'appel**. Le **26 mai 2005** la Cour d'Appel de Versailles infirmait le jugement du TGI de Nanterre du 12 mai 2004, et, condamnaient E Morin, S Nair, D Sallenave et Le Monde, *tenus pour coupable de « diffamation raciale »*, suivant en cela les recommandations du « Procureur Général qui a conclu oralement à l'infirmité du jugement (du TGI du 12 05 04) en ce qu'il a débouté des faits de diffamation raciale qu'il estime caractérisés ».

6. La stupeur à la lecture de ce jugement fut et demeure grande tant, à la différence du précédent, il parait mal informé.

Dans un premier temps, d'une part on rassembla à l'intention des médias ayant à rendre compte de ce jugement, **des notes d'information aussi documentées que possible**, que l'on reproduit ci-dessous (§7, §8, §9). Peu d'entre eux se référèrent à ces précisions et la plupart d'entre eux se limitèrent initialement à un compte rendu sommaire ayant l'apparence d'une prudente neutralité.

Une des origines de ce jugement d'appel tient sans doute à la motivation des 'plaignants' ayant interjeté appel : On trouve quelques informations à ce propos dans un article diffusé en avril 2004 par deux journalistes (§10)

7. Note d'informations sur les accusations portées contre l'article intitulé 'Israël-Palestine, le Cancer' (article publié initialement dans paru dans Le Monde, du 4 juin 2002)

Pour répondre aux procès d'intention développés, peu après la publication de cet article, par une campagne haineuse, E Morin rédigea à l'intention des média et des personnes qui l'interrogeaient, la note d'information suivante.

1. La mise en contexte des fragments cités par l'accusation (1200 signes sur un texte de 18.000 signes environ) détruit totalement les imputations de racisme et d'apologie du terrorisme.

(1) Racisme

Premier fragment incriminé

« On a peine à imaginer qu'une nation de fugitifs, issus du peuple le plus longtemps persécuté dans l'histoire de l'humanité, ayant subis les pires humiliations et le pire mépris soit capable de se transformer en deux générations non seulement en « peuple dominateur et sur de lui », mais, à l'exception d'une admirable minorité, en peuple méprisant ayant satisfaction à humilier ».

Ce passage est immédiatement suivi par l'explicitation de la dernière phrase que les accusateurs omettent de citer, mutilant ainsi volontairement le sens du texte : *« Les médias rendent mal les multiples et incessantes manifestations de mépris, les multiples et incessantes humiliations subies aux contrôles, dans les maisons, dans les rues. Cette logique du mépris et de l'humiliation, elle n'est pas le propre des Israéliens, elle est le propre de toutes les occupations où le conquérant se voit supérieur face à un peuple de sous humains. Et dès qu'il y a signe ou mouvement de révolte, alors le dominant se montre impitoyable ».*

Ce passage montre à l'évidence ce que sont devenus les juifs en tant qu'Israéliens dans le contexte de l'occupation et de la répression qu'ils exercent et non en tant que juifs ; la preuve en est dans le terme, souligné par nos accusateurs et que nous soulignons à notre tour, *« se transformer en deux générations »* ; Il n'y a donc aucun jugement sur une essence proprement raciale qui serait juive : elle indique, au contraire, que ce sont les conditions historiques de domination, occupation, répression qui selon une logique qui est le propre de toutes les occupations ont « transformé » les juifs d'Israel. La « transformation d'un peuple selon les conditions historiques est indiquée de façon supplémentaire dans la citation de la phrase de Victor Hugo dans ce même article » dans l'opprimé d'hier, l'opresseur de demain »

Les caractères négatifs qu'acquiert tout peuple qui en opprime un autre pourront disparaître dès que cesseront domination et répression. Du reste s'il est fait référence à une « admirable minorité », cela signifie que l'identité juive ne fait nullement obstacle à la lucidité, à l'humanisme et à la compassion. Il y eut ainsi en France une admirable minorité durant la guerre d'Algérie alors que la majorité des soldats français se conduisaient en dominateurs, méprisants et humiliants...

Second fragment détaché de son contexte

« Et nous voici à l'incroyable paradoxe. Les juifs d'Israël, descendants des victimes d'un apartheid nommé ghetto, ghettoisent les palestiniens. Les juifs qui furent humiliés, méprisés, persécutés humilient, méprisent, persécutent les palestiniens. Les juifs qui furent victimes d'un ordre impitoyable imposent leur ordre impitoyable aux palestiniens. Les juifs victimes de l'inhumanité montrent une terrible inhumanité. Les juifs, bouc émissaire de tous les maux, bouc-émissarisent Arafat et l'autorité palestinienne, rendus responsables d'attentats qu'on leur empêche d'empêcher. »

Si le texte insiste sur le contraste entre le passé méprisé et humilié des juifs et le présent méprisant et humiliant des ressortissants d'Israel, (qui rappelons le, est un Etat juif et prétend représenter l'ensemble des juifs), c'est pour indiquer un paradoxe inouï qui ne peut que frapper l'esprit de tout observateur et dans l'espoir d'ouvrir de susciter la compassion pour les victimes palestiniennes d'Israel par la référence à un douloureux passé juif.

Les accusateurs identifient abusivement les notions de notion de peuple, et de race. Une critique justifiée ou non portant sur une nation ou un peuple n'est pas une critique de caractère raciste. Il faut sauvegarder le sens des mots. Par exemple la formule de De Gaulle que nous citons entre guillemets « peuple dominateur et sur de lui » peut être contestée ou approuvée, mais ne constitue pas une diffamation de caractère raciste.

Enfin rappelons le, le droit à l'existence et à la sécurité d'Israël est à de nombreuses reprises reconnu dans l'article. Par exemple : *« Y a-t-il une issue ? Une haine apparemment inextinguible est au fond du cœur de presque tous les palestiniens et comporte le souhait de faire disparaître Israël ; chez les israéliens, le mépris est de plus en plus haineux, et également semble inextinguible. Mais la haine séculaire entre Français et Allemands, aggravée par la seconde guerre mondiale, a pu se volatiliser en vingt années. De grands gestes de reconnaissance de la dignité de l'autre peuvent, surtout en Méditerranée, changer la situation. Des sémites (n'oublions pas que plus de 40 % des israéliens d'aujourd'hui viennent de pays arabes) peuvent bien un jour reconnaître leur identité cousine, leur langue voisine, leur Dieu commun, ».*

Il est même suggéré que les France disposent de leur moyen de garantie décisif en signant une alliance de protection pour Israël.

2. Apologie du terrorisme

Le passage incriminé :

« Il ne faut pas craindre de s'interroger sur ces jeunes gens et jeunes filles devenues bombes humaines.

Le désespoir, certes les a animés, mais cette composante ne suffit pas. Il y a également une très forte motivation de vendetta, qui dans sa logique archaïque si profonde surtout en Méditerranée, demande de porter la vengeance, non pas nécessairement sur l'auteur du forfait mais sur sa communauté. C'est aussi un acte de révolte absolue, par lequel l'enfant qui a vu l'humiliation subie par son père, par les siens, a le sentiment de restaurer un honneur perdu et de trouver enfin dans une mort meurtrière sa propre dignité et sa propre liberté. Enfin, il y a l'exaltation du martyr, qui par un sacrifice de sa personne féconde la cause de l'émancipation de son peuple ».

Transformer en apologie du terrorisme un effort de compréhension explicative de ce qui a conduit des jeunes gens à devenir kamikazes, c'est vouloir empêcher toute compréhension et toute explication C'est adhérer à la formule obscurantiste « il ne faut pas chercher à comprendre ». C'est faire croire que toute explication devient justification et légitimation.

Ajoutons que la citation est tronquée et ne donne pas la fin du passage incriminé. Restituons le : « Evidemment derrière ces actes, il y a une organisation politico-religieuse qui fournit les explosifs, la stratégie, et conforte par l'endoctrinement la volonté de martyr et l'absence de remords. Et la stratégie des bombes humaines est très efficace pour torpiller tout compromis, toute paix avec Israël, de façon à sauvegarder les chances futures de l'élimination de l'Etat d'Israël. La bombe humaine acte existentiel extrême au niveau d'un adolescent, est aussi un acte politique au niveau d'une organisation extrémiste ». Pourquoi occulter ce passage ???

Dans le même article il y a un autre passage fort clair : « Il est horrible de tuer des civils selon un principe de culpabilité collective, comme le font les attentats-suicides, mais c'est un principe appliqué par Israël frappant, depuis le temps de Sabra et Chatila et du Liban nord jusqu'à aujourd'hui et hélas probablement demain, des civils, femmes et enfants, et en détruisant la maison et les cultures des familles d'auteurs d'attentat. Les victimes civiles palestiniennes sont désormais quinze à vingt fois plus nombreuses que les victimes israéliennes. France que la pitié doit être exclusivement réservée aux unes et non aux autres ? »

Indiquons enfin que le 12 Mars 2004, investi par l'Université de Valencia, France, du titre de docteur honoris causa, Edgar Morin dans son discours de réception (cité dans El Pais du samedi 13 mars 2004), déclare à propos des horribles actes terroristes commis à Madrid la veille : « les terroristes ne peuvent comprendre l'humanité des humains qu'ils tuent. Nous autres devons comprendre les chemins psychologiques, idéologiques et sociaux qui conduisent à la terreur criminelle... il est fondamental, face à la folie, de maintenir la lumière de la raison »

Enfin les critiques portées contre la politique du gouvernement Sharon sont faites non pour souhaiter « la destruction d'Israel' mais au contraire pour éviter un délire suicidaire. « En fait Sharon compromet les chances de survie d'Israel dans le Moyen-Orient en croyant assurer dans l'immédiat la sécurité israélienne par la terreur. Sharon ignore que le triomphe d'aujourd'hui prépare le suicide de demain. À court terme, le Hamas fait la politique de Sharon, mais à moyen terme, c'est Sharon qui fait la politique du Hamas. »

Ainsi non seulement le contexte immédiat des fragments incriminés est occulté, c'est la totalité complexe de l'article qui est totalement occultée C'est également le contexte que constitue la personnalité et la pensée des auteurs qui est occultée. Chacun d'entre eux s'est constamment montré antiraciste, opposé à toute discrimination non seulement raciste, mais ethnique, comme à toute xénophobie. Chacun d'entre eux a manifesté dans le passé son opposition et son dégoût de toute oppression, de toute répression, de tout terrorisme, y compris de la Terreur d'Etat pratiquée par une Puissance supérieure en armes et pouvoirs de destructions sur des populations.

Enfin il faut situer cet article dans souci permanent qu'E.Morin de reconnaître la complexité d'une situation et de montrer les deux points de vue opposés.

D'où les titres :

* Le double regard : Israël –Palestine, Libération, 11/9/97)

* Le simple et le complexe (Le Monde 21/2/2001)

* Antisémitisme anti-judaïsme, antiisraélisme, (Le Monde 19/2/2004)

Dans chacun de ces articles, E. M. considère le point de vue des deux parties et critique les unilatéralismes

Quelques remarques :

1 pourquoi veut-on interdire en France des propos critiques sur Israël tenus par des Israéliens mêmes et parfois de façon beaucoup plus radicale avec des termes comme « crimes de guerre », « génocide », « racisme antipalestinien » ?

2. Il y a en France une inflation de l'imputation d'antisémitisme afin d'inhiber ou intimider toute critique d'Israël.

3 L'intolérance des défenseurs inconditionnels d'Israël est nuisible à leur cause.

4. Des accusations grotesques et infamantes leur sont plus nuisibles qu'à ceux qui en sont les victimes.

(8) Note d'information plus résumée

Cette note, plus succincte que la précédente fut rédigée à la demande de journalistes pressés !)

Le thème de l'article est annoncé dans le premier paragraphe

Le cancer israélo-palestinien s'est formé à partir d'une pathologie territoriale : la formation de deux nations sur une même contrée, source de deux pathologies politiques, l'une née de la domination, l'autre de la privation. Il s'est développé d'une part en se nourrissant de l'angoisse historique d'un peuple persécuté dans le passé et de son insécurité géographique, d'autre part du malheur d'un peuple persécuté dans son présent et privé de droit politique.

L'article montre que la sécurité d'Israël qui dispose de la plus forte puissance militaire du Moyen-Orient et de 200 têtes nucléaires ne peut être assurée par les colonies en territoire palestinien. Elle n'a des chances d'être assurée que par l'insertion pacifique dans la région laquelle comporte la reconnaissance d'un Etat-nation palestinien

L'article s'efforce de surmonter les deux unilatéralismes., où chaque partie se borne à dénoncer l'autre et « masque la dialectique infernale repression-attentat, France alimentée par les forces extrémistes dans les deux camps. » « La fausse symétrie met sur le même plan les deux camps, alors que l'un fait la guerre à l'autre qui n'a pas les moyens de la faire et n'oppose que des actes sporadiques de résistance ou de terrorisme ». Plus loin l'article examine les deux terrorismes liés, celui des clandestins et le terrorisme d'Etat

Les paragraphes où se situent les passages condamnés (1.200 signes sur 16.744)

Ce qu'on a peine à imaginer c'est qu'une nation de fugitifs, issus du peuple le plus longtemps persécuté dans l'histoire de l'humanité, ayant subis les pires humiliations et le pire mépris soit capable de se transformer en deux générations non seulement en « peuple dominateur et sur de lui », mais, à l'exception d'une admirable minorité, en peuple méprisant ayant satisfaction à humilier. Les médias rendent mal les multiples et incessantes manifestations de mépris, les multiples et incessantes humiliations subies aux contrôles, dans les maisons, dans les rues. Cette logique du mépris et de l'humiliation, elle n'est pas le propre des Israéliens, elle est le propre de toutes les occupations où le conquérant se voit supérieur face à un peuple de sous humains. Et dès qu'il y a un signe ou mouvement de révolte, alors le dominant se montre impitoyable. Il est juste qu'Israël rappelle à la France sa répression coloniale durant la guerre d'Algérie ; mais cela indique qu'Israël fait pour la Palestine au moins ce que la France a fait en Algérie. Dans les derniers temps de la reconquête de la, Tsahal s'est livré à des actes de pillage, destructions gratuites, homicides, exécutions où le peuple élu agit comme la race supérieure. On comprend que cette situation dégradante suscite sans cesse de nouveaux résistants, dont de nouvelles bombes humaines. Qui ne voit que les chars et les canons, mais ne voit pas le mépris et l'humiliation n'a qu'une vision unidimensionnelle de la tragédie palestinienne.

Et nous voici à l'incroyable paradoxe. Les juifs d'Israël, descendants des victimes d'un apartheid nommé ghetto, ghettoisent les palestiniens. Les juifs qui furent humiliés, méprisés, persécutés humilient, méprisent, persécutent les palestiniens. Les juifs qui furent victimes d'un ordre impitoyable imposent leur ordre impitoyable aux palestiniens. Les juifs victimes de l'inhumanité montrent une terrible inhumanité. Les juifs, bouc émissaire de tous les maux, bouc-émissarisent Arafat et l'autorité palestinienne, rendus responsables d'attentats qu'on leur empêche d'empêcher.

L'article décrit la vague délirante d'antijudaïsme dans le monde arabo-islamique issue du cancer israélo-palestinien : La dialectique des deux haines s'entretenant l'une l'autre, celle des deux mépris, le mépris du dominant israélien sur l'arabe colonisé, mais aussi le nouveau mépris antijuif nourri de tous les ingrédients de l'antisémitisme européen classique, cette dialectique est en cours d'exportation

Avec l'aggravation de la situation en Israël-Palestine la double intoxication, l'antijuive et la judéocentrique, va se développer partout où coexistent populations juives et musulmanes. Le cancer israélo-palestinien est en cours de métastases dans le monde.

Enfin l'article indique la possibilité d'une issue « Une haine apparemment inextinguible est au fond du cœur de presque tous les palestiniens et comporte le souhait de faire disparaître Israël ; chez les israéliens, le mépris est de plus en plus haineux, et également semble inextinguible. Mais la haine séculaire entre Français et Allemands, aggravée par la seconde guerre mondiale, a pu se volatiliser en vingt années. De grands gestes de reconnaissance de la dignité de l'autre peuvent, surtout en Méditerranée, changer la situation. Des sémites (n'oublions pas que plus de 40 % des israéliens d'aujourd'hui viennent de pays arabes) peuvent bien un jour reconnaître leur identité cousine, leur langue voisine, leur Dieu commun, » « De toutes façons, les France, dont la

responsabilité est écrasante disposent du moyen de pression décisif en menaçant de suspendre leur aide, et du moyen de garantie décisif en signant alliance de protection avec Israël. »

« Le problème n'est pas seulement moyen-oriental ; le Moyen-Orient est une zone sismique de la planète où s'affrontent est-ouest, nord-sud, riches-pauvres, laïcité-religion, religions entre elles.. Ce sont ces antagonismes que le cancer israélo-palestinien risque de déchaîner sur la planète. Ses métastases se répandent déjà sur le monde islamique, le monde juif, le monde chrétien. Le problème n'est pas seulement une affaire où vérité et justice sont inséparables. C'est aussi le problème d'un cancer qui ronge notre monde et mène à des catastrophes planétaires en chaîne. »

(9) « En vous remerciant de votre lecture » : une réponse d'Edgar Morin »

Ces efforts pour informer les médias sont souvent décourageant : C'est ainsi qu'E Morin avait adressé à la revue l'Arche, et à A Finkelkraut (qui l'avait en outre attaqué dans une émission de France Culture) et divers autres, qui avaient affichés des réactions souvent très violemment hostiles et peu ou pas informées, un courrier les invitant à éviter 'indignation sélective et unilatéralisme borgne', en s'informant et en informant leurs lecteurs de façon plus scrupuleuse. Tous alors ignorèrent sa lettre. Nous en reprenons le texte ici.

« Une campagne relevant du manichéisme de guerre et de l'aveuglement auto-justificatif a été déclenchée contre moi pour avoir co-rédigé et assumé la pleine responsabilité de l'article « le Cancer : Israël-Palestine » paru en libres opinions dans Le Monde du 4 juin 2001.

Alain Finkelkraut, notamment, dans son émission de Est-ce Culture du samedi matin 29 juin, a dénoncé (avec une violence inouïe) la « violence inouïe » de cet article, son caractère « fascisant » et trouvé « impensable » que le Monde ait pu le publier.

J'ai toute ma vie, et en tous domaines, lutté contre l'indignation sélective et l'unilatéralisme borgne. Désarmé devant ce type de délire, délire, je ne peux que vous soumettre ci-dessous des extraits significatifs de cet article, en demeurant à votre disposition pour vous envoyer le texte dans son intégralité :

Le cancer israélo-palestinien s'est formé à partir d'une pathologie territoriale : la formation de deux nations sur une même contrée, source de deux pathologies politiques, l'une née de la domination, l'autre de la privation. Il s'est développé d'une part en se nourrissant de l'angoisse historique d'un peuple persécuté dans le passé et de son insécurité géographique, d'autre part du malheur d'un peuple persécuté dans son présent et privé de droit politique.

Si, en deçà d'un certain seuil, l'Intifada a poussé Israël à négocier, au-delà elle a ranimé l'angoisse de la proie, exaspérée par les attentats suicides, et la répression impitoyable semble une juste réponse à la menace..... C'est la conscience d'avoir été victime qui permet à Israël de devenir oppresseur du peuple palestinien.

Il est horrible de tuer des civils selon un principe de culpabilité collective, comme le font les attentats-suicides, mais c'est un principe appliqué par Israël frappant, depuis le temps de Sabra et Chatila et du Liban nord jusqu'à aujourd'hui et hélas probablement demain, des civils, femmes et enfants, et en détruisant la maison et les cultures des familles d'auteurs d'attentat. Les victimes civiles palestiniennes sont désormais quinze à vingt fois plus nombreuses que les victimes israéliennes. Est-ce que la pitié doit être exclusivement réservée aux unes et non aux autres ?

L'horreur et l'indignation devant des victimes civiles massacrées par une bombe humaine doivent-elles disparaître quand ces victimes sont palestiniennes et massacrées par des bombes inhumaines ?

Il ne faut pas craindre de s'interroger sur ces jeunes gens et jeunes filles devenues bombes humaines. Le désespoir, certes les a animés, mais cette composante ne suffit pas. Il y a également une très forte motivation de vendetta, qui dans sa logique archaïque si profonde surtout en Méditerranée, demande de porter la vengeance, non pas nécessairement sur l'auteur du forfait mais sur sa communauté. C'est aussi un acte de révolte absolue, par lequel l'enfant qui a vu l'humiliation subie par son père, par les siens, a le sentiment de restaurer un honneur perdu et de trouver enfin dans une mort meurtrière sa propre dignité et sa propre liberté. Enfin, il y a l'exaltation du martyr, qui par un sacrifice de sa personne féconde la cause de l'émancipation de son peuple. Évidemment derrière ces actes, il y a une organisation politico-religieuse, qui fournit les explosifs, la stratégie, et conforte par l'endoctrinement la volonté de martyr et l'absence de remords. Et la stratégie des bombes humaines est très efficace pour torpiller tout compromis, toute paix avec Israël, de façon à sauvegarder les chances futures de l'élimination de l'Etat d'Israël. La bombe humaine acte existentiel extrême au niveau d'un adolescent, est aussi un acte politique au niveau d'une organisation extrémiste.

Une nouvelle vague d'antijudaïsme, issue du cancer israélo-palestinien s'est propagée dans tout le monde arabo-islamique, et une rumeur planétaire attribue même la destruction des deux tours de Manhattan à une ruse judéo-américaine pour justifier la répression contre le monde islamique.

De leur côté, les israéliens voisins crient « mort aux arabes » après un attentat. Un anti-arabisme se répand dans le monde juif. Les instances « communautaires » qui s'autoproclament représentantes des juifs dans les pays occidentaux tendent à refermer le monde juif sur lui-même dans une fidélité inconditionnelle à Israël.

La dialectique des deux haines s'entretenant l'une l'autre, celle des deux mépris, le mépris du dominant israélien sur l'arabe colonisé, mais aussi le nouveau mépris antijuif nourri de tous les ingrédients de l'antisémitisme européen classique, cette dialectique est en cours d'exportation. Avec l'aggravation de la situation en Israël-Palestine la double intoxication, l'antijuive et la judéocentrique, va se développer partout où coexistent populations juives et musulmanes.

Y a-t-il une issue ? Une haine apparemment inextinguible est au fond du cœur de presque tous les palestiniens et comporte le souhait de faire disparaître Israël ; chez les israéliens, le mépris est de plus en plus haineux, et également semble inextinguible. Mais la haine séculaire entre Français et Allemands, aggravée par la seconde guerre mondiale, a pu se volatiliser en vingt années. De grands gestes de reconnaissance de la dignité de l'autre peuvent, surtout en Méditerranée, changer la situation. Des sémites (n'oublions pas que plus de 40 % des israéliens d'aujourd'hui viennent de pays arabes) peuvent bien un jour reconnaître leur identité cousine, leur langue voisine, leur Dieu commun

En vous remerciant de votre lecture.

Edgar Morin

(10) Témoignage de Paul & Anaïs Drazzen : « Procès d'Edgar Morin : Jusqu'ou iront les extrémistes juifs et sionistes ? »

Sur le site SAPHIR NET INFO, Lundi 26 Avril 2004

<http://www.saphirnet.info/index.html?PHPSESSID=cb50b24809d8ac5f23fdcaab4506e3b4>

Paul & Anaïs Drazzen publiaient le texte suivant après l'audience du premier procès et avant la publication du jugement du Tribunal de Grande Instance de Nanterre du 12 mai 2004 qui déboutait les plaignants

« C'est la question que l'on pouvait raisonnablement se poser, après les affaires Pascal Boniface et Tariq Ramadan et que l'on se pose avec encore plus d'inquiétude à la suite des procès du journaliste Daniel Mermet et de l'artiste Dieudonné mais surtout après celui qui a eu lieu le 17 Mars 2004. La procédure en question est à l'initiative des associations Avocats sans frontière (aucun lien avec la célèbre association humanitaire ASF) et France-Israël et a été engagée l'encontre du sociologue français Edgar Morin. (<http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3226,36-357207,0.html>)
Que dire si ce n'est qu'encore une fois nous sommes confrontés purement et simplement à du terrorisme intellectuel et idéologique et que nous dépassons ici très largement les limites du ridicule et du scandaleux ! Nos « donneurs de leçons médiatiques » pouvaient admettre que l'on fasse taire puis que l'on mette au pilori le « vulgaire » journaliste (Daniel Mermet) et l'ancien délégué national du Parti Socialiste (Pascal Boniface) ; eux qui avaient osé commettre « le plus terrible des actes » : dénoncer les crimes du gouvernement israélien ainsi que les prises de position pour le moins « frileuses » et « timides » du Parti Socialiste français à l'encontre de ce même gouvernement et de ses violations du droit international et des droits de l'Homme.

Nos esprits « éclairés » et « tolérants » pouvaient aussi aisément accepter que l'on traite un intellectuel musulman et arabe (Tariq Ramadan) d'antisémite. N'en a-t-il pas tous les stigmates : le nom, les origines, l'ascendance, le faciès et les propos non soumis à certains dogmes politiques et idéologiques chers à nos « donneurs de leçons médiatiques »... Ces mêmes personnalités pouvaient également admettre, avec une facilité des plus déconcertantes, qu'un humoriste noir (Dieudonné) soit traité à son tour d'antisémite et devienne du jour au lendemain « l'artiste à abattre ». Après tout, ce n'est qu'un saltimbanque, non-conformiste, pas toujours très fin et qui plus est de couleur... n'est-ce pas ?!! Mais, cette fois-ci, la victime de ce terrorisme intellectuel et idéologique est une personne qui est très largement au-dessus de tout soupçon. Pour bien comprendre ce qui arrive à Edgar Morin, il faut au moins autant s'intéresser à ce qui lui est reproché qu'aux deux associations qui sont à l'origine de cette action en justice. Cette affaire prend sa source dans un article du Monde publié le 4 juin 2002 et intitulé « Israël-Palestine : Le cancer » (<http://www.elmandjra.org/lemonde030602.htm>).

Edgar Morin (ainsi que les deux autres auteurs de l'article, le député européen Sami Nair et l'écrivain Danièle Sallenave) y donne son opinion sur le conflit israélo-palestinien et sur son évolution au fil des années. Naturellement, ces propos ne pouvaient convenir aux terroristes intellectuels et idéologiques que sont les extrémistes juifs et sionistes. Ces derniers ne peuvent en effet tolérer tant la moindre critique à l'égard de la politique du gouvernement israélien qu'une analyse critique de tout ou partie de la communauté juive.

Ce sociologue de renommée internationale n'a jusqu'à présent jamais hésité à exprimer son opinion et ses analyses sur des sujets forts variés. Ceux qui ont lu tant ses ouvrages que ses interventions dans la presse ne peuvent avoir le moindre doute quant à ses idées. L'intolérance, le racisme et la discrimination ne semblent pas faire partie ni de son vocabulaire et encore moins de son mode de pensée. Jusqu'à cet article du Monde, Edgar Morin ne pouvait donc être mis en cause. Mais qu'est-ce qui a bien pu changer ? Seraient-ce ses propos qui seraient alors maladroits ou équivoques ? Pourquoi une enseignante d'histoire qui a apporté son soutien aux deux associations déclare-t-elle : « Je suis désolée de voir l'évolution de la pensée d'un homme qui était à mes yeux un esprit brillant » ? (<http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3226,36-357207,0.html>)

Venons en alors aux reproches qui sont faits au célèbre sociologue. Il y a principalement deux passages qui sont en cause. Voici le premier : « On a peine à imaginer qu'une nation de fugitifs, issue du peuple le plus longtemps persécuté dans l'histoire de l'humanité, ayant subi les pires humiliations et le pire mépris, soit capable de se transformer en deux générations en « peuple dominateur et sûr de lui » et, à l'exception d'une admirable minorité, en peuple méprisant ayant satisfaction à humilier. » Certes les propos pourraient en surprendre plus d'un mais à la lecture de l'intégralité de l'article, on ne tombe ni dans l'amalgame ni dans l'ambiguïté. Il n'est question que de nation et non de race ou de religion. Quant à l'actualité, elle confirme quotidiennement les propos de notre sociologue : l'état israélien ignore de façon systématique depuis 1948 avec le plus profond mépris et la plus parfaite arrogance, les décisions de l'ONU ainsi que les condamnations de la communauté internationale tant dans le domaine du droit international qu'en matière des droits de l'Homme.

N'est-ce pas le comportement d'une nation ou d'un état « méprisant et dominateur » ? En dépit des élections et des différents gouvernements de gauche ou de droite, qui se sont succédés, la politique de cet état n'a jamais réellement changé à l'exception

de la dernière législature de Rabbin... qui fut assassiné par un extrémiste israélien. Certes il existe une opposition à la politique de Sharon et de ses prédécesseurs, malheureusement il n'y a pas encore eu de mouvement populaire suffisamment fort pouvant faire infléchir la politique du gouvernement israélien et encore moins le renverser pour le remplacer par des dirigeants respectueux du droit international et des droits de l'Homme.

Concernant l'éventuelle confusion entre les termes « juif » et « israélien », force est de constater que malheureusement, de façon quotidienne en France, des associations (communautaristes) ainsi que des artistes, des « philosophes » et autres personnalités médiatiques entretiennent et alimentent sciemment cette confusion en affirmant représenter TOUTE la communauté juive. Ces « représentants » soutiennent de façon inconditionnelle l'état israélien notamment en participant (en France et en Israël) à des galas de soutien à l'armée israélienne et en traitant d'antisémite toute personne osant émettre la moindre critique à l'encontre de l'état israélien. Attachons-nous à l'expression « peuple dominateur et sûr de lui ». Pour mémoire, c'est le Général de Gaulle qui a prononcé un discours le 27 novembre 1967 à l'Élysée, dans lequel figure cette expression ; expression qui a justement rendu célèbre ce discours. Qui oserait dire que l'auteur de l'appel du 18 juin 1940 fut un raciste ou un antisémite ? Peut-être sont-ce les mêmes terroristes intellectuels et idéologiques qui traitent notamment François Mitterrand, l'abbé Pierre, Daniel Mermet et Pascal Boniface d'antisémites et Gisèle Halimi, Rony Braumann ainsi qu'Eyal Sivan de traîtres et de juifs bontoux ?

Voyons à présent le deuxième passage reproché à Edgar Morin : « Les juifs d'Israël, descendants des victimes d'un apartheid nommé ghetto, ghettoïsent les Palestiniens. Les juifs qui furent humiliés, méprisés, persécutés, humilient, méprisent et persécutent les Palestiniens. Les juifs qui furent victimes d'un ordre impitoyable imposent leur ordre impitoyable aux Palestiniens. Les juifs victimes de l'inhumanité montrent une terrible inhumanité. Les juifs, boucs émissaires de tous les maux, « bouc-émissarisent » Arafat et l'Autorité palestinienne, rendus responsables d'attentats qu'on les empêche d'empêcher. » Qu'y a-t-il de condamnable dans ce passage ? Où pourrait bien se trouver l'incitation à la haine raciale ou à l'amalgame détestable ? Les juifs ont souffert, il n'y a pas le moindre doute là-dessus. Les palestiniens souffrent aujourd'hui et il n'y a pas non plus le moindre doute à ce sujet. N'est-il pas naturel d'être à la fois surpris et choqué de constater qu'un peuple qui a tant souffert fasse à son tour souffrir un autre peuple ? Et même si certains s'évertuent à jouer sur les mots, nous ne pouvons ignorer que nous sommes bien en présence de territoires occupés et donc d'un occupant et d'un occupé.

En dépit d'une « formidable » guerre de désinformation de la part de l'état israélien et de ses supporters inconditionnels (lire à ce sujet l'excellent ouvrage de Denis Sieffert et Joss Dray la guerre israélienne de l'information, ed. La Découverte), nous avons bien d'un côté une armée qui use de TOUS les moyens afin de maintenir son occupation et, de l'autre, une population qui subit et se défend tant bien que mal par des actes de résistance ou de terrorisme selon le point de vue sous lequel on se place. Nombreux sont ceux, israéliens ou non, qui constatent et reconnaissent que le gouvernement israélien restreint sans cesse les possibilités d'action de Yasser Arafat et de l'autorité palestinienne en général ; autorité palestinienne à laquelle le même gouvernement reproche ensuite de ne rien faire.

N'est-il pas permis de critiquer l'état israélien ?

Les deux associations d'extrémistes juifs et sionistes, Avocats sans Frontière et France-Israël, poursuivent donc Edgar Morin pour « diffamation à caractère raciale ». Dans d'autres circonstances et avec un climat moins tendu, cela aurait pu prêter à sourire, malheureusement nous en sommes vraiment très loin.

Edgar Morin est accusé de faire des amalgames des plus détestables alors qu'à la lecture de l'article, publié dans Le Monde, son propos comme à son habitude ne souffre pas la moindre ambiguïté. La précision dans les termes utilisés ne laisse pas non plus place à la moindre confusion. Mais alors, d'où vient le problème ? Pourquoi cette procédure ? Pourquoi cette nouvelle inquisition idéologique ? Pour répondre à ces questions, il faut se pencher sur ces deux associations, Avocats sans frontières et France-Israël. Elles ont pour premier point commun d'être des soutiens inconditionnels de l'état israélien et de son gouvernement (et ce quel qu'il soit). Une visite sur le site France-Israël est d'ailleurs fort instructive. (<http://www.france-israel.org/>) Concernant l'association Avocats sans frontières, il est important de rappeler, afin d'éviter toute confusion, qu'elle n'a strictement aucun lien, direct ou indirect, avec la célèbre association ASF et son noble but (l'homonymie est-elle réellement un hasard ?). Ces deux associations qui poursuivent Edgar Morin sont connues pour leur activisme et l'exercice d'un véritable terrorisme intellectuel. Elles sont passées maîtresses dans l'art de saisir les tribunaux et faire pression sur les institutions pour empêcher toute critique à l'égard de l'état israélien ainsi qu'à l'égard de l'extrémisme juif et sioniste. (http://www.desinfos.com/article.php?id_article=1216). Le second point commun, c'est l'avocat Gilles William Goldnadel, président d'Avocats sans frontières et également vice-président de... l'association France-Israël (un nouveau hasard sans doute ?). Cet homme aime à se présenter comme étant notamment « un juif de combat ». On n'ose imaginer la réaction des médias et de nos « donneurs de leçons médiatiques » si un défenseur médiatisé de la communauté catholique s'était présenté comme « un catholique de combat », ou pire, si un musulman engagé dans la défense de sa communauté avait osé se présenter comme étant « un musulman de combat »...

Maître Goldnadel, véritable célébrité communautaire, s'est déjà illustré à l'occasion de l'affaire Mermet en poursuivant le célèbre journaliste pour... antisémitisme, (<http://www.monde-diplomatique.fr/2002/10/A/16919>), poursuites qui se sont soldées par un échec. Rappelons à ce sujet qu'Edgar Morin faisait partie des personnalités qui ont eu le courage de soutenir ce journaliste de France Inter (<http://www.liberation.com/page.php?Article=37151>). Peut-être alors le procès qui lui est intenté est-il aussi utilisé pour lui faire payer son soutien ?

Nous sommes donc en présence d'un véritable spécialiste du harcèlement judiciaire et l'on pourrait même dire du harcèlement tout court au vu du traitement dont a fait l'objet Gad Elmaleh dans l'émission de Thierry Ardisson, il y a quelques mois (http://www.communitarisme.net/index.php3?action=page&id_art=45433).

Maître Goldnadel admet d'ailleurs s'être « spécialisé » dans les poursuites à l'encontre des personnes d'origine et de confession juive dont il considère qu'elles ont eu des propos antisémites. Nous avons également beaucoup entendu parler de ce juriste dans le cadre de l'affaire Fallaci, puisqu'il a défendu la journaliste italienne. C'est à cette occasion que l'on a pu constater que maître Goldnadel a une définition à géométrie plus que variable de « la diffamation à caractère raciale ». Comment peut-il en effet poursuivre Edgar Morin pour ses propos à l'égard du gouvernement israélien et de la communauté juive alors que dans le même temps, il défend Oriana Fallaci qui utilise des expressions aussi « tolérantes » et « amicales » que « les fils d'Allah... qui se multiplient comme des rats » (p. 146) et « des hommes arabes dans lesquels il doit y avoir quelque chose qui dégoûte les femmes de bon goût » (p.188) (Oriana Fallaci, *La Rage et l'Orgueil*, Plon, 2002) ?

Comment maître Goldnadel peut-il accuser le journaliste Daniel Mermet d'antisémitisme et qualifier certaines de ses émissions « d'incitation à la haine raciale » alors qu'en défendant la célèbre journaliste italienne, il a affirmé « qu'elle avait le droit de faire dans l'anti-islamisme primaire et que cela n'avait rien à voir avec du racisme », que même si l'ouvrage est « violent et haineux », il est « une dénonciation de la montée de l'intégrisme (ndlr : musulman) » !

Cette défense est pour le moins étrange. La comparaison des écrits d'Edgar Morin et de ceux d'Oriana Fallaci permet de constater l'incobérence de l'argumentation et du raisonnement de maître Goldnadel. Pour avoir une idée de l'état d'esprit de cet homme, voici un lien (<http://www.upjf.org/documents/showthread.php?s=&threadid=5097>) qui nous permet de constater qu'il a une « haute opinion » du MRAP. Celui-ci a notamment tort à ses yeux de dénoncer l'existence d'extrémistes juifs, qui, au vu des propos et du raisonnement de maître Goldnadel, ne peuvent exister. Visiblement, selon lui, admettre un tel fait serait être antisémite ou en tout cas être complice de cet antisémitisme : comme si reconnaître l'existence d'une minorité d'extrémistes et de fondamentalistes dans la communauté juive revenait à considérer que tous les juifs sont des extrémistes et des fondamentalistes

Il ne faudrait donc pas parler du Bétar et de la Ligue de Défense Juive dont les exactions, commises dans la plus parfaite impunité, ne sont d'ailleurs jamais citées et dénoncées par nos « donneurs de leçons médiatiques ». À ce sujet, soulignons que France Télévision a déjà commencé à pratiquer une censure allant dans ce sens dans ses fictions et notamment dans la série PJ (<http://www.humanite.presse.fr/journal/2003-12-26/2003-12-26-385164>).

L'article d'Edgar Morin ne contient pas l'once d'un début d'incitation à la haine raciale.

Il n'y a pas de violence et encore moins de haine, que l'on se place sur le fond ou sur la forme. Et pourtant, maître Goldnadel poursuit le célèbre sociologue. Et quand bien même Edgar Morin aurait-il utilisé des termes aussi violents et haineux qu'Oriana Fallaci, que l'on pourrait renvoyer maître Goldnadel à l'argumentation qu'il a utilisée pour défendre sa célèbre cliente italienne : l'article d'Edgar Morin n'a rien à voir avec du racisme, il s'agit juste d'une dénonciation de la montée de l'intégrisme juif et de l'extrémisme sioniste. À moins, évidemment, qu'il soit permis de dénoncer les intégrismes catholique et musulman avec la plus grande virulence et en sombrant souvent dans l'amalgame et l'intolérance la plus primaire, mais que, par ailleurs, il soit interdit, et ce quoiqu'il puisse arriver, de dénoncer l'intégrisme juif et les extrémistes sionistes...

Ce « deux poids et deux mesures », nous y sommes habitués depuis déjà quelques temps, mais est-ce une raison pour l'accepter sans rien dire ?

Cette « immunité » accordée, notamment par nos « donneurs de leçons médiatiques », aux fondamentalistes juifs et aux extrémistes sionistes n'est-elle pas une des pires formes d'intolérance et de discrimination ? N'est-elle pas non plus susceptible de favoriser le développement de l'antisémitisme le plus primaire ? »

(II) LES TEMOIGNAGES DE SOLIDARITE ET LEUR ARGUMENTATION

Ce jugement de la Cour d'appel de Versailles quand il commença à être connu suscita une telle stupéfaction qu'un mouvement quasi spontanée de témoignage s'auto organisa progressivement à partir de la mi juin 2005. On recense ici les textes de ces témoignages (et pétitions) dont nous avons connaissance à ce jour.

(1) Les témoignages de solidarité avec Edgar MORIN 'après sa condamnation'

Le 24 juin 05, le journal Libération publiait un témoignage de solidarité et un appel à signature dont l'initiative avait été prise par J C Guillebaud, l'éditeur de bien des ouvrages d'E Morin. Ce témoignage fut installé sur le site Internet du journal, puis sur un site autonome : <http://signataires.iframe.com> auquel est maintenant associé l'appel à signature par courriel adressé à : temoignage_solidarite@yahoo.fr

« Infirmant le jugement rendu en leur faveur par le tribunal de grande instance de Nanterre, la cour d'appel de Versailles vient de condamner pour «diffamation raciale» Edgar Morin, Sami Naïr et Danièle Sallenave, signataires d'un article intitulé «Israël-Palestine : le cancer» publié dans *le Monde* du 4 juin 2002. Faisant état, sur la base de faits internationalement condamnés, de la politique de répression israélienne, alors particulièrement violente, cet article s'inquiète des conséquences désastreuses de ce conflit dans le monde, notamment en France, où il suscite judéophobie et arabophobie. L'article souligne avec indignation et douleur que l'expérience des persécutions et humiliations bimillénaires subies par les Juifs n'aura nullement empêché persécutions et humiliations des Palestiniens. Dans l'esprit des auteurs, cette constatation comportait un respect de mémoire rendu à un passé de souffrance. L'imputation de diffamation raciale s'appuie sur la façon dont, dans deux passages, extraits de deux paragraphes différents, s'était exprimée cette indignation douloureuse.

Or, par principe élémentaire de connaissance et de jugement, on sait que toute phrase s'éclaire par le texte où elle s'inscrit et que tout texte s'explique par son contexte. De fait, le reste du texte confirme que les critiques s'adressent non à un peuple mais à un occupant ; une phrase de l'article lui-même éclaire sans ambiguïté cette évidence : «*Cette logique du mépris et de l'humiliation, écrivent les auteurs, n'est pas le propre des Israéliens, elle est le propre de toutes les occupations, où le conquérant se voit supérieur face à un peuple de sous-humains.*»

Quant au contexte, les auteurs de l'article sont connus pour être, dans leurs personnes et leurs écrits, des ennemis de tous les racismes et de toutes les discriminations. Edgar Morin est internationalement reconnu comme un humaniste ayant toute sa vie condamné toute forme de déni d'autrui. Sami Naïr et Danièle Sallenave sont également connus pour les combats politiques et intellectuels qu'ils ont menés contre toutes les formes de discrimination. C'est pourquoi :

Nous nous élevons contre une pratique de lecture qui isole un fragment de texte du texte lui-même et de son contexte. Cette méthode a conduit à imputer aux auteurs une position qui est exactement contraire à leur intention.

Nous nous inquiétons légitimement de toute mesure qui tend à réduire la liberté de critique à l'encontre de la politique d'un Etat quel qu'il soit. Nous craignons que la sanction d'un antisémitisme imaginaire ne contribue à l'expansion néfaste de l'antisémitisme réel.

Nous exprimons notre profonde préoccupation face à un jugement sanctionnant un article qui plaide clairement, à travers une analyse équitable et complexe, pour la paix et la fraternité entre les protagonistes de la tragédie israélo-palestinienne.

Parmi les premiers signataires , on relève les noms de : Laure Adler écrivaine, Marine et Jean Baudrillard philosophes, Esther Benbassa directrice d'études à l'EPHE, Sophie Calle, artiste Olivier Cohen éditeur, Jean Daniel directeur du *Nouvel Observateur*, Régis Debray écrivain et philosophe, Jean-Claude Guillebaud écrivain et éditeur, Stéphane Hessel ancien ambassadeur de France, Emmanuel Le Roy Ladurie professeur au Collège de France, Olivier Mongin directeur de la revue *Esprit*, Edwy Plénel journaliste, Alain Touraine directeur d'études à l'EHESS.

La liste des signataire au 31 août 2005, aisément accessible par le site <http://signataires.iframe.com/Liste.pdf> comptait déjà un peu plus de 1400 signatures

2. Fondamentalismes et liberté d'expression : à propos de la condamnation d'Edgar Morin, Sami Naïr et Danièle Sallenave. : Un éditorial de 'l'Union Rationaliste' (publié sur le site <http://www.union-rationaliste.org/editorial.html> Bulletin du 10 juillet 2005)

Cet éditorial remplace un communiqué que le bureau de l'Union Rationaliste voulait publier pour protester contre la condamnation pour racisme, par la cour d'appel de Versailles, d'Edgar Morin, Sami Naïr et Danièle Sallenave et du journal *Le Monde* qui avait publié leur tribune sur le conflit israëlo-palestinien. Après les attentats de Londres, dont il n'est nul besoin de dire que l'Union Rationaliste les condamne et les déplore, cette protestation pourrait paraître d'un intérêt minime. Nous la maintenons pourtant parce que la défense de la liberté d'expression, partout dans le monde, est le meilleur moyen de lutte contre les fondamentalismes.

Les fondamentalismes se caractérisent par un attachement aveugle et sans limites à la lettre d'un texte considéré comme sacré ou révélé. Il est hors de question pour un fondamentaliste et d'en contester la primauté absolue et l'interprétation que lui ou ses maîtres spirituels en donnent et de laisser autrui les contester. Rien n'est plus contraire au fondamentalisme que la libre discussion et l'échange d'arguments qui caractérisent le rationalisme. La liberté d'expression et de pensée a été, en Europe, conquise contre les Églises et les gouvernements dominés par l'Église. Des milliers d'incroyants ou de mal-croyants ont laissé leur vie dans ce combat. Mais ils l'ont gagné. La plupart des pays du tiers monde, et surtout les pays à majorité musulmane qui ont servi de berceau au terrorisme fondamentaliste musulman, n'ont pas eu cette chance.

Le combat contre le fondamentalisme n'est jamais définitivement gagné. Les pays musulmans du Proche-Orient et du Maghreb, où au siècle passé pouvaient encore s'exprimer des opinions pas exactement conformes à l'orthodoxie musulmane, sont menacés de retomber entre les mains d'islamistes fanatiques prêts à réprimer par la violence toute opinion contraire non seulement à l'islam, mais à leur interprétation de l'islam. En Turquie, les urnes ont porté au pouvoir un parti islamiste seulement borné dans ses ambitions par la volonté de l'armée que la Turquie reste un pays laïque. Ailleurs, au Pakistan, en Afghanistan, en Iran, au Liban même, les extrémistes tiennent le haut du pavé. L'Égypte et les pays du Maghreb ne résistent à la poussée fondamentaliste qu'en lui faisant des concessions. Partout dans ces pays, s'afficher incroyant, plus encore renoncer à l'islam est synonyme de mort prochaine : le fondamentalisme ne supporte pas la liberté de penser, encore moins celle d'exprimer cette pensée et de vivre conformément à elle.

En Europe, en Amérique du nord, régions du monde où l'expression d'une pensée indépendante est la plus libre, les mêmes forces qui dans les pays non laïques ou/et autoritaires limitent ou interdisent la liberté d'expression essaient de revenir sur les acquis de nos luttes passées. Le boycott, les menaces, les attentats à la bombe parfois cherchent à intimider ceux qui prétendraient faire un film mal pensant. Aucun producteur n'accepterait aujourd'hui de financer un film ridiculisant la Vierge Marie. Tous les rabbins et les curés sont sympathiques, au cinéma en tout cas. Si l'héritage colonial et la lutte contre le terrorisme permettent encore de montrer de fanatiques et sanguinaires barbus, pas question de critiquer le Prophète ou son paradis aux houris toujours vierges.

Les tribunaux de la République Française, au nom du respect dû aux minorités, vont parfois dans ce sens. L'Union Rationaliste a ainsi récemment protesté contre l'obligation faite à la Société Volkswagen de ne plus afficher une publicité s'inspirant de La Cène, si belle pourtant que notre site a décidé de la présenter. De même Louis Chagnon, pour avoir parlé en termes très vifs du prophète de l'islam, s'est-il d'abord vu sanctionné par sa hiérarchie, puis débouté de sa plainte en diffamation et même condamné. Si l'on continue dans cette voie, il ne sera plus possible d'écrire une vie de Jésus en désaccord avec les enseignements de Benoît XVI ou une vie du Buddha sans obtenir d'abord l'aval du Dalai Lama. On pourra décrire sous les traits les plus noirs les militants islamistes d'Algérie, les talibans d'Afghanistan et d'Iran, les poseurs des bombe de Paris, Madrid et Londres, mais il nous faudra témoigner le plus grand respect pour la tradition et les penseurs dont ils se réclament. Mais il est fort probable que les athées, s'ils s'estiment diffamés par des prêches de curés, pasteurs ou imams, n'arriveront pas à obtenir réparation. Il est vrai que, libres penseurs, ils n'ont pas l'idée de leur interdire de prêcher.

La volonté de respecter les victimes amène certains tribunaux à des décisions étonnantes. Le tribunal de grande instance de Paris a condamné le 6 juillet dernier *Quid* et l'éditeur Robert Laffont pour avoir « juxtaposé de manière particulièrement déséquilibrée la position turque sur le sujet <le génocide arménien>, fort précise et développée, et la position arménienne, sommairement exposée ». Continuons dans ce sens et l'on ne pourra plus exposer les idées de Renan sans donner autant de lignes à Mgr. Lustiger, et parler de la Résistance sans donner autant de temps de parole aux pétainistes.

Il est vrai que l'on ne peut supporter les appels à la haine raciale, au meurtre, à l'assassinat. La loi française réprime depuis 1881 la diffamation raciale. La loi n° 90-615 du 13 juillet 1990 «tendant à réprimer tout acte

raciste, antisémite ou xénophobe », dite loi Gayssot, permet la condamnation de toute personne qui contesterait la réalité des crimes nazis tels qu'ils ont été définis en 1946, même si depuis de nouveaux documents sont apparus. Sur ce chemin, la dérive est malheureusement facile. Les hommes politiques ont vite fait de vouloir dicter aux historiens ou aux journalistes leur devoir : l'article 4 de la loi du 23 février 2005 impose aux enseignants français d'insister sur « le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord » (voir l'article de Claude Liauzu dans le n° 577 des *Cahiers Rationalistes*, juillet 2005). Si les tribunaux français et les lois françaises avaient toujours été dans ce sens et si les historiens avaient respecté leurs injonctions, nos manuels d'histoire ressembleraient à ceux de 1880, les Rosbifs et les Fritz seraient encore nos ennemis héréditaires, et les Français ne seraient allés en Afrique que pour en éliminer les mouches tsé-tsés.

La vérité ne se fait jour qu'en permettant la discussion, la mise en cause des vérités admises (le doute systématique, disait Descartes), l'examen de documents authentifiés et l'apport de preuves. Elle implique le droit pour tous les protagonistes d'exposer et de défendre leur thèse. Interdire *Mein Kampf* n'aurait probablement servi à rien. Permettre aux adversaires de *Mein Kampf* d'en dénoncer les contrevérités, les obsessions et les outrances, et empêcher les Nazis de constituer leurs milices, de se livrer à des manifestations de force, et d'éliminer physiquement leurs adversaires aurait sans nul doute été plus utile.

Le procès fait à Edgar Morin, Sami Nair et Danièle Sallenave illustre parfaitement les dérives de cette pensée correcte. Alors que le sionisme proclame qu'Israël est l'état des juifs, et que la pleine citoyenneté israélienne suppose que l'on soit juif (et même, il y a quelques années encore, né de mère juive), alors qu' A. Sharon a sans cesse le mot « juif » à la bouche, Edgar Morin, Sami Nair et Danièle Sallenave ont été condamnés pour avoir repris cette expression. En réalité, ils ont été condamnés pour avoir critiqué en termes violents, mais n'appelant pas à la violence, la politique d'annexion et de destruction menée par l'État israélien et son gouvernement démocratiquement élu et avoir appelé à la paix des peuples. L'euro de dommages et intérêts auxquels les auteurs de cet article ont été condamnés n'a rien de symbolique : c'est une menace directe à toute personne qui voudra critiquer par écrit la politique israélienne, priée de choisir soigneusement ses mots si elle ne veut pas subir un très coûteux procès.

Au-delà, on peut se demander quand nous commencerons à respecter la volonté affichée d'Israël d'être considéré comme un état normal. S'il est normal, on peut, sans être pour cela taxé de racisme et d'antisémitisme, critiquer la politique de ses dirigeants et l'attitude de son armée comme nous avons critiqué l'attitude des USA au Vietnam et en Irak, la politique de nos dirigeants (eux aussi démocratiquement élus) en Algérie, l'usage de la torture dans certaines unités de l'armée française et l'OAS. Le temps est venu de ne pas considérer comme antisémites ceux qui critiquent la politique israélienne, et de rappeler que le sionisme est l'enfant des pogroms, pas du nazisme, ni du Hamas.

Paris, le 10 juillet 2005
Le Bureau de l'Union Rationaliste.

3 Un jugement absurde et scandaleux :

Un communiqué du Bureau National de l'UJFP (*Union Juive Française pour la Paix*) disponible sur le site http://www.millebords.org/article.php3?id_article=2731

« La condamnation, le 27 mai 2005, par la Cour d'Appel de Versailles d'Edgar Morin (sociologue), Sami Naïr (ancien député européen) et Danièle Sallenave (universitaire et écrivain) est absurde et scandaleuse. Scandaleuse parce que l'on ne peut imaginer que les trois auteurs du texte condamné, publié dans *Le Monde* du 4 juin 2002 sous le titre « Israël-Palestine : le cancer », puissent être suspectés d'antisémitisme, absurde parce que, détachant les deux passages incriminés de leur contexte, la condamnation transforme un argument d'ordre historique et politique en injure antisémite.

Rappelons ces deux passages

« On a peine à imaginer qu'une nation de fugitifs, issue du peuple le plus longtemps persécuté dans l'histoire de l'humanité, ayant subi les pires humiliations et le pire mépris, soit capable de se transformer en deux générations en « peuple dominateur et sûr de lui » et, à l'exception d'une admirable minorité, en peuple méprisant ayant satisfaction à humilier. »

« Les juifs d'Israël, descendants des victimes d'un apartheid nommé ghetto, ghettoisent les Palestiniens. Les juifs qui furent humiliés, méprisés, persécutés, humilient, méprisent, persécutent les Palestiniens. Les juifs qui furent victimes d'un ordre impitoyable imposent leur ordre impitoyable aux Palestiniens. Les juifs victimes de l'inhumanité montrent une terrible inhumanité. Les juifs, boucs émissaires de tous les maux, « bouc-émissarisent » Arafat et l'Autorité palestinienne, rendus responsables d'attentats qu'on les empêche d'empêcher. »

Ces passages rappellent qu'un peuple persécuté n'est jamais prémuni contre la possibilité de devenir persécuteur à son tour. Ce n'est ni le premier exemple dans l'histoire, ni malheureusement le dernier. Il faut aussi préciser qu'il s'agit ici des Juifs d'Israël et non des Juifs en général.

Ainsi l'accusation d'antisémitisme résulte d'une double erreur de jugement.

D'une part, les textes incriminés portent un jugement d'ordre historique et politique ; si ces textes peuvent faire l'objet d'un débat, ils ne relèvent pas de l'instance judiciaire.

D'autre part, les textes incriminés portent un jugement sur une politique qui engage les citoyens d'un Etat et non les Juifs du monde ; aucune instance judiciaire ne peut décider que l'Etat d'Israël est l'Etat de tous les Juifs, ce qui est administrativement faux. On peut alors penser que le procès intenté par des organisations juives à Edgar Morin, Sami Naïr et Danièle Sallenave est un acte de confiscation des Juifs au profit de l'Etat d'Israël et par cela même un acte antijuif.

On peut donc s'étonner qu'une instance judiciaire commette cette double erreur de jugement, la première en condamnant un jugement historique et politique qui ne relève pas de son ressort, la seconde en entrant dans le jeu d'organisations qui se propose de confisquer les Juifs au profit d'un Etat.

On ne peut rester indifférent devant un tel jugement.

Rappelons d'abord que certaines organisations juives ont décidé depuis longtemps, au nom d'une représentation médiatique trop aisément acceptée, de porter plainte pour antisémitisme contre ceux qui critiquent la politique israélienne. Si ces organisations ont perdu la plupart des procès qu'elles ont intentés, le verdict de la Cour d'Appel de Versailles vient les conforter dans leur volonté d'identifier critique de la politique d'Israël ou de l'idéologie sioniste à une forme d'antisémitisme.

Ce n'est pas le premier procès qu'elles ont gagné. Rappelons le procès intenté par l'Action Culturelle Israélite de Lille contre Jean-Pierre Willem, maire de Seclin, petite ville de la banlieue de Lille, lequel avait décidé, pour marquer son soutien à la lutte des Palestiniens, de boycotter les jus de fruits israéliens dans les cantines scolaires. Après un premier procès au cours duquel le Procureur de Lille avait déclaré dans son réquisitoire qu'il n'y avait pas lieu de poursuivre, le Parquet de Douai, sur injonction du Gard des Sceaux de l'époque, Dominique Perben, faisait appel, contre le Parquet de Lille faudrait-il préciser, et Jean-Pierre Willem était condamné en appel à 1000 euros d'amende pour le délit d'entrave au commerce, l'accusation ayant reconnu lors du procès en appel que Willem ne pouvait être accusé d'antisémitisme.

On peut considérer que certaines organisations juives qui se réclament du sionisme ont décidé de jouer l'amalgame entre l'antisémitisme et les critiques à l'encontre de la politique d'Israël et du sionisme pour deux raisons :

- d'une part, rassembler les Juifs de France autour des organisations sionistes confortant ainsi un nationalisme juif qui se mettrait au service d'Israël.

- d'autre part, faire comprendre aux non-juifs, toujours suspects d'être antisémites, que leur seule façon d'éviter tout soupçon est de soutenir l'Etat d'Israël quoi qu'il fasse.

Ces agissements de ceux qui se considèrent comme les porte-parole des Juifs de France sont dangereux. D'abord envers tous ceux qui soutiennent la lutte des Palestiniens pour se libérer de l'occupation israélienne et construire leur Etat. Toute critique de la politique israélienne et du sionisme s'expose non seulement aux diatribes sionistes, mais aussi à une condamnation pénale. C'est la liberté d'expression et de manifestation qui est en cause.

Ensuite envers les Juifs de France dans la mesure où ces agissements confortent cette dangereuse équation

Juif = Israélien = Sioniste

et la condamnation d'Edgar Morin, Sami Naïr et Danièle Sallenave ne peut que renforcer cette équation. Mais c'est peut-être cela que cherchent des organisations pour qui les Juifs ne sont qu'une masse de manœuvre pour soutenir une politique que nous ne pouvons accepter.

C'est pour cela que nous nous déclarons solidaires d'Edgar Morin, Samy Naïr et Danièle Sallenave et que nous tenons à exprimer notre indignation contre le jugement porté à leur encontre.


C'est pour cela aussi que nous dénonçons les agissements d'organisations qui pratiquent un amalgame intolérable entre antisémitisme et critique de la politique israélienne ou du sionisme et qui considèrent les Juifs de France comme leur propriété ».

Bureau National de l'UJFP 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS

4 Propos de Luc Ferry : Au cours d'un débat sur LCI 'Ferry-Julliard', les 1^{er} et 2 juillet, Luc Ferry a déclaré

« ... Ce jugement me paraît à la fois indigne et imbécile...C'est l'imbécillité même. E.M est un intellectuel connu dans le monde entier, il y a des universités Edgar Morin dans des pays d'Amérique latine. C'est un humaniste qui a passé sa vie entière à condamner le racisme. L'article qu'il a écrit est un peu vif mais situé dans un contexte intellectuel très fort. Il représente la France à l'étranger. Il est un des plus grands intellectuels que nous ayons. Il représente la gauche française et de façon exemplaire la pensée antitotalitaire »

5 L'appel de l'IEC Bresil



**Instituto de Estudos da
Complexidade
Informe Julho 2005**

Manifesto de Solidariedade à Edgar Morin :

Prezados colegas, solicitamos a todos adesão ao Manifesto que se encontra anexado abaixo. De forma veemente, o texto se posiciona contra a condenação de Edgar Morin, Sami Naïr e Danièle Salleneve por “difamação racial”. Encarecemos que nomes e instituições sejam claramente identificados para que, posteriormente possamos reenviá-los à França para as providências necessárias. Todas as assinaturas devem ser redirecionadas para o seguinte mail :
nurimarfalci@uol.com.br. Para isso [clique aqui](#). Obrigado,
 Edgard de Assis Carvalho/Nurimar Falci, cordenadores do comitê de apoio a Edgar Morin.
[clique aqui](#) para baixar o Manifesto

Por motivo de **ampliação de suas atividades**, o **Instituto de Estudos da Complexidade** procura nova sede para se instalar. Solicitamos aos amigos do IEC que nos comuniquem (contato@iecomplex.com.br [clique aqui](#)) sobre espaços de seus conhecimentos, disponíveis para aluguel na zona sul do Rio de Janeiro,.

Visite a home page do IEC : [http ://www.iecomplex.com.br](http://www.iecomplex.com.br)
[clique aqui](#)
 Se não quiser receber mais esse informe por favor envie um email para removame@iecomplex.com.br [clique aqui](#)

(III) QUELQUES ECRITS RECENTS D'EDGAR .MORIN SUR 'LA TRAGEDIE ISRAEL – PALESTINE'

On reproduit dans ce chapitre quelques articles publiés ces cinq dernières années par Edgar MORIN sur la tragique complexité du conflit israélo-palestinien, articles qui permettent de lire dans son contexte l'article « Israël-Palestine , le cancer » publié en juin 2002. Le jugement de la cour d'appel de Versailles de mai 2005 se voulait totalement décontextualisé : N'appartient-il pas aux citoyens d'exercer leur intelligence civique en s'attachant à '*restaurer les solidarités entre tous les phénomènes*'? Texte en main (ou sur l'écran !), in extenso

(1): Israël – Palestine : le simple et le complexe

Article paru dans l'édition du journal Le Monde 02.02.01

« Il y a dans la situation israélo-palestinienne une simplicité et une complexité qui ne doivent pas s'occulter l'une l'autre.

La simplicité de la situation est dans la formidable inégalité présente. D'un côté, des occupés ; de l'autre, des occupants.

D'un côté, des enfants et adolescents qui lancent des pierres, des policiers ne disposant que d'armes légères ; de l'autre, des soldats qui tirent à balles réelles sur des civils, des chars, des roquettes, des hélicoptères de combat.

D'un côté, un harcèlement de guérilla sur des colonies ou des véhicules en territoire palestinien ; de l'autre une répression qui ghettoïse les populations, transforme leurs territoires en camps de concentration temporaires, asphyxie leur économie, détruit habitations et cultures.

D'un côté, plus de 400 morts dont 13 Arabes israéliens et plus de 12 000 blessés dont plus de 4 000 enfants et adolescents ; de l'autre, 43 morts, dont les victimes d'attentat et une centaine de blessés.

L'argument que les occupés n'auraient pas dû se révolter n'aurait de sens que si leur situation n'avait été révoltante. L'argument que la révolte sape la paix n'aurait de sens que si les Israéliens avaient accepté un Etat palestinien viable libéré de colonies armées.

En fait, la révolte n'est pas née absurdement, puisque que, tout au long des négociations, il y a eu continuation d'implantations de colonies en Cisjordanie, non-respect des engagements, et seulement une offre de paix ladre, dite généreuse, fondée sur la transformation en bantoustans des territoires fragmentés, l'absence d'armée palestinienne, le contrôle de ses frontières.

L'argument de sécurité n'est guère pertinent à l'époque où la sécurité ne dépend pas de 5 600 km² mais de la puissance technologique militaire, et alors qu'Israël est l'Etat le plus puissant de la région, le plus avancé dans toutes les technologies de guerre, disposant même de 200 têtes nucléaires.

Mais, sur la sécurité, tout n'est pas si simple. En effet, si les Etats arabes sont présentement désunis, si l'Amérique toute-puissante protège Israël, cette situation n'est pas éternelle. Le monde arabe est démographiquement énorme par rapport au petit Israël ; sa puissance technique et militaire s'accroîtra avec le temps ; sa désunion n'est pas irréversible ; les Etats-Unis peuvent perdre leur hégémonie planétaire ; l'avenir d'Israël n'est pas plus assuré que ne le fut celui du royaume chrétien de Jérusalem, qui garda la ville moins d'un siècle.

Certes, une paix honorable pour les deux parties diminuerait l'insécurité réelle d'Israël, accroîtrait ses chances d'insertion pacifique dans le Moyen-Orient. Mais cette paix serait un pari, le seul qui augmenterait les chances futures d'Israël, non une garantie de sécurité.

A l'insécurité du futur se lie celle du passé récent. Si 1948 est vu justement par les Palestiniens comme leur catastrophe, il rappelle à Israël l'intention palestinienne longtemps affirmée de le détruire ainsi que la menace arabe à chaque fois écartée par une guerre. A cela se joint un autre sentiment d'insécurité qui vient de l'expérience séculaire où les juifs n'ont jamais pu acquérir la certitude d'une insertion tranquille dans le monde des gentils. Les « Mort aux juifs ! » ressemblent certes aux « Mort aux Arabes ! », mais ils raniment un passé qui comporte Auschwitz, ils réveillent la mémoire encore récente d'une menace de mort sur Israël et ils éveillent un futur d'holocauste.

Ainsi, les insécurités qui viennent du passé et celles qu'annonce le futur se raccordent. Elles se réveillent à chaque attentat. Il a suffi des quelques attentats déclenchés par des groupes minoritaires palestiniens pour qu'une partie de l'électorat bascule et porte Nétanyahou au pouvoir ; il a fallu la nouvelle Intifada pour que l'électorat pacifique d'Israël soit troublé et démoralisé.

Ainsi, c'est l'insécurité du passé et celle du futur qui se réveillent et marquent le présent. Tout ce qui ravive ce sentiment d'insécurité brise les chances de l'issue décolonisatrice. Dans ce contexte, la politique de force

semble une juste réponse à la menace. Cette politique, qui associe en elle un nationalisme intégral et un judaïsme intégriste, a pour but l'annexion de la « Judée Samarie », nom biblique de la Cisjordanie, au pis la bantoustandisation de territoires palestiniens morcelés.

D'où le premier paradoxe : le problème fondamentalement simple de la relation Israël-Palestine est en même temps un problème fondamentalement complexe.

Le deuxième : plus Israël veut assurer sa sécurité présente par la force, plus il accroît son insécurité future. Le chemin vers la sécurité passe par l'acceptation d'une insécurité qui ne peut être réduite que par une politique de justice. Le refus d'admettre une nation palestinienne viable accroîtrait la menace d'un futur où Israël serait de plus en plus isolé. La perpétuation de la politique d'oppression est finalement suicidaire pour Israël.

Le troisième paradoxe : rassurer Israël signifie pour les Palestiniens abandonner les revendications légitimes en droit, accepter un statut vassalisé, subir le contrôle terrestre permanent des colonies, des frontières extérieures et de l'espace aérien. Mais formuler les revendications légitimes, au premier chef celle d'un Etat viable et autonome, et avoir recours à l'Intifada pour sortir de l'immobilisme signifie rejeter l'opinion israélienne sous l'aile du parti national-religieux.

Quatrième paradoxe : quand les Palestiniens se sont bornés à négocier sans moyens de pressions, les Israéliens ont continué à implanter des colonies et à proclamer le caractère éternel de leur présence à Jérusalem. Mais quand les Palestiniens ont utilisé la pression de l'Intifada, alors ils ont provoqué à la fois la prise en considération de certaines de leurs exigences (Jérusalem-Est, renoncement à certaines colonies) mais aussi l'aggravation du sentiment d'inquiétude israélien et le développement du sharonisme. Voilà donc une complexité fondamentale de la situation qui la fait à la fois avancer et reculer : quand les négociateurs avancent vers un accord, la situation régresse en Israël et en Palestine. Le risque de désastre et la chance de paix s'accroissent simultanément. Dans l'hypothèse d'un accord, le conflit entre les deux parties se portera à l'intérieur de chacune ; Israël et la Palestine seront l'une et l'autre au bord de la guerre civile.

Quoi qu'il arrive, ce sont les minorités laïques, capables d'autocritique, de compréhension d'autrui, de conscience de la complexité, qui, de part et d'autre, travaillent pour sauver l'avenir. Il y a en Israël une minorité lucide qui démythifie le thème de la « terre sans peuple », révèle les aspects occultés de la guerre de 1948, montre que la mémoire victimaire du passé ne doit pas faire oublier les victimes palestiniennes présentes, et s'en prend au « culte de la Shoah » en tant qu'il sépare à jamais les juifs du monde des gentils.

Le retour sur l'expérience juive devrait donner la capacité de comprendre la souffrance palestinienne et montrer à Israël qu'il inflige en un demi-siècle aux Palestiniens ce qu'il a lui-même souffert des Européens durant plus d'un millénaire : dépossession, expulsions, ségrégation, ghettoisations répétées, avanies, prédatons, humiliations, vexations, déni, mépris. Il permettrait de retrouver l'universalisme de l'intelligentsia juive des XIXe et XXe siècles, de retrouver l'humanisme européen où l'apport des post-marranes, que furent Spinoza, Montaigne, Cervantès, puis Marx, Freud et Proust, a été capital.

Mais ce changement psychologique ne peut être effectué que dans des conditions nouvelles, ce qui nous ramène au problème politique d'une stratégie de paix. Celle-ci nécessite la reconnaissance du devoir moral israélien à l'égard de la Palestine (Shimon Péres) et la reconnaissance palestinienne du problème d'insécurité israélien.

Cette double reconnaissance devrait être accompagnée par des renoncements solennels à la violence de part et d'autre, et donner lieu à un pacte de pacification qui comporterait en un premier temps une garantie internationale. La politique ici requiert un grand acte éthique : le pardon mutuel pour tous les crimes commis de part et d'autre. On ne peut ni oublier ni dissimuler, mais on doit rompre avec le talion. Une demande de pardon aux Palestiniens dépouillés serait acte à la fois de magnanimité, de justice et de politique. Il y a dans la culture arabe une tradition forte, qui permet de pratiquer la magnanimité et de la reconnaître en autrui.

En ce qui concerne le droit au retour des Palestiniens chassés, il ne saurait être repoussé purement et simplement sous le motif que le retour massif de 4 millions de Palestiniens serait suicidaire pour Israël. Il faut qu'il y ait reconnaissance d'un droit moral à réparation comportant le droit à l'intégration en Israël et dans le Moyen-Orient de tous ceux qui n'ont pu être intégrés ailleurs. Cette reconnaissance permettrait des retours échelonnés dans le temps, soumis à l'examen de commissions mixtes. Il serait juste qu'Israël renonce à son droit au retour de façon à faire cesser une trop injuste dissymétrie avec la Palestine.

Mais, dans la situation actuelle, les deux protagonistes isolés n'ont pas la capacité d'arriver à la paix. On ne peut laisser aux seules pressions des boutefeux et au seul contrôle des Etats-Unis le destin de cette tragédie historique. Le poids des nations arabes, le poids de l'Europe qui feint encore le sommeil, sont devenus nécessaires.

Par Edgar MORIN

(2) –« Société –Monde contre Terreur – Monde »,

Article paru dans l'édition du Monde du 22.11.01, soit quelques jours après le dramatique attentat du 11 septembre 2002. C'est dans ce texte qu'apparaît pour la première fois la formule : *La question israélo-palestinienne est devenue **le cancer** non seulement du Moyen-Orient, mais des relations Islam-Occident, et ses métastases se répandent très rapidement sur la planète'.*

Le contraire de la violence n'est pas la douceur c'est la pensée »
(Etienne Baulieu, auteur romand)

Une question de vocabulaire, tout d'abord.

Terrorisme. La notion de terrorisme est valable pour l'internationale djihadiste Al-Qaida qui agit par attentats et meurtres de masse sur des populations civiles, mais elle est fort réductrice quand elle s'applique aux formes violentes de résistances nationales privées de moyens démocratiques pour s'exprimer. Ainsi le terme utilisé par les nazis pour les résistants européens fut-il réducteur, comme appliqué par Poutine à la résistance tchétchène, qui comporte évidemment une branche terroriste, mais ne peut s'y ramener. La violence d'Etat qui frappe un peuple en même temps que ceux qui lui résistent est elle-même une violence de terreur.

Al-Qaida constitue un stade nouveau du terrorisme. La mondialisation techno-économique a permis une mondialisation terroriste, se transformant dans et par cette mondialisation en menace mondiale.

Islamiste. Le terme islamiste est riche de malentendus. Désignant en principe tout croyant en l'islam, il est devenu, pour bien des Occidentaux, synonyme de fanatique. Trop proche d'islamique (notion qui désigne ce qui relève de l'islam), il risque de se contaminer en fanatisme et terrorisme. De fait, l'islamisme, quand il comporte le retour au Coran et l'application de la charia, comporte un rejet de la civilisation occidentale, y compris le libéralisme politique et la démocratie. Mais il n'implique pas de lui-même guerre sainte et terrorisme, bien qu'on puisse glisser de l'islamisme au djihadisme. Une contamination analogue affecte le terme de fondamentaliste (qui n'est pas en lui-même agressif).

Quant à l'internationale djihadiste d'Al-Qaida, il s'agit d'une déviance religieuse hallucinée à laquelle on ne saurait réduire l'islam. Mais le mot islamiste, tel qu'il est usuellement employé dans les médias occidentaux, réduit tout islamique à un islamiste et tout islamiste à un terroriste potentiel, ce qui empêche de percevoir le visage complexe de l'islam.

Toute erreur de pensée conduit à des erreurs d'action qui peuvent aggraver les périls que l'on veut combattre. Il faut penser dans leur complexité non seulement l'islam mais aussi les Etats-Unis, Israël, la mondialisation elle-même, en reconnaissant les contradictions incluses dans chacun des termes.

Les Etats-Unis sont la plus ancienne démocratie du globe, ils constituent une société ouverte et par ce trait désormais vulnérable. Ils ont sauvé l'Europe occidentale du nazisme, ils l'ont protégée de l'URSS qui était loin d'être un tigre en papier. Ils ont secouru des peuples islamiques en Bosnie et au Kosovo. Les Etats-Unis ne sont pas responsables de la guerre meurtrière Irak-Iran, de la terreur en Algérie, de tous les conflits interarabes. Leur culture ne se réduit pas au McDo ni au Coca-Cola, mais elle s'est montrée créatrice dans la science, la littérature, le film, le jazz, le rock, et l'Amérique s'europanise autant que l'Europe s'américanise.

Mais ils constituent une puissance impériale dominatrice par l'armement et par l'économie. Leur démocratie ne les empêche nullement de soutenir des dictatures quand leur intérêt le commande. Leur humanisme comporte une tache aveugle d'inhumanité : ils ont pratiqué des bombardements de terreur sur les villes allemandes, puis les hécatombes de Hiroshima et Nagasaki. Les bombardements continus de l'Afghanistan révèlent un autre terrorisme frappant des populations civiles victimes, non seulement de bombes ou de missiles lancés de trop haut et de trop loin, mais de la peur et de la famine qui les contraignent à l'exode. Sensibles à la souffrance des 5 000 victimes du World Trade Center, ils sont insensibles aux désastres humains que leurs bombardements infligent aux populations afghanes. Ils sont inconscients de la contradiction que comporte la terreur de leurs bombardements antiterroristes.

Les deux tours orgueilleuses étaient à la fois hyper-réelles et hyper-symboliques ; elles étaient l'incarnation et le symbole de la richesse, de la puissance américaines, de son capitalisme et de sa démocratie, de

sa domination et de son ouverture ; la statue de la Liberté était devenue une allégorie ancillaire. Leur écroulement a creusé un trou noir incommensurable en notre vision non seulement de Manhattan mais aussi du monde. Pour certains, c'est une blessure infligée à l'impérialisme américain et au capitalisme, pour d'autres qui s'en angoissent c'est une brèche ouverte dans la démocratie et la civilisation ; ces deux vérités antagonistes sont complémentaires.

Certes, les Etats-Unis suscitent dans le monde misérable des aspirations, dont celles à y émigrer, ainsi que d'innombrables désirs d'entrer dans leur civilisation ; ils inspirent respect et obéissance à leurs vassaux, et le sentiment de solidarité occidentale demeure puissant en Europe. Mais en même temps la contemplation de leur richesse et prospérité, du sein du manque et du dénuement - dans ce monde misérable -, suscite une immense frustration. Leur domination provoque d'innombrables humiliations, un complexe d'infériorité technique (monde Sud), un complexe de supériorité culturelle (Europe) qui l'un et l'autre éveillent l'animosité.

Le mal-développement dont ont souffert tant de nations est attribué au sur- développement économique américain. L'extrême dénuement alimentaire, médical auquel sont réduites d'immenses populations désarmées devant épidémies et sida nourrissent ressentiments à l'égard des populations hyper-nourries, hypersoignées de l'Occident et surtout des Etats-Unis. Là où il y eut d'antiques et glorieuses civilisations qui se sentent aujourd'hui amoindries ou menacées, le monde américain suscite allergies, inimitiés, agressivité.

Les conséquences néfastes de la libéralisation du marché mondial, l'accroissement des inégalités, les crises économiques multiples aggravent les animosités.

Dans les esprits où a régné ou règne encore la vulgate marxiste-léniniste, le modèle du socialisme « réel » s'est certes effondré (sans qu'ils en aient jamais mesuré la pourriture), mais la conviction que le capitalisme et l'impérialisme américain sont le mal absolu demeure. Ils ont gardé la satanisation de l'Amérique, foyer du capitalisme et de l'impérialisme, ignorant que le communisme soviétique fit pire que le capitalisme, ignorant les vertus de la démocratie et les vices du totalitarisme, ignorant que l'impérialisme américain est moins atroce que les impérialismes passés, notamment soviétique.

Ainsi, l'ensemble des ressentiments issus des parts les plus diverses de la planète suscite une haine fantastique et parfois fantasmagorique des Etats-Unis coupables de tous les maux de la planète. Maîtres du monde (ce qu'ils ne sont que partiellement), on les rend responsables des maux du monde (ce qu'ils ne sont qu'encore plus partiellement).

Les Etats-Unis sont ainsi considérés comme le mal suprême et actuel du mal occidental, de cet Occident qui s'est déchaîné sur la planète à partir du XVI^e siècle, l'a conquise, colonisée, exploitée, et a génocidé des populations entières. Toutefois, ici encore, il est nécessaire de maintenir ensemble deux vérités opposées. S'il est vrai que la domination de l'Occident fut la pire de l'histoire humaine dans sa durée et son extension planétaire, il faut dire aussi que tous les constituants de l'émancipation des asservis sont nés et se sont développés au sein de l'Occident, et ont permis l'émancipation des colonisés quand ceux-ci se sont emparés des valeurs humanistes ouest-européennes : droits de l'homme, droits des peuples, droits à la nation, démocratie, droits des femmes. On peut même dire que le retard d'une grande partie du monde à intégrer la démocratie, les droits humains, le respect des droits des femmes est une des causes de l'état périlleux du monde actuel.

L'islam ne saurait être lui non plus réduit à une vision unilatérale. L'histoire nous a enseigné clairement que la tolérance religieuse fut du côté de l'islam à l'égard des chrétiens et des juifs tant en Andalousie que dans l'Empire ottoman. L'islam fit naître la plus grande civilisation du monde au temps du califat de Bagdad. Or la nostalgie du passé glorieux, au sein d'un présent infortuné, sous le poids de dictatures corrompues policières ou militaires, après l'échec du développementalisme, du socialisme, du communisme, l'absence d'espoir dans le progrès et dans un futur occidentalisé, tout cela suscite un retour aux racines religieuses de l'identité.

De plus, la formidable frustration s'intensifie en humiliation et rage devant la quotidienne humiliation et répression endurée par les Palestiniens, l'injustice subie (deux poids deux mesures en Israël-Palestine), tout cela dans l'impuissance des Etats arabes, vassalisés ou non. Le soutien inconditionnel accordé par les Etats-Unis à Israël conduit à considérer Israël comme l'instrument de l'Amérique et à faire de l'Amérique l'instrument d'Israël, et plus largement des juifs. Cette identification aggravée par le « sharonisme » est fatale à l'Amérique comme à Israël.

Dans la situation actuelle, la frustration, le ressentiment, la nostalgie d'une grande civilisation passée, ressuscitent le rêve de l'Oumma, grande communauté islamique transnationale, et font d'un milliard de musulmans un vivier mondial où peuvent se recruter les djihadistes. Pour toute une jeunesse, du Maghreb au Pakistan, Ben Laden est un superman de la foi qui a décapité les tours d'une Babel qui était en même temps Sodome et Gomorrhe ; c'est un annonciateur de la rédemption de l'islam, de la résurrection de l'Oumma, du retour du califat. Un nouveau messianisme est né, dont on ne peut encore mesurer le développement.

Toutefois, en sens inverse, il y a de multiples aspirations vers le meilleur de la civilisation occidentale contemporaine : les autonomies individuelles, les libertés politiques, le droit à la critique, l'émancipation de la femme. La vraie bataille se livre dans les esprits d'un grand nombre d'islamiques, dont beaucoup veulent à la fois sauvegarder leur identité, le respect de leurs traditions et l'accession à des possibilités et droits dont jouissent les Occidentaux. La victoire sera à ceux qui sauront faire la synthèse entre l'identité culturelle et la citoyenneté planétaire.

Nation refuge, émancipatrice de juifs mais spoliatrice de Palestiniens, menacée d'extermination à sa naissance par ses voisins arabes mais devenue militairement plus puissante qu'eux, toujours incertaine de sa survie mais opprimant le peuple palestinien de plus en plus cruellement, Israël tend à lier son existence à une domination qui exacerbe la haine arabe ; il hésite à s'engager dans la voie aléatoire qui lui permettrait une insertion au Moyen-Orient en reconnaissant un Etat palestinien dans les frontières de 1967. Au cours de l'ultime Intifada notamment, les héritiers des juifs, qui ont subi 2 000 ans d'humiliations et de persécutions, sont devenus des persécuteurs capables de ghettoïser les Palestiniens, d'exercer la responsabilité collective sur familles et civils, bref de faire des Palestiniens des humiliés et offensés comme le furent leurs ancêtres.

La question israélo-palestinienne est devenue le cancer non seulement du Moyen-Orient, mais des relations Islam-Occident, et ses métastases se répandent très rapidement sur la planète. L'intervention internationale pour garantir la naissance, l'existence et la viabilité d'un Etat palestinien est devenue d'une urgence vitale pour l'humanité.

Au cours de la dernière décennie, une société-monde a, à demi, émergé ; elle a sa texture de communications (avion, téléphone, fax, Internet) déjà partout multi-ramifiée ; elle a son économie de fait mondialisée, mais où manquent les contrôles d'une société organisée ; elle a sa criminalité (mafias, notamment de la drogue et de la prostitution) ; elle a désormais son terrorisme.

Mais elle ne dispose pas d'organisation, de droit, d'instance de pouvoir et de régulation pour l'économie, la politique, la police, la biosphère. Il n'y a pas encore la conscience commune d'une citoyenneté planétaire.

La mondialisation du terrorisme constitue un stade de réalisation de la société-monde, car Al-Qaida n'a ni centre étatique ni territoire national, il ignore les frontières, transgresse les Etats, et se ramifie sur le globe ; sa puissance financière et sa force armée sont transnationales. Elle dispose, mieux que d'un Etat, d'un centre occulte mobile et nomade. Son organisation utilise tous les réseaux déjà présents de la société-monde. Sa mondialité est parfaite. Sa guerre religieuse est une guerre civile au sein de la société-monde.

Cette machine de terreur sans frontières, ramifiée dans le monde entier, nourrie d'immenses frustrations et désespoirs, animée par une foi hallucinée, a soudain révélé un pouvoir dévastateur où la violence meurtrière d'une barbarie fanatique a pu utiliser les avancées les plus raffinées de la barbarie technique. La lutte contre Al-Qaida ne relève pas d'une guerre (toujours entre nations) mais d'une police et d'une politique. Or, en bombardant l'Afghanistan, on transforme une métaphore de guerre en réalité de guerre (Max Pagès) et on fait les victimes d'une guerre, cela au détriment d'une action adaptée à la lutte contre un ennemi planétairement ramifié, laquelle nécessite une action planétaire commune autrement plus complexe.

Livrée à elle-même, la dynamique issue du 11 septembre multiplie et aggrave les risques.

Le risque économique. L'interdépendance propre au marché mondialisé détermine une fragilité, aggravée par l'absence de vrai système de régulation ; une crise généralisée, devenue envisageable, serait le bouillon de culture de nouvelles dictatures, voire de totalitarismes, comme le fut la crise de 1929. Plus largement, l'interdépendance de tout ce qui constitue l'ère planétaire fragilise le destin même de la planète.

Le risque hystérique. La menace permanente et multiforme sur les Etats-Unis, le déchaînement de l'antiaméricanisme ne peuvent que favoriser des surexcitations hystériques qui exacerbent les manichéisations et satanisations réciproques.

Le cancer israélo-palestinien s'aggrave ; ses métastases seront irrémédiables s'il n'y a pas solution rapide au conflit. L'onde anti-israélienne devenue à la fois antisémite et antiaméricaine ressuscite les visions médiévales européennes des juifs buveurs de sang d'enfant, pollueurs des esprits et des corps (répandant le sida), oeuvrant perfidement à dominer le monde.

La conduite de Sharon est non seulement mauvaise, elle conduit Israël au suicide à terme, même si ce suicide s'accompagne du feu d'artifice des deux cents têtes nucléaires israéliennes qui détruiraient une grande partie de l'humanité arabe. L'incapacité des Etats-Unis, des nations européennes, des Nations unies à imposer une intervention militaire internationale entre les combattants, séparant les deux territoires selon les frontières de 1967, conduirait à une catastrophe historique d'une ampleur inouïe.

Sous l'effet de l'onde de choc benladéniste, on peut envisager la décomposition en chaîne des régimes islamiques en place, au profit non de la démocratie, mais du fanatisme religieux.

Enfin le risque nucléaire, bactériologique, chimique, qui planait de façon stratosphérique au-dessus de la planète est devenu visible, pressant, urgent.

Le XXe siècle a vu se nouer l'alliance entre deux barbaries, l'une de destructions et massacres venus du fond des âges historiques, l'autre intérieure à notre civilisation, venue du règne anonyme et glacé de la technique, d'une pensée qui ignore tout ce qui ne relève pas du calcul et du profit. Le benladénisme constitue une nouvelle alliance entre les deux barbaries. Cela dit, il ne faut pas nous cacher qu'il y a une barbarie incluse dans notre civilisation, que celle-ci produit des forces de décomposition et de mort, et qu'à notre hyperdéveloppement scientifique et technique correspond un sous-développement mental et moral. Toutefois, cette civilisation dispose encore de deux vertus irremplaçables : laïcité et démocratie, même si cette dernière est atrophiée.

Les Etats-Unis et plus largement l'Occident oscillent entre deux voies : celle de la folie, à terme catastrophique et celle de la sagesse, difficile et aléatoire.

La voie de la folie est celle de la croisade, de la diabolisation, du manichéisme aveugle (car il y a du mal dans le bien mais aussi du bien dans le mal) et, développant l'hystérie de guerre, elle est la voie des massacres de masse de part et d'autre. Par contre la conscience des périls peut être un coup de fouet pour aller dans la voie de la sagesse. La voie de la sagesse comporte la prise de conscience capitale de l'intersolidarité humaine et de la communauté de destin planétaire. Plus que le « nous sommes tous américains », nous sommes tous enfants et citoyens de la Terre, et, en même temps, des Etats-Unis devrait s'élever un « nous ne sommes pas qu'américains ».

Elle comporte la conscience que non seulement, comme le rappelait Paul Valéry, après la première guerre mondiale, les civilisations sont mortelles, mais aussi que l'humanité planétaire est mortelle. Elle comporte la conscience qu'aujourd'hui la seule alternative à la démocratie est la haine. Car rien d'autre que la chaîne ne peut triompher dans la destruction de la démocratie.

Elle comporte la reconnaissance de ce principe éthique minimum : on n'aura jamais un monde noble par des moyens ignobles.

Elle comporte la conscience que l'édification d'une société-monde est devenue vitale ; seule une société-monde peut répondre à une terreur-monde. D'où la nécessité de dépasser l'idéologie économiste qui donne au marché mondial la mission de réguler la société-monde, alors que c'est la société-monde qui doit réguler le marché mondial.

Le nouveau type de guerre nécessite un nouveau type de paix. Il comporte la nécessité de déclarer la paix à l'islam en déclarant la guerre au terrorisme, afin de séparer radicalement les fanatiques hallucinés de l'ensemble des islamiques. Ce qui nécessite le plus rapidement possible l'établissement d'une paix équitable au Moyen-Orient.

Une politique confédérale planétaire doit se substituer à une politique impériale. Outre la Chine, l'Inde, l'Europe, l'Amérique latine, il importe que se constituent de grands ensembles confédéraux qui deviendraient les

grandes provinces de la planète, notamment un grand ensemble arabo-islamique renouant en termes contemporains avec le califat.

Une politique de la civilisation est la seule riposte à la guerre des civilisations. Concrètement, un plan Marshall pour les zones de pire misère de la société-monde ; entre autres une mobilisation massive de la jeunesse des pays aisés pour venir en aide sur place aux pays déshérités ; une agence mondiale des médicaments et soins médicaux pour les populations incapables d'en assurer les frais.

Enfin, le nouveau type de guerre nécessite un centre mondial de lutte contre-terroriste adéquatement ramifié.

La politique américaine a commencé en zigzag entre folie et sagesse, entre guerre impériale et guerre confédérale, entre régression de conscience et prise de conscience. Après ce zigzag entre les deux voies, l'intervention massive et continue en Afghanistan va vers la mauvaise, mais la seconde demeure possible.

Le temps de répondre au défi de la complexité planétaire est venu : il faut reconnaître les ambivalences et contradictions présentes dans tous les champs et tous les camps, il faut reconnaître les relations et rétroactions entre le tout et les parties.

Nous sommes sommés de mener en chacun de nous un grand combat spirituel. L'esprit humain porte en lui les pires des maux, ceux de l'incompréhension, de l'aveuglement, de l'illusion, de la folie. Mais il porte aussi la possibilité de rationalité, de lucidité, de compréhension, de compassion.

Dans l'état barbare actuel du monde, il n'est pas de solution actuelle qui serait vraiment vertueuse.

Il faut à la fois éviter le pire et aller dans la bonne direction : vers la société-monde et la terre-patrie.

Peut-être faudra-t-il avancer encore plus vers l'abîme pour qu'il y ait un véritable sursaut de salut, pour que la société-monde s'actualise en société des nations et des cultures unies contre la mort. A condition de n'y point sombrer, la catastrophe devient l'ultime chance.

Par Edgar MORIN

(3) - Antisémitisme, antijudaïsme, anti-israélisme

Article paru dans l'édition du Monde du 19.02.04,

Il y a des mots qu'il faut réinterroger ; ainsi le mot antisémitisme. En effet, ce mot a remplacé l'antijudaïsme chrétien, lequel concevait le juif comme porteur d'une religion coupable d'avoir condamné Jésus, c'est-à-dire, si absurde que soit l'expression pour ce Dieu ressuscité, coupable de déicide.

L'antisémitisme, lui, est né du racisme et conçoit les juifs comme ressortissants d'une race inférieure ou perverse, la race sémite. A par-tir du moment où l'antijudaïsme s'est développé dans le monde arabe, lui-même sémite, l'expression devient aberrante et il faut revenir à l'idée d'antijudaïsme, sans référence désormais au « déicide ».

Il y a des mots qu'il faut distinguer, comme l'antisionisme de l'anti-israélisme, ce qui n'empêche pas qu'il s'opère des glissements de sens des uns aux autres. En effet, l'antisionisme dénie non seulement l'installation juive en Palestine, mais essentiellement l'existence d'Israël comme nation. Il méconnaît que le sionisme, au siècle des nationalismes, correspond à l'aspiration d'innombrables juifs, rejetés des nations, à constituer leur nation.

Israël est la concrétisation nationale du mouvement sioniste. L'anti-israélisme a deux formes ; la première conteste l'installation d'Israël sur des terres arabes, se confond avec l'antisionisme, mais en reconnaissant implicitement l'existence de la nation israélienne. La seconde est partie d'une critique politique devenant globale de l'attitude du pouvoir israélien face aux Palestiniens et face aux résolutions de l'ONU qui demandent le retour d'Israël aux frontières de 1967.

Comme Israël est un Etat juif, et comme une grande partie des juifs de la diaspora, se sentant solidaires d'Israël, justifient ses actes et sa politique, il s'opéra alors des glissements de l'anti-israélisme à l'antijudaïsme. Ces glissements sont particulièrement importants dans le monde arabe et plus largement musulman où l'antisionisme et l'anti-israélisme vont produire un antijudaïsme généralisé.

Y a-t-il un antijudaïsme français qui serait comme l'héritage, la continuation ou la persistance du vieil antijudaïsme chrétien et du vieil antisémitisme européen ? C'est la thèse officielle israélienne, reprise par les institutions dites communautaires et certains intellectuels juifs.

Or il faut considérer que, après la collaboration des antisémites français avec l'occupant hitlérien, puis la découverte de l'horreur du génocide nazi, il y eut affaiblissement par déconsidération du vieil antisémitisme nationaliste-raciste ; il y eut, parallèlement, suite à l'évolution de l'Eglise catholique, dépérissement de l'antijudaïsme chrétien qui faisait du juif un déicide, puis l'abandon de cette imputation grotesque. Certes, il demeure des foyers où l'ancien antisémitisme se trouve ravivé, des résidus des représentations négatives attachées aux juifs restés vivaces dans différentes parties de la population ; il persiste enfin dans l'inconscient français des vestiges ou des racines de « l'inquiétante étrangeté » du juif, ce dont a témoigné l'enquête La Rumeur d'Orléans (1969) dont je suis l'auteur.

Mais les critiques de la répression israélienne, voire l'anti-israélisme lui-même ne sont pas les produits du vieil antijudaïsme.

On peut même dire qu'il y eut en France, à partir de sa création accompagnée de menaces mortelles, une attitude globalement favorable à Israël. Celui-ci a été d'abord perçu comme nation- refuge de victimes d'une horrible persécution, méritant une sollicitude particulière. Il a été, en même temps, perçu comme une nation exemplaire dans son esprit communautaire incarné par le kibboutz, dans son énergie créatrice d'une nation moderne, unique dans sa démocratie au Moyen-Orient. Ajoutons que bien des sentiments racistes se sont détournés des juifs pour se fixer sur les Arabes, notamment pendant la guerre d'Algérie, ce qui a bonifié davantage l'image d'Israël.

La vision bienveillante d'Israël se transforma progressivement à partir de 1967, c'est-à-dire l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza, puis avec la résistance palestinienne, puis avec la première Intifada, où une puissante armée s'employa à réprimer une révolte de pierres, puis avec la seconde Intifada qui fut réprimée par violences et exactions disproportionnées. Israël fut de plus en plus perçu comme Etat conquérant et oppresseur. La formule gaullienne dénoncée comme antisémite, « peuple dominateur et sûr de lui », devint truisme. La poursuite des colonisations qui grignotent sans cesse les territoires palestiniens, la répression sans pitié, le spectacle des souffrances endurées par le peuple palestinien, tout cela détermina une attitude globalement négative à l'égard de la politique de l'Etat israélien, et suscita un anti-israélisme dans le sens politique que nous

avons donné à ce terme. C'est bien la politique d'Israël qui a suscité et amplifié cette forme d'anti-israélisme, et non la résurgence de l'antisémitisme européen. Mais cet anti-israélisme a très peu dérivé en antijudaïsme dans l'opinion française.

Par contre, la répression israélienne et le déni israélien des droits palestiniens produisent et accroissent les glissements de l'anti-israélisme vers l'antijudaïsme dans le monde islamique. Plus les juifs de la diaspora s'identifient à Israël, plus on identifie Israël aux juifs, plus l'anti-israélisme devient antijudaïsme. Ce nouvel antijudaïsme musulman reprend les thèmes de l'arsenal antijuif européen (complot juif pour dominer le monde, race ignoble) qui criminalise les juifs dans leur ensemble. Cet antijudaïsme s'est répandu et aggravé, avec l'aggravation même du conflit israélo-palestinien, dans la population française d'origine arabe et singulièrement dans la jeunesse.

De fait, il y a non pas pseudo-réveil de l'antisémitisme européen, mais développement d'un antijudaïsme arabe. Or, plutôt que reconnaître la cause de cet antijudaïsme arabe, qui est au coeur de la tragédie du Moyen-Orient, les autorités israéliennes, les institutions communautaires et certains intellectuels juifs préfèrent y voir la preuve de la persistance ou renaissance d'un indéradicable antisémitisme européen.

Dans cette logique, toute critique d'Israël apparaît comme antisémite. Du coup, beaucoup de juifs se sentent persécutés dans et par cette critique. Ils sont effectivement dégradés dans l'image d'eux-mêmes comme dans l'image d'Israël qu'ils ont incorporée à leur identité. Ils se sont identifiés à une image de persécutés ; la Shoah est devenue le terme qui établit à jamais leur statut de victimes, de gentils ; leur conscience historique de persécutés repousse avec indignation l'image répressive de Tsahal que donne la télévision. Cette image est aussitôt remplacée dans leur esprit par celle des victimes des kamikazes du Hamas, qu'ils identifient à l'ensemble des Palestiniens. Ils se sont identifiés à une image idéale d'Israël, certes seule démocratie dans un entourage de dictatures, mais démocratie limitée, et qui, comme l'ont fait bien d'autres démocraties, peut avoir une politique coloniale détestable. Ils se sont assimilés avec bonheur à l'interprétation bibliquement idéalisée qu'Israël est un peuple de prêtres.

Ceux qui sont solidaires inconditionnellement d'Israël se sentent persécutés intérieurement par la dénaturation de l'image idéale d'Israël. Ce sentiment de persécution leur masque évidemment le caractère persécuteur de la politique israélienne.

Une dialectique infernale est en oeuvre. L'anti-israélisme accroît la solidarité entre juifs de la diaspora et Israël. Israël lui-même veut montrer aux juifs de la diaspora que le vieil antijudaïsme européen est à nouveau virulent, que la seule patrie des juifs est Israël, et par là même a besoin d'exacerber la crainte des juifs et leur identification à Israël.

Ainsi les institutions des juifs de la diaspora entretiennent l'illusion que l'antisémitisme européen est de retour, là où il s'agit de paroles, d'actes ou d'attaques émanant d'une jeunesse d'origine islamique issue de l'immigration. Mais, comme dans cette logique, toute critique d'Israël est antisémite, il apparaît aux justificateurs d'Israël que la critique d'Israël, qui se manifeste de façon du reste fort modérée dans tous les secteurs d'opinion, apparaît comme une extension de l'antisémitisme. Et tout cela, répétons-le, sert à la fois à occulter la répression israélienne, à israéliser davantage les juifs, et à fournir à Israël la justification absolue. L'imputation d'antisémitisme, dans ces cas, n'a pas d'autre sens que de protéger Tsahal et Israël de toute critique.

Alors que les intellectuels d'origine juive, au sein des nations de gentils, étaient animés par un universalisme humaniste, qui contredisait les particularismes nationalistes et leurs prolongements racistes, il s'est opéré une grande modification depuis les années 1970. Puis la désintégration des universalismes abstraits (stalinisme, trotskisme, maoïsme) a déterminé le retour d'une partie des intellectuels juifs ex-stals, ex-trotskyes, ex-maos, à la quête de l'identité originnaire. Beaucoup de ceux, notamment intellectuels, qui avaient identifié l'URSS et la Chine à la cause de l'humanité à laquelle ils s'étaient eux-mêmes identifiés se reconvertissement, après désillusion, dans l'israélisme.

Les intellectuels dé-marxisés se convertissent à la Torah. Une intelligentsia juive se réfère désormais à la Bible, source de toutes vertus et de toute civilisation, pensent-ils. Passant de l'universalisme abstrait au particularisme juif, apparemment concret mais lui-même abstrait à sa manière (car le judéocentrisme s'abstrait de l'ensemble de l'humanité), ils se font les défenseurs et illustreurs de l'israélisme et du judaïsme, apportant leur dialectique et leurs arguments pour condamner, comme idéologiquement perverse et évidemment antisémite, toute attitude en faveur des populations palestiniennes. Ainsi bien des esprits désormais judéocentrés ne peuvent

aujourd'hui comprendre la compassion si naturelle ressentie pour les malheurs des Palestiniens. Ils y voient non pas une évidente réaction humaine, mais l'inhumanité même de l'antisémitisme.

La dialectique des deux haines, celle des deux mépris, le mépris du dominant israélien sur l'Arabe colonisé, mais aussi le nouveau mépris antijuif nourri de tous les ingrédients de l'antisémitisme européen classique, cette double dialectique entretient, amplifie et répand les deux haines et les deux mépris.

Le cas français est significatif. En dépit de la guerre d'Algérie et de ses séquelles, en dépit de la guerre d'Irak et en dépit du conflit israélo-palestinien, juifs et musulmans ont longtemps coexisté en paix en France. Une rancœur sourde contre les juifs, identifiés à Israël, couvait dans la jeunesse d'origine maghrébine. De leur côté, les institutions juives dites communautaires entretenaient l'exception juive au sein de la nation française et la solidarité inconditionnelle à Israël. L'aggravation du cycle répression-attentats a déclenché des agressions physiques et a fait passer l'antijudaïsme mental à l'acte le plus virulent de haine, l'atteinte au sacré de la synagogue et des tombes. Mais cela conforte la stratégie du Likoud : démontrer que les juifs ne sont pas chez eux en France, que l'antisémitisme est de retour, les inciter à partir en Israël.

Avec l'aggravation de la situation en Israël-Palestine, la double intoxication, l'antijuive et la judéocentrique, va se développer partout où coexistent populations juives et musulmanes.

Il est clair que les Palestiniens sont les humiliés et offensés d'aujourd'hui, et nulle raison idéologique ne saurait nous détourner de la compassion à leur égard. Certes, Israël est l'offenseur et l'humiliant. Mais il y a dans le terrorisme anti-israélien devenant anti-juif l'offense suprême faite à l'identité juive : tuer du juif, indistinctement, hommes, femmes, enfants, faire de tout juif du gibier à abattre, un rat à détruire, c'est l'affront, la blessure, l'outrage pour toute l'humanité juive. Attaquer des synagogues, souiller des tombes, c'est-à-dire profaner ce qui est sacré, c'est considérer le juif comme immonde. Certes, une haine terrible est née en Palestine et dans le monde islamique contre les juifs. Or cette haine, si elle vise la mort de tout juif, comporte une offense horrible. L'antijudaïsme qui déferle prépare un nouveau malheur juif. Et c'est pourquoi, de façon infernale encore, les humiliants et offensants sont eux-mêmes des offensés et redeviendront des humiliés. Pitié et commisération sont déjà submergées par haine et vengeance. Que dire dans cette horreur, sinon la triste parole du vicil Arkel dans *Pelléas et Mélisande* de Maeterlinck : « Si j'étais Dieu, j'aurais pitié du cœur des hommes » ?

Y a-t-il une issue ? L'issue serait effectivement dans l'inversion de la tendance : c'est-à-dire la diminution de l'antijudaïsme par une solution équitable de la question palestinienne et une politique équitable de l'Occident pour le monde arabo-musulman. C'est bien une intervention au niveau international, comportant sans doute une force d'interposition entre les deux parties, qui serait la seule solution réelle. Mais cette solution réelle, et de plus, réaliste, est aujourd'hui totalement irréaliste. Que de tragédies encore, que de désastres en perspective, si l'on n'arrive pas à faire entrer le réalisme dans le réel.

Edgar MORIN

(4) Israel-Palestine: regarder des deux yeux (ou le double regard)

Article publié dans *Libération* du 11 septembre 1997, pp. 5-7 ; texte reproduit dans le Bulletin du CIRET, avec l'autorisation de l'auteur. <http://nicol.club.fr/ciret/bulletin/b12/b12c13.htm>

En deux mille ans, à partir de la dépossession de sa terre nationale, l'histoire juive a été faite d'expulsions, persécutions, ghettoisations, vexations, dénis, humiliations, mépris, haines. Comment ne pas voir que 50 ans d'histoire palestinienne depuis la naissance de l'Etat d'Israël sont un concentré de ces deux mille ans d'histoire juive: dépossession, expulsions, ségrégation, ghettoisations multiples et répétées, prédatons, humiliations, vexations, déni, mépris, haine.

Israël a retrouvé un pays devenu étranger pendant deux mille ans, et, en le faisant sien, c'est le palestinien séculairement installé qui y est devenu étranger. Israël a accueilli des centaines de milliers de réfugiés fuyant l'Europe et une partie de la diaspora juive. Il a provoqué l'exil de centaines de milliers de palestiniens parqués depuis dans des camps de réfugiés ou diasporés dans le monde.

Qui eut pu penser à la fin de la seconde guerre mondiale, qu'après les siècles d'humiliation et de déni, l'affaire Dreyfus, le ghetto de Varsovie, Auschwitz, les descendants et héritiers de cette terrible expérience feraient subir aux palestiniens occupés humiliations et dénis? Comment comprendre le passage du juif persécuté à l'Israélien persécuteur?

La légitimation israélienne

La conception israélienne voit dans le processus historique qui a conduit à la situation actuelle non pas le produit d'une volonté de domination, mais la manifestation d'une nécessité vitale pour échapper à une menace permanente d'extermination.

Le sionisme fut la réponse nécessaire à l'antisémitisme européen, et l'aspiration à un Etat national fut la légitime aspiration à une patrie refuge.

L'implantation sioniste fut pacifique jusqu'en 48; elle s'effectua par achat de terres et non spoliation, et cela dans une petite partie d'un vaste territoire arabe sous-peuplé et sous-développé.

Refusé par le monde arabe, l'Etat hébreu, qui avait accepté le plan de partage de la Palestine, fut menacé de mort dès sa naissance et ne survécut que grâce à la victoire sur ses ennemis coalisés.

C'est à la suite de guerre défensive, menée sous la menace d'anéantissement, qu'il y eut extension du territoire originellement prévu par l'ONU. Le contrôle des territoires de peuplement arabe et l'implantation de colonies juives sur ces territoires se justifia par des nécessités stratégiques vitales, d'autant plus que la charte de l'OLP proclamait ouvertement l'objectif de détruire l'Etat d'Israël. La même nécessité vitale justifia les expéditions punitives au Liban ou ailleurs, ainsi que le refus de souscrire aux décisions de l'ONU.

Le terrorisme aveugle n'a cessé de frapper des civils juifs.

La menace de mort demeure constante.

Israël est une nation démocratique civilisée face à des despotismes et des peuples asservis ou fanatisés.

Ce point de vue est l'une des faces d'une réalité à double face.

La légitimation palestinienne

La conception palestinienne voit dans le processus historique qui a conduit à la situation actuelle la conséquence d'une implantation étrangère forcée en terre arabe.

Le monde arabo-musulman n'est pas responsable de l'antisémitisme européen ni du génocide hitlérien.

La colonisation sioniste s'est opérée par un argent juif collecté dans le monde et par l'occupation de fait de nombreux territoires.

La guerre de 1948 a suscité, non seulement la fuite de populations palestiniennes devant les troupes israéliennes, mais des expulsions sous la menace et l'interdiction du retour.

Depuis l'occupation totale de la Palestine par Israël en 1967, il y a colonisation de domination et colonisation de peuplement. La population palestinienne est soumise sans arrêts à des contrôles, vexations, représailles et à la ghettoisation dès qu'il y a attentats. Le principe du talion et de la responsabilité collective est appliqué implacablement.

Il y a eu refus de reconnaître l'identité nationale palestinienne. Jusqu'à Oslo, Israël ne connaît que des arabes, c'est à dire non une nation occupée, mais des indigènes.

La légitime résistance palestinienne, née en 1956, s'est organisée sous l'égide de l'OLP en 1964. La poursuite de la colonisation israélienne sur son territoire, le sort de millions de réfugiés dans des camps au sein des pays

arabes voisins, son impuissance militaire, son interdiction politique, ont conduit l'OLP à l'action terroriste comme ultime moyen désespéré de mener la lutte pour la reconnaissance, et comme réponse au terrorisme d'Etat d'Israël.

Israël s'est mis au dessus de toutes lois internationales; l'occupation de la Cisjordanie a été condamnée par l'ONU ainsi que les agressions israéliennes, dont l'expédition au Liban jusqu'à Beyrouth. Israël est responsable de nombreux massacres sur des populations civiles; ceux de Chabra et Chatila ont été perpétrés sous tutelle israélienne. Les morts civiles dans les camps de réfugiés et au sud Liban sont innombrables. A la guerre des pierres de l'Intifada, Tsahal a répondu par balles et meurtres d'enfants et adolescents.

La double tragédie

Considéré isolement, chacun des points de vue, l'israélien et le palestinien est légitimé. Mais à utiliser le double regard, on perçoit une dialectique infernale et un cercle vicieux, lequel a créé un asservisseur et un asservi. On ne peut limiter son regard aux seuls innocents israéliens déchetés sous une bombe. On doit aussi regarder en face tant d'humiliations, de souffrances, de mépris subis par les palestiniens occupés demeurés sans cesse victimes d'une culpabilité collective en vertu de laquelle on fait sauter une maison familiale et l'on boucle un territoire.

Il faut voir aussi que durant le processus historique de ces décennies, la nation palestinienne s'est forgée dans la résistance et que l'unité israélienne s'est elle-même forgée dans la lutte. Les deux nations se sont trempées, comme souvent, grâce à l'ennemi mortel. Mais le terrible est qu'il y a deux nations ennemies pour un même territoire, et que les deux nationalismes empêchent un Etat bi-national. Plus terrible est que la double sacralité de Jérusalem en fasse non un même lieu saint ou une double capitale pour deux Etats, mais matière à monopole. Jérusalem est promulgué "capitale éternelle", alors que le passé a montré que cette éternité à éclipses, suspendue pendant plus de deux millénaires, n'a aucune garantie future.

Le terrible est que du moins jusqu'à Oslo, il n'y avait pas pour Israël, de marge entre dominer et être éliminé, et qu'il n'y avait aucune possibilité pour la Palestine d'être reconnue, sinon dans une élimination future d'Israël.

Les dialectiques infernales

Derrière la dialectique infernale, il y avait la complémentarité antagonique de l'antisémitisme et du sionisme.

L'idée sioniste est née en réaction à l'antisémitisme européen et la conséquence historique de l'antisémitisme nazi fut de permettre à l'Etat d'Israël d'exister. Les antagonistes ont travaillé dans le même sens au sein de la dialectique entre l'antisémitisme et le sionisme: isoler les juifs parmi les nations, négativement dans le cas antisémite en leur retirant tout droit national, positivement dans le cas sioniste en leur donnant une nation propre.

Cette dialectique s'est renouvelée au Moyen-Orient entre Israël et le monde arabe. L'anti-israélisme arabe a travaillé en faveur de la puissance israélienne, ce qui a suscité la dialectique occupation-résistance-repression-terrorisme.

Le terrorisme est donc à la fois conséquence et cause au sein de cette dialectique, où les victimes israéliennes d'attentats aveugles réactualisent la tragédie de l'histoire juive, et où la répression sur la population accroît le malheur palestinien.

Parallèlement, les Etats arabes se sont servis du malheur palestinien pour masquer leurs problèmes intérieurs, tout en maintenant les réfugiés palestiniens parqués dans des camps. Plus encore: c'est l'Etat jordanien qui a opéré le massacre des palestiniens lors du Septembre noir en 1970, et ce sont des arabes chrétiens, qui certes sous l'oeil bienveillant de Tsahal, ont effectué les massacres de Sabra et Chatila au Liban en 1975.

Au cours de la dialectique infernale, l'Etat assiégé a pu devenir Etat envahisseur au Liban, le sionisme socialiste a dépéri au profit d'un nationalisme devenant intégral par intégration en lui d'un intégrisme religieux, tandis que le nationalisme laïque de l'OLP s'effrite au profit du nationalisme intégriste de Hammas.

Au sionisme originel qui recherche avant tout la sécurité militaire, a succédé un nationalisme qui dans le Likoud prend un caractère ouvertement annexionniste: il s'agit de transformer la Cisjordanie palestinienne en Judée-Samarie israélienne. L'argument sécuritaire se met dès lors au service de l'intégrisme annexionniste.

Israël, né du rejet antisémite, a développé sa force grâce au rejet antisioniste. L'accroissement de sa puissance a été fonction de la haine arabe, mais si le cycle infernal n'est pas brisé, la haine finalement risque de l'anéantir.

Et tout cela dans la zone sismique du Moyen-orient où s'affrontent est-ouest, nord-sud, riches-pauvres, laïcité-religion, les religions entre elles et où s'affrontèrent jusqu'en 1989 les deux super-puissances, USA et Union soviétique.

Le miracle historique

Et pourtant le miracle historique survint. Il y eut en prélude, la première rupture dans la quarantaine que les pays arabes faisaient subir à Israël. grâce à l'initiative de Sadate, Israël obtint en échange du Sinaï la reconnaissance de son plus puissant voisin arabe, l'Égypte.

Le miracle lui-même vint des changements dans l'environnement: l'apaisement du conflit des deux blocs, pour qui le Moyen Orient était un foyer et enjeu considérable. La décomposition de l'URSS cessa de faire du Moyen-Orient une ligne de front entre l'empire soviétique et l'empire américain, puis la guerre du Golfe provoqua une rupture nouvelle dans le monde arabe; l'OLP se convertit officiellement à l'idée d'une paix négociée avec Israël, et, en Israël, le gouvernement Rabin-Peres s'avança prudemment, via les négociation d'Oslo, vers un règlement qui, selon la formule "paix contre territoires", rompait le cercle vicieux et conduisait à terme à l'entre reconnaissance d'un Etat palestinien et d'un Etat hébreu, et à faire de Jérusalem une double capitale, l'Ouest d'Israël, l'Est de la Palestine.

Un cercle vertueux semblait devoir succéder au cercle vicieux.

Certes la voie était lente, longue pour dissiper une obsession obsidionale, entretenue par le complexe de Massada, et pour que les palestiniens se résignent au voisinage d'Israël. Le pari pour la paix comportait des risques pour Israël, de puissantes forces de rejet demeurant dans son entourage arabe. Mais le rejet ne pouvait que diminuer avec la reconnaissance des droits palestiniens, et le développement du processus de paix était la seule chance de le réduire. Comme prévu, le processus a été farouchement combattu par les deux camps du refus, et les deux extrémismes ennemis se sont montrés les meilleurs alliés pour torpiller la paix. L'assassinat de Rabin, la mollesse de Peres à l'intérieur et sa dureté à l'extérieur dans ses bombardements au sud Liban comme dans le ré enfermement de la Cisjordanie, tout cela a ouvert la voie au Likoud de Nathanyaou.

Le cercle fatal recommencé

Les candides avaient cru à l'irréversibilité du processus de paix. Natanyaou fut présenté comme intransigeant, stupide, imprudent, inexpérimenté, maladroit, irresponsable, "apprenti sorcier" inconscient, qui allait bientôt apprendre le "réalisme": en fait il exécutait la politique du nationalisme intégral israélien. Le projet geo-politique du Likoud se lia de plus en plus à la prédication intégriste qui assure obéir à la volonté divine. Recevant Netanyahu à Paris, le représentant français du Likoud ne s'est-il pas écrié que les seules frontières que devait reconnaître Israël sont celles fixées, non par l'ONU, mais par Dieu?

De fait, Netanyahu s'efforce de réaliser — comme ne cessent d'ailleurs de le souligner de plus en plus de voix en Israël — le projet conjoint de l'extrême-droite et des intégristes fanatiques. C'est le projet du Grand Israel, qui vise à coloniser la Cisjordanie, et à l'israéliser en Judée-Samarie.

D'où le verrouillage quasi continu, interrompu seulement par quelques brefs entractes, de la Cisjordanie en néo-ghetto, l'occupation de la bande sud du Liban, les bombardements indiscriminés, les incursions dans les territoires évacués par l'armée israélienne, la reprise des colonisations dans les terres palestiniennes, les nouveaux quadrillages routiers réservés aux seuls israéliens, l'asphyxie du Jérusalem palestinien avec dynamitage des immeubles et maisons, le meurtre de manifestants désarmés, les mitraillages par hélicoptères de lanceurs de pierres, l'ouverture du tunnel qui révèle le mépris total de ce qui pour le musulman est sacré, l'aggravation des humiliations et ghettoisations. Tout cela révèle un comportement qu'on aurait qualifié de criminel s'il s'agissait de Karadzic. Il est curieux que l'intelligentsia européenne, qui s'était mobilisée pour la Bosnie victime, demeure étrangement muette devant les mesures et actes de Netanyahu. Les commentateurs trouvent erronés et périlleux ce qui, commis contre un peuple occidental, aurait été dénoncé comme monstrueux.

Certes le jeu de Natanyahu tend à susciter des réactions violentes qui donneront prétexte à la réoccupation des territoires occupés pour les réprimer. En un mot la politique du Likoud a besoin d'exaspérer les palestiniens, de favoriser le développement de leurs extrémismes et intégrismes afin de pouvoir réoccuper militairement toute la Cisjornanie, et d'annexer finalement la "Judée-Samarie".

Les forces maléfiques adverses ne font qu'accentuer leur collaboration objective. Le opérations provocatrices de Nathnyaou ont pour effet très prévisible de déclencher des révoltes populaires et des attentats, d'affaiblir Arafat et l'OLP jusqu'au discrédit total au profit du Hamas, lequel, refusera plus que jamais de reconnaître Israël, ce qui déclenchera les opérations finales de nettoyage de la Cisjordanie. A court terme, le Hamas fait la politique du Likoud plus que l'inverse. mais à moyen-terme c'est le Likoud qui fait la politique du Hamas.

A court terme effectivement, Israël profite d'un rapport de forces démesurément en sa faveur, en raison de la désunion arabe, de sa suprématie militaire, du soutien américain, de son arme nucléaire.

A moyen-terme, cette politique provoquera exactement l'inverse de son objectif: elle radicalisera un conflit négociable entre deux nations en un conflit inexpiable entre deux religions. elle fournira une aide massive et inespérée aux intégrismes musulmans. elle renforcera le camp du refus dans le monde arabe. Elle sape déjà la

crédibilité d'Arafat, de l'OLP et des gouvernements arabes qui avaient choisi la négociation. La politique de déni des droits palestiniens surexcite les forces de rejet qui se déchaîneront et se coaliseront à nouveau. Elle affaiblit moralement Israël et tend à l'isoler dans le monde. Enfin, à long terme, le rapport de forces sera un jour modifié: la protection américaine n'est pas éternelle, et plusieurs états arabes ou musulmans disposeront de l'arme nucléaire. On ne peut éliminer en bout de course l'horrible perspective d'entre-anéantisements. D'un mot : il s'agit d'une stratégie auto-destructrice.

En attendant Dieu se bat contre Dieu: désormais les deux intégrismes sont en plein élan: Dieu devient acteur de plus en plus important et implacable. Il y aura un accroissement prévisible des barbaries: un anti-arabisme aussi horrible que l'antisémitisme, un anti-occidentalisme aveugle et meurtrier. Antijudaïsme et anti arabisme croissent ensemble, s'entre nourrissent l'un l'autre. Au delà, la haine de l'Occident et la peur haineuse de l'Islam s'entre-aggravent l'une l'autre. Arabes et musulmans voient combien ils sont traités en leur défaveur selon le principe implicite mais évident de "deux poids deux mesures", tandis que l'Occident tend à ne percevoir de l'Islam que ses fanatismes terroristes.

L'attitude actuelle d'Israël et le soutien que continuent à lui apporter une grande partie des juifs dans le monde, va contribuer au renouveau de l'antijudaïsme. Selon la logique des prophéties auto-réalisatrices, les palestiniens et les arabes croiront de plus en plus au complot juif international, les juifs croiront de plus en plus à l'antijudaïsme de tout ce qui conteste les actes d'Israël. Tout ce qui confirmera les uns confirmera les autres. Le cercle de la haine et de la vengeance pourra t'il s'arrêter?

Le trou noir

Israël a dès sa naissance bénéficié de la solidarité juive et de la sympathie occidentale. Un cordon ombilical s'est formé reliant la diaspora à Israël. La diaspora se sentait fière qu'Israël démontre au monde que les juifs n'étaient pas par nature des couards et de commerçants, qu'ils savaient se battre et cultiver la terre. Le cordon ombilical s'est renforcé avec la menace d'anéantissement sur Israël de 1948 à 1973. Mais à partir du moment où Israël devint colonisateur et répressif, le soutien à Israël a eu de plus en plus besoin de raviver le sentiment de cette menace, de renforcer le souvenir du génocide nazi, de convaincre ceux qu'on appelait "israélites" c'est à dire relevant d'une appartenance religieuse traditionnelle comme les protestants, qu'ils étaient juifs, c'est à dire ressortissants d'un peuple et d'une nation dont le foyer est Israël, et enfin d'entretenir chez les juifs l'idée qu'ils ne sont nulle part chez eux sauf en Israël.

Les institutions nommées communautaires se donnèrent pour mission d'opérer une transformation historique: dissiper l'universalisme qui était la tendance naturelle de la diaspora au profit d'un egocentrisme judeo-israélien. Ainsi, au cours des années 70 le rappel du martyr juif subi sous la seconde guerre mondiale s'intensifie. Il correspond certes au légitime besoin de lutter contre l'oubli qui vient avec le temps. Mais il prend trois caractères particuliers.

Le premier est de faire ressortir l'unicité du martyr juif, qui d'abord appelé génocide, terme applicable à d'autres peuples, puis Holocauste, terme pouvant être dit dans toutes les langues, s'intitule désormais du terme hébreu de Shoah pour désigner une singularité absolue.

La hantise de la Shoah conduit à un judeo-centrisme obsessionnel (justement déploré par Yehudi Menuhin), qui non souvent oublie le sort équivalent subi par les tsiganes, mais aussi oublie les innombrables victimes non juives des déportations et exactions nazies durant la seconde guerre mondiale, tend toujours à atténuer l'énormité des hécatombes du goulag stalinien, tend à occulter les traits communs aux totalitarismes nazi et communiste en ne relevant que leur différence idéologique, et finit par faire du crime antisémite une monstruosité unique et absolue dans l'histoire de l'humanité, alors que les noirs d'Afrique ont subi à partir du 16ème siècle un massif et atroce esclavage dont les conséquences perdurent, que les peuples des Amériques ont été subjugués et détruits, non seulement par les maladies venues d'Europe, mais aussi par les cruautés de leurs asservisseurs.

Le second caractère de l'obsession de la Shoah est d'occulter les souffrances qu'inflige Israël par le rappel du martyr juif passé. Répressions, tueries, bombardements de civils au sud Liban, tortures, ghettoïsation de la Cisjordanie dès qu'il y a attentat, responsabilité collective subie par le peuple palestinien de tout crime terroriste, tout cela tend à être estompé, excusé, toléré par l'idée qu'Israël porte en lui le visage du martyr d'il y a cinquante ans et non celui de l'opresseur des 25 dernières années.

Le troisième caractère de la Shoah est de développer une psychose d'appartenance inconditionnelle à Israël chez tous les juifs de la diaspora. Le trou noir de la Shoah attise l'incertitude juive sur la possibilité d'être intégré chez les gentils et fournit au diasporé laïque le témoignage de l'irréductibilité de son identité juive. Ainsi, le diasporé à la fois s'angoisse et se reconnaît intrinsèquement juif dans tout rappel du passé nazi (comme un procès de criminel de guerre), dans toute dénégation du passé (le «révisionnisme»), dans toute analogie présente avec le passé funeste (la menace sur Israël).

Comme souvent l'entreprise d'oppression dans le présent est masquée à soi-même par le fait qu'on a été opprimé dans le passé; comme l'a dit Hugo: "dans l'opprimé d'hier, l'oppresseur de demain". Ainsi la Serbie hypernationaliste s'est auto-justifiée de ses pratiques barbares à l'égard des bosniaques en évoquant le martyr passé des serbes sous les ottomans puis sous les nazis et les oustachis; ainsi la conscience d'être victime du passé permet de devenir bourreau du présent: mais cela peut préparer aussi les catastrophes du futur.

Aussi le vaste réseau entretenu par les institutions dites communautaires censées représenter tous les juifs de chaque pays (comme en France) et/ou et de lobbies (comme aux Etats Unis) utilise et attise Auschwitz pour bien relier tout juif extérieur à l'Etat israélien, afin qu'il soit bien convaincu qu'il ne sera en sécurité nulle part, que sa vraie patrie est Israël. Comme les années 70 sont marquées à la fois par la désintégration des idées universalistes auxquels s'étaient attachés beaucoup d'intellectuels d'origine juive, notamment en Europe, et par les multiples ressourcements dans l'identité ethnique ou religieuse, il s'opère un ressourcement juif qui du reste comporte et développe un intégrisme messianiste et nationaliste. Dès lors, Israël entre de plus en plus profondément dans l'identité de beaucoup de juifs diasporés. Ce mouvement s'accroît et s'amplifie chez certains en une solidarité inconditionnelle avec tout acte du gouvernement israélien, et il s'enracine chez les générations récentes dans le thème "même peuple, en France et en Israël"².

A court terme, le Hamas fait la politique du Likoud plus que l'inverse. mais à moyen terme c'est le Likoud qui fait la politique du Hamas. A court terme, le Hamas fait la politique du Likoud plus que l'inverse. mais à moyen terme c'est le Likoud qui fait la politique du Hamas.

Engagé dès sa création dans une guerre pour sa survie, Israël fit craindre aux juifs de la diaspora qu'il devienne l'équivalent national d'un gigantesque ghetto de Varsovie promis à l'extermination. Il est vrai que la menace demeure pour l'avenir, et si le mot Shoah signifie un anéantissement proprement et uniquement destiné aux juifs, il vaut pleinement comme terrifiante possibilité du futur pour Israël. Mais la politique de force, loin d'atténuer la menace, ne fait que l'accroître à long terme. Aujourd'hui, le rappel de la hantise juive se fait au service de la politique colonisatrice de l'Etat israélien, lequel, par le biais des institutions juives de la diaspora, rappelle à l'Occident européen l'ignoble antisémitisme qu'il a provoqué. Du coup, on banalise les bouclages répétés des territoires palestiniens. Tandis qu'on demande la condamnation de crimes et d'aveuglements commis sous et par Vichy il y a 50 ans, on reste indifférent aux crimes commis par des enrégés comme Golstern, l'assassin d'Hebron, les tortureurs légaux de la police israélienne, les militaires ou politiques responsables du massacre de 200 civils à Canaa au sud-Liban.

C'est sur ces bases que le Likoud, avec Natanyahu, a instrumentalisé le sentiment de solidarité qui s'est tissé ainsi en faveur d'Israël pour opérer la désolidarisation des accords d'Oslo, reprendre les colonisations, organiser le quadrillage du territoire palestinien par des routes stratégiques, et ainsi entreprendre à petits pas l'Israelisation de toute la Palestine.

Tout cela continue à s'opérer dans un silence moral impressionnant: le tabou de respect pour le martyr juif passé devient un tabou de mutisme pour la tragédie palestinienne.

La situation actuelle

Tout n'est pas encore joué. Il suffirait, pour reprendre le processus de paix, que les principaux acteurs internationaux sortent de leur immobilisme. Les Etats Unis disposent des moyens de pression suffisants, mais Clinton subit la pression de ceux qui veulent empêcher l'usage de ces moyens de pression. L'Europe pourrait intervenir en subordonnant ses coopérations politiques et économiques à la reprise du processus de paix. La diaspora juive pourrait comprendre et soutenir la gauche israélienne.

Israël demeure une nation démocratique où peut intervenir un changement de majorité.

Il est clair que la reprise du processus de paix n'éliminerait pas pour autant tout risque pour Israël, dans le contexte éruptif du Moyen-Orient arabe, et nul ne peut assurer que le risque extrême serait écarté. Mais, répétons le, la politique likoudienne aggrave le risque à terme et favorise une catastrophe historique pire que celle du royaume franc, car elle serait non seulement pour Israël, mais aussi pour toute la région, et peut être pour la planète.

En attendant (Godot? Clinton? Bilak?), nous ne pouvons que regarder en face la double tragédie, des deux yeux et non d'un seul oeil borgne.

Edgar MORIN

² Comme je l'ai écrit dans un article "juif, substantif ou adjectif paru dans Le Monde du. 11 octobre 1989... Ainsi s'est reconstituée la triade d'avant l'occupation romaine peuple-nation-religion qui s'est reconstituée en Israël et dans l'aura d'Israël tend à envelopper comme tentacule, à récupérer, à absorber l'identité juive moderne, qui perd alors de plus en plus son fondement culturel laïque et européen. Même quand demeure le sentiment d'appartenance à la France et au peuple français, la triade devient la référence spécifique et du coup substantielle de l'identité juive.

(5) JUIF, ADJECTIF ou SUBSTANTIF ?

Cet article a été publié dans le Monde en deux fois, 11 et 12 Octobre 1989

Il y a toujours et partout une question que suscite l'autre: pourquoi l'autre est il autre que soi? Ainsi, il y a inévitablement une question juive pour les gentils. Les termes dans lesquels sont posés cette question, selon qu'ils sont péjoratifs ou favorables, ont des conséquences capitales. L'objet de cet article n'est pas d'envisager ce problème. Il est d'indiquer qu'il y a une question juive pour les juifs. La question peut se résumer ainsi: le terme juif est il un substantif qui définit essentiellement et intégralement un individu, ou est il un adjectif, qui désigne un caractère parmi d'autres chez cet individu.

Diasporé et émancipé.

Avant la diaspora, la notion de juif était à la fois religieuse, ethnique, nationale. Après la diaspora, il n'y eut plus de nation, mais un peuple dispersé que liait sa tradition religieuse. Avec la laïcisation des sociétés occidentales et l'émancipation des juifs, commença "l'assimilation" dans les nations des gentils et la notion de peuple juif s'estompa sans pourtant que l'intégration dans un peuple gentil fut totale. La force de rejet nouvelle portait désormais, non plus contre une religion déicide, mais contre une ethnie malfaisante: ainsi l'anti-judaïsme devint antisémitisme. Plus le juif veut s'intégrer dans le peuple gentil, plus l'antisémite veut l'enfermer dans une irrémédiable détermination raciale. Assimilé pour les uns, inassimilable pour les autres, le juif sent en lui une étrangeté, et par rapport à la religion de Moïse dont il est détaché, et par rapport au monde des gentils où persistent mille formes de rejet. Ainsi le juif est il contraint à une double et trouble identité. Le nom juif a cessé pour lui d'être substantif, c'est un adjectif qui le rattache à un passé de traditions perdues et de persécutions pouvant sans cesse renaître. Mais son identité est hybride, incertaine. L'antisémitisme le rejetait dans une race impure. Le juif laïcisé vécut toujours dans une double identité: le sentiment d'étrangeté que ressent le gentil devant l. Parfois, il Parfois le juif assimilé (participant ou non aux grands rites religieux) croit trouver la plénitude en superposant l'identité confessionnelle d'israélite à l'identité nationale française, et, à l'image du protestant, il se sent partie intégrante du peuple et de la nation française. Parfois, bien que détaché complètement de la croyance mosaïque, et parce que faiblement enraciné dans la culture nationale et rejeté par le nationalisme antisémite, il cherche sa vérité dans une humanité qui transcende frontières et nations, et il pratique la fuite en avant dans un universalisme "abstrait" où le gentil voit un cosmopolitisme sans racines et où l'antisémite reconnaît le complot judeo-bolchevik.

De toutes façons, ces juifs sont des fils de la culture européenne laïque. Ce n'est pas tant ou seulement qu'ils sont français et juifs, comme on peut être français et protestant, c'est qu'ils sont à la fois affranchis, définis en tant que citoyens par la laïcité, fruit de la culture européenne et trait déterminant des sociétés modernes. De même qu'il aurait été stupide de mettre dans la catégorie des catholiques Diderot et Voltaire, de même il est absurde d'englober les juifs laïcisés dans la religion dont ils sont détachés. Certes, ceux ci ont pu et peuvent encore, comme le font les catholiques laïcisés, rester fidèles aux grands rites de la mort, mariage, naissance issus des ancêtres. Mais ce lien lui même tendait naturellement à se dissoudre, via les mariages mixtes. Restait alors, ultime trait de différence, la conscience d'appartenir à une lignée minoritaire, rejetée, humiliée, persécutée. Mais cette particularité cessa, pour beaucoup d'assimilés, d'être particulariste: au contraire, elle les rendit sensibles à l'humiliation, au rejet, à la persécution que subissent les noirs, arabes, gitans, et plus largement à toutes offenses faites à l'individu et à son appartenance.

L'après-guerre.

La seconde guerre mondiale et ses suites ont bouleversé en profondeur l'identité juive. L'énormité de la persécution, devenue tentative de génocide en 1942, donne à tous les juifs, assimilés ou autres, le sentiment de participer à un destin horrible et extraordinaire. Certes, l'atrocité du sort fait aux juifs, la déconsidération des attitudes antisémites traditionnelles qui sont apparues alors comme intrinsèquement liées au nazisme et à la collaboration avec l'occupant, tout cela créa une sorte d'immunologie à l'antisémitisme dans le corps politico-social du monde des gentils. Corrélativement, en Occident, ce monde des gentils se déracine relativement, s'ouvre aux relations avec l'étranger, voit s'atténuer ses nationalismes, se sent emporté dans un devenir nomade, et tous ces traits permettent aux gentils de mieux comprendre les déracinés et nomades que sont les juifs diasporés. Tout semble favorable alors à l'accentuation et la généralisation de l'assimilation des juifs dans une après-guerre où les mécanismes de rejet se sont tellement atténués. Mais la persécution de l'occupant, et plus encore celle de Vichy pour les juifs qui se sentaient intégrés

de façon irréversible et se sont vu des le début privés de leurs droits élémentaires, puis justement le sort horrible et extraordinaire que concrétise et symbolise Auschwitz, tout cela va déterminer un véritable trou noir au coeur de l'identité juive. Les uns trouveront, comme l'a indiqué Daniel Sibony, le noyau de leur identité dans l'extermination même de cette identité, et leur différence devenue irréductible n'aura plus que cette référence qui avec le temps deviendra obsessionnelle: "Auschwitz". Les autres eux, repartiront d'Auschwitz pour s'accrocher au sionisme, puis à Israël, puis chez certains, à la religion de Moïse.

C'est le nazisme qui en massacrant ce qui pour lui était une race, a ressuscité le peuple juif. Certes, le sionisme était en marche, mais il n'aurait probablement pas abouti à la création de l'Etat d'Israël s'il n'y avait eu la persécution nazie et sa marque ineffaçable. On a déjà remarqué la dialectique nazisme/sionisme où les antagonismes travaillent dans le même sens: la séparation d'Israël comme nation propre, c'est à dire la séparation des juifs des nations.

L'israelisme, dont le fondement est national, est différent du judaïsme, dont le fondement est religieux. L'israélien, comme l'a bien noté Friedmann devient différent du juif de la diaspora. Pourtant il y a communication ombilicale entre l'identité juive et l'identité israélienne. Les juifs diasporés, même indifférents au sionisme, ont vue dans l'Israël du kibboutz et de Tshalal réfutation concrète de la vision qui faisait du juif un négociant et un couard. Puis le rejet d'Israël par son environnement arabo-musulman ont reproduit à l'échelle d'une nation l'image du ghetto de Varsovie, suscitant par la même une instinctive solidarité. Des lors, chez beaucoup de juifs diasporés, Israël entre de plus en plus profondément comme un des constituants fondamentaux de leur identité. Ce mouvement s'accroît et s'amplifie chez certains en une solidarité inconditionnelle avec tout acte du gouvernement israélien, et il s'enracine dans les générations récentes dans le thème "même peuple, en France comme en Israël". D'où une double allégeance complexe, analogue dans son ambivalence mais différente dans son sens (attachement à une identité singulière ici, attachement à une patrie universelle là) à la double allégeance des communistes des pays "capitalistes" à l'égard de leur nation et de l'URSS. Puis, dans les années 70, apparaît un neo-fondamentalisme juif. Beaucoup de ceux, notamment intellectuels, qui avaient identifié l'URSS et la Chine à la cause de l'humanité à laquelle ils s'étaient eux-mêmes identifiés se désenchantent et se reconvertissent dans l'israelisme. Les intellectuels démarxisés se convertissent à la Tora. Une intelligentsia juive se réfère désormais à la Bible, source de toutes vertus et de toute civilisation pensent ils. La recherche profonde des racines se tourne vers la double référence, qui se trouve de plus en plus en symbiose, à l'Etat-Nation d'Israël et à la religion de Moïse.

Ainsi se reconstitue la triade d'avant l'occupation romaine Peuple-Nation-Religion.

Enfin, la convergence se fait de plus en plus forte entre rabbinisme et israelisme. A l'origine le rabbinat condamnait le sionisme, qui transférait sur le concept laïque de nation une identité jusque là conçue de façon religieuse. Puis et d'autant plus rallié à l'israelisme que l'Etat laïque, pour renouer avec son antique passé d'Etat national, ne pouvait que se référer à une histoire théocratique par nature, et devait naturellement instituer comme fêtes nationales les grandes fêtes religieuses. Des lors tout cela accroît l'osmose étroite entre les termes de la triade Religion-Peuple-Etat nation.

Et cette triade tend à envelopper comme tentacule, récupérer, absorber l'identité juive moderne, qui perd alors de plus en plus son fondement culturel laïque et européen. Celle ci, même si demeure le sentiment d'appartenance à la France et au peuple français, devient la référence spécifique et du coup substantielle de l'identité juive. Ceux qui se reconnaissent ainsi juifs deviennent les membres représentatifs et dirigeants des associations juives. Ils vont parler naturellement au nom des juifs dans leur ensemble. Ce sont eux qui, au nom de "la communauté", (notion qui comporte implicitement en elle la triple essence religion-peuple-nation) vont condamner l'invitation faite par la France à Arafat, définir la position juive pour le Carmel d'Auschwitz, etc.. Des lors aux yeux de tous, juifs et gentils, le juif se définit par référence à la religion et à Israël. Ainsi la presse tout naturellement fait de l'affaire du Carmel d'Auschwitz un conflit ou malentendu entre juifs et catholiques, comme si désormais la définition du juif était essentiellement religieuse, de même qu'elle avait fait de la venue d'Arafat à Paris un conflit entre juifs et palestiniens, comme si la définition du juif était israélienne.

Ecoute, Israël

Tant qu'Israël était menacé plus que menaçant, tant qu'il apparaissait comme un nation démocratique exemplaire dans un voisinage despotique et rétrograde, tant que ses ennemis proclamaient ouvertement leur intention de l'anéantir, alors il n'y avait pas de fossé trop profond entre les juifs soucieux essentiellement que la tentative génocidaire qui avait frappé les juifs d'Europe ne se reproduise pas pour la nation israélienne, et ceux qui s'étaient identifiés profondément à cette nation et approuvaient systématiquement tout ce que faisait son gouvernement. Mais les nouvelles conquêtes, les mesures punitives à l'intérieur et les expéditions punitives à l'extérieur, l'occupation de la Cisjordanie, la guerre faite au Liban, le siège de Beyrouth et enfin la répression de plus en plus sévère de l'Intifada, tout cela ruine l'image exemplaire d'Israël et indique une dérive historique tragique. Le sionisme communautaire et le socialisme des fondateurs a été dévoré par une société normale, puis par le

nationalisme et un nouveau colonialisme. Tsahal instrument de survie d'Israël, est devenue la solution à tout problème. On va vers une sud-africanisation d'un type nouveau. Quand on s'est efforcé toute sa vie de se refuser à l'indignation borgne et à la justification unilatérale, on ne peut fermer l'oeil critique et justifier Israël. Mais le pire est toujours justifié par les officiels du judaïsme français qui continuent à faire d'Israël la jeune vierge du Cantique de Salomon et qui ne voient tout au plus inévitable bavure là où est en train de s'opérer un changement de nature.

Ceux que leur particularité juive avait amenés à se sentir solidaires de tous les persécutés se voient aujourd'hui tragiquement confrontés avec un Israël nationaliste, dominateur, arrogant, repressif, entraîné dans une dérive fatale pour ses voisins et lui-même si des interventions internes et externes ne se conjuguent pas pour arrêter ce processus.

Certes, certains d'entre eux, internationalistes et révolutionnaires, étaient depuis longtemps par principe pro palestiniens et violemment anti-israéliens.

Mais il en est d'autres, qui reconnaissent les mêmes droits au peuple palestinien et au peuple israélien, et qui doivent mener un combat difficile.

Les neo-marranes

Au delà de ce problème, il y a le problème clé de leur propre définition de tous ceux qui ne peuvent ni ne veulent se définir en fonction de la triade Religion-Peuple-Nation. Mais depuis que ceux qui se définissent en fonction de cette triade ont accaparé et monopolisé le concept de juif, ils se trouvent dans un double bind, ne pouvant accepter cette définition, ni pouvant refuser la qualité de juif. Ce sont ceux pour qui juif est un adjectif, non un substantif, et qui n'ont aucun concept à leur disposition pour se définir. Ce sont ceux qui, souvent ont pris femme ou mari chez les gentils, et ont des enfants qui, à la différence du chat de Schrödinger qui s'est trouvé coupé en deux demi-chats, ne sont ni demi juifs, ni demi-gentils. Mais quoi?

J'étais allé porter au nettoyage un costume d'été en coton léger. Au moment de le reprendre, mon pantalon fut aussitôt trouvé, mais non la veste. Le préposé inspecta à plusieurs reprises les vestes alignées, téléphona au sous-sol, vérifia que la veste n'était pas dans une machine ou rangée pour une seconde opération de nettoyage, mais la veste demeura introuvable et on me demanda de revenir le lendemain. Le lendemain, même scène, mêmes vérifications vaines, jusqu'au moment où le blanchisseur vérifia distraitement du côté des chemises et la découvrit par son numéro. Effectivement cette veste avait une forme de chemise, et, détachée de son pantalon, pouvait naturellement être considérée comme chemise. Mais en présence du pantalon, elle devenait veste. Du coup je me rendis compte que cette veste en forme de chemise, cette chemise faisant veste n'avait de nom en aucune blanchisserie, qu'il n'y avait aucun concept comme vestise ou chemeste qui aurait pu la désigner. Et j'ai pensé: voilà ce qu'il en est de nous. Nous n'avons pas de nom à nous. Nous sommes des hybrides, des bâtards, des métis qui ne sommes même pas reconnus comme tels. On veut nous classer de force dans l'une des deux catégories dont on fait et on ne fait pas partie.

Quand on ne peut entrer dans ces catégories mutilantes, il faut proposer des catégories plus complexes. Il y a un terme, "marrane", qui porte en lui la double identité; mais il connote une conversion de peur. Je me suis nommé "neo-marrane" et je crois qu'il y a une situation neo-marrane de fait pour tous les juifs laïcisés; c'est la situation où juif devient adjectif parmi d'autres, pouvant être dans certaines occasions le plus sensible, mais n'étant nullement le seul.

Il y a désormais une bipolarité dans le champ recouvert par le mot juif. A un pôle, ce mot est le substantif qui définit leur être par leur appartenance au peuple et à la religion de la Bible et par leur relation ombilicale avec l'Etat-Nation d'Israël. A l'autre pôle, le mot est un adjectif pour définir une des qualités, un des traits de l'identité. Entre les deux pôles, il y a toute une gamme de positions intermédiaires. C'est pour cela que la notion de juif est devenu confuse, complexe, parfois contradictoire.

Ajoutons maintenant que le concept religieux de juif a subi de grandes variations historiques, des expressions diverses et divergentes; ainsi la religion actuellement orthodoxe est la fille d'une des sectes, celle des formalistes pharisiens, née deux siècles avant notre ère, alors qu'il y avait, sous l'occupation romaine, les conservateurs élitistes sadducéens, les nationalistes zélotes, les mystiques esséniens, et enfin les disciples du juif Jésus qui se différencièrent de la souche sous l'impulsion du juif ex-pharisien Saul de Tarse devenu Paul. La richesse polymorphe du judaïsme avant l'an 70, elle-même fruit de l'immersion de la culture juive dans le monde greco-latin, a éclaté en miettes après 70, et la secte des pharisiens est devenue officielle. Mais j'ai le droit, sans être pour autant chrétien, de préférer le message du juif Jésus, qui comporte miséricorde et qui, avec Paul s'ouvrira sans équivoque aux grecs et aux gentils. J'ai le droit de répugner à la fermeture orthodoxe de cette religion qui, prise à la lettre, interdit toute commensalité avec le gentil. J'ai le droit, comme Spinoza, d'être étranger à toute idée de

peuple élu. J'ai le droit de fonder ma philosophie sur le message de la démocratie d'Athènes et des d'Athènes, et non sur celui des lois tatillonnes de Moïse.

La conscience d'Auschwitz ne me fait pas penser que cette horreur transcende l'histoire. Il a fallu le traité de Versailles de 1918 et la crise économique de 1929 pour créer les conditions favorables au déferlement de l'antisémitisme nazi en Allemagne. Si l'extermination est virtuelle dans la haine atroce portée aux juifs dès Mein Kampf, il a fallu attendre l'année de guerre paroxystique de 1942 pour que Hitler décide de la solution finale. En outre, le sort inique fait aux juifs n'a pas été unique. Shoah, le mot est très juste en Hébreu, mais moi je dis tentative d'extermination ou de génocide, et cela a frappé aussi les tziganes. D'autres ont été massacrés, par Hitler, et bien d'autres, plus nombreux encore, par Staline. L'horrible processus génocidaire de 1942-45 ne conduit pas à sacraliser l'Etat d'Israël de 1949. Shoah ne doit pas vouloir dire qu'on doit continuer à considérer comme des victimes ceux qui tirent par balles sur des enfants palestiniens lanceurs des pierres, ainsi que ceux qui approuvent ces meurtres.

L'expérience du camp de concentration a conduit ses victimes à deux leçons contraires. Il y eut ceux qui, comme Robert Antelme, se refusèrent désormais à humilier quiconque, y compris leurs bourreaux, et ceux qui au contraire, comme les bons staliniens, furent prêts à mettre dans les mêmes camps ceux qui les y avaient mis. De même, l'on voit que la leçon de l'antisémitisme conduit les uns à refuser toute humiliation contre les arabes, alors qu'elle conduit les autres, justement à les humilier. C'est là une ligne de partage des eaux.

Qui est on?

Il y a eu une ligne de partage des eaux et une dérive insensible a rendu en fait étrangers les uns aux autres ceux qui étaient au départ semblables.

Sous l'effet des processus d'après guerre que j'ai indiqué, il y a désormais des juifs substantiels, qui se définissent en s'incluant dans la tradition religieuse, dans le peuple juif, et en se reliant ombilicalement à l'Etat-Nation d'Israël.

Mais il y a aussi ceux pour qui être juif est un des adjectifs qui les caractérisent. Ils ne se reconnaissent ni dans la synagogue, ni dans l'Etat d'Israël. Ils sont assimilés, mais ils sont aussi d'ailleurs. ils ont gardé quelque chose de l'exil, et ils sont d'autant plus exilés qu'ils sont cette fois volontairement exilés d'Israël, et qu'ils n'ont pas la référence hierosalamitaine. Ils ont pu souffrir de manque, d'insuffisance, de carence, et ils le peuvent encore puisqu'ils ne sont plus juifs sans être pour autant gentils. ils peuvent vivre comme une vacuité le fait qu'ils sont dans une faille entre juifs et gentils. Mais ils peuvent aussi se sentir riches de plusieurs racines, riches de la culture européenne qui est leur vraie nourriture spirituelle, riches de l'universalisme qui est à la source et au terme de leur expérience dans le monde des gentils. Ils savent aussi que cette même culture européenne qui les a émancipés a aussi produit la pire persécution pour les émancipés, et qu'elle a dans le monde, apporté non seulement les lumières de l'humanisme, mais aussi la domination et la mort. C'est pourquoi, sans pouvoir se donner un autre nom que celui, provisoire de neo-marrane, ils veulent reprendre comme leur idéal et dans sa plénitude véritablement humaniste la formule de Paul: "il n'y a plus de juifs ni de gentils".

Faire le jeu de...

Je connais l'argument intimidant qu'on opposera à mon propos: "vous faites le jeu de l'antisémitisme" Si je n'étais pas issu du peuple élu, on me dirait " vous êtes, comme Domenach, un antisémite soft", (la version soft de l'antisémitisme, étant chez les frénétiques, réputée la pire, parce qu'hypocrite). Mais on ne peut manipuler l'accusation massue d'antisémitisme comme les staliniens l'ont fait pendant des décennies, avec l'accusation d'anti-communisme, non seulement assénée à tort et à travers, mais visant à anéantir très efficacement toute objection ou réflexion critique. Je connais l'argument. Pendant des décennies, les stals m'ont accusé d'anticommunisme chaque fois que je disais ce que je pensais être vrai, juste, objectif, aujourd'hui, c'est le concept ogre d'antisémite. On va finir par dévaluer, user, bafouer, ce mot à force de l'employer pour tout et surtout rien, comme on l'a fait également avec le mot fasciste, qui a désigné de façon inflationniste, toute attitude autoritaire, anti-ouvrière, répressive, ou simplement de droite. Quand on dit "antisémite" il ne suffit pas de crier s'indigner, Il faut savoir quoi, pourquoi. Ajoutons qu'il y a des degrés et des genres d'antisémitisme. Des propos défavorables aux juifs, comme aux arabes ou aux noirs, ne visent pas tous leur élimination ou extermination. On ne peut faire rétroagir l'horreur d'Auschwitz sur toute parole passée ou future défavorable aux juifs.

Certes, toute insulte raciale doit être sanctionnée. Mais on ne peut punir l'allusion et l'insinuation qu'en instituant une censure qui serait arbitraire et balourde comme toute censure. Condamner le flux antisémite à demeurer souterrain fait bénéficier l'antiracisme d'un effet d'intimidation pendant un temps salutaire, mais à la longue crée de la pestilence en laissant les eaux putrides hors de portée du débat critique. Avoir peur d'évoquer par exemple

la forte représentation de juifs dans les médias empêche par la même d'expliquer les raisons sociologiques et historiques de cette forte représentation, et favorise du coup la rumeur du "complot". Ne pas tolérer de parler des réseaux internationaux de confiance entre juifs (alors qu'on peut parler des siciliens par exemple) finit par créditer l'idée d'une internationale juive secrète. Faire subir à tout examen "révisionniste" des camps d'extermination nazi l'interdit pénal peut signifier à ceux qui ne savent pas que la révision fait peur et qu'on préfère la faire taire que la critiquer par arguments.

Il faut distinguer; oui, il y a une xénophobie française, oui il y a en France du racisme, et de l'antisémitisme virulents, le premier à ciel ouvert, le second plus discret, mais ils sont contenus par une culture universaliste qui s'est enracinée avec la Révolution, et s'est fortifiée avec la République et la diffusion des idées socialistes. En fait, toute réinjection du virus antisémite sous sa forme ancienne bien connue continue à susciter les anticorps de rejet dans le corps politico-culturel français; l'interview de Darquier de Pellepoix ou celui d'Autant-Lara vont ainsi dans le sens contraire des propos de leurs auteurs. Mais le danger est dans les formes nouvelles et dans le retour des formes archaïques.

Raison et émotion garder

Garder raison et émotion à la fois. pour Auschwitz;l'antisémitisme, etc...émotion et raison garder. J'ajoute; si mon propos est rejeté par les uns et par les autres, cela ne m'empêchera pas d'essayer de comprendre les déterminations et les motivations des uns et des autres. Ce n'est pas seulement la recherche d'objectivité nécessaire à ma vocation en sciences humaines qui m'anime. C'est aussi ce que je crois devoir être le triste privilège du persécuté; être plus intelligent que son persécuteur, ne pas l'imiter, l'enfermer, le mépriser et le haïr. Sinon, il serait condamné à mépriser et haïr en bloc presque tout le genre humain...

Je ne suis pas de ceux qui croient qu'il faut continuer et poursuivre 45 ans après les criminels de guerre et de police nazis, et cela d'autant plus que bien d'autres criminels, staliniens, et même quelques uns français en Algérie, sont oubliés. Comme H Arendt, j'ai pensé que l'atroce banalité d'Eichemann outrepassait toute condamnation à mort.

Edgar MORIN

(6) Sur un livre de Janine Euvrard: *Israéliens, Palestiniens, que peut le cinéma? Carnet de route*

La Revue d'études PALESTINIENNES a publié (p. 108-109) dans son n° 95 (2005) ce texte qu'Edgar Morin a rédigé après avoir lu le livre de Janine Halbreich-Euvrard: «Israéliens, Palestiniens, que peut le cinéma? Carnet de route», publié aux Editions Michalon. Janine Euvrard est critique de cinéma et organise aussi une biennale avec des films engagés israéliens et palestiniens, (la dernière c'est tenue en juin 2005) à Paris aux cinéma Les Trois Luxembourg)

« Une tragédie a été longtemps ignorée en Europe celle que les habitants arabes de Palestine ont subie ; ils n'étaient pas encore des Palestiniens, et le sont devenus dans la privation et l'asservissement, après la catastrophe de 1948, nommée par les victimes Nakba, équivalent arabe du mot Shoah, (Israël rejette cette synonymie qui reconnaîtrait qu'il a causé du mal).

C'est après 1967, durant la domination et les colonisations en Cisjordanie et à Gaza, et surtout la révélation par la première Intifada qui met aux prises une puissance surarmée et des gamins lanceurs de pierre, que la conscience arrive et se développe en Occident du malheur subi par le peuple palestinien, qui dans ce malheur même échafaude sa conscience nationale. Et c'est à partir du procès Eichmann, qui coïncide avec le début de cette période, que commence dit le cinéaste israélien Eyal Sivan (p.280) « la politique de la mémoire israélienne, le point où la mémoire devient un instrument justifiant l'oppression et la violence ». Voilà le terrible paradoxe : le juste rappel du déni exterminateur subi par les juifs européens devient utilisé pour masquer le déni d'existence et de droit frappant le peuple palestinien. Et ceux qui opèrent ce déni sont les descendants se prétendant héritiers, dépositaires, conservateurs du déni d'Auschwitz. C'est ce paradoxe que j'avais voulu marquer dans un article « Le Cancer » publié en 2002, paradoxe aussitôt rejeté par ceux là même qui devraient le considérer.

Je disais aussi dans cet article qu'il y avait « une admirable minorité » israélienne : celle-ci non seulement s'oppose à la répression, elle aide les familles dont on démolit les maisons selon la doublement barbare logique du Talion et de la culpabilité collective, elle contribue à les reconstruire, elle veille aux check point pour s'opposer aux innombrables brimades et offenses subies par les palestiniens, refuse de participer à l'armée d'occupation.

Et ce sont effectivement ces juifs d'Israël qui sont les vrais fidèles à la mémoire d'Auschwitz. Ils portent en eux la conscience d'Auschwitz qui demande de s'opposer à tout déni d'autrui, toute humiliation, tout mépris, cette véritable leçon de l'expérience de la déportation dont Primo Levi et Robert Antelme ont été les porte-parole. Ce sont eux qui ont dissocié Shoah et Sharon. Ce sont eux qui ont découvert que, par la souffrance et l'humiliation, les femmes et les hommes palestiniens étaient leurs frères et sœurs.

Selon l'apparent paradoxe dont j'ai fait état, la régénération de la mémoire juive doit impliquer la régénération de la mémoire palestinienne. La vraie mémoire d'Auschwitz donne considération de la mémoire de la Nakba. C'est peut-être le sens de la parole du poète israélien que nous rapporte Janine Euvrard « l'Holocauste des juifs d'Europe et l'Holocauste des palestiniens sont tous deux l'Holocauste du peuple juif ³ »

Bien des juifs de la diaspora en dépit ou à cause de leur attachement à Israël, ont ressenti, à la fois en vertu de leur mémoire juive d'une persécution millénaire et en vertu de l'humanisme universaliste qu'ils ont puisé dans le meilleur de la culture européenne, compréhension et compassion pour les palestiniens, compassion déterminant compréhension et compréhension déterminant compassion, selon le cercle vertueux de toute véritable éthique. Le message dit à ceux qui refusent de voir les deux faces de la tragédie : Ceux qui dénoncent comme antisémite ce qui a pour source notre compassion et notre compréhension ne peuvent commencer à comprendre.

C'est bien par fidélité à cette mémoire et à cet humanisme que Janine Euvrard, fille de déporté, s'est engagée pour « consacrer le meilleur de sa vie à faire entendre la voix des êtres et des peuples qui souffrent » comme le dit justement sa préfacière Kenize Mourad. Elle s'est vouée il y a trente-cinq ans aux noirs des Etats-unis. Elle se consacre depuis des années à la cause palestinienne.

Alors que la propagande israélienne met tout en œuvre pour empêcher la compassion et la compréhension de la tragédie vécue par les palestiniens, détournant la mémoire juive d'Auschwitz de son sens humain pour occulter l'humanité palestinienne, Janine Euvrard a ressenti cette compassion et cette

³ Kundera écrit « rien ne sera réparé et tout sera oublié » Il faut lire cette parole dans un sens de résistance : tout tend à l'oubli et la non réparation. Aussi il faut lutter contre l'oubli. Entre l'optimisme final de Janine Euvrard et le pessimisme primordial de la formule de Kundera, la voie pour le non oubli est bien étroite ; celle de l'après Auschwitz est bien entretenue, celle de l'après Nakba demeure un petit chemin pierreux, sans cesse traversé par des bulldozers ou des chars, comme un chemin qui conduit à un village palestinien,

compréhension qui l'a amenée à défendre la cause palestinienne, a promouvoir la compréhension entre les deux peuples, et cela avec l'aide du cinéma palestinien et du cinéma israélien.

Son voyage dans les territoires occupés, relaté dans ce livre, nous montre non seulement, en de multiples flashes, la vie quotidienne de femmes en enfants de Palestine, notamment de Jenine, mais aussi leur vitalité et leur chaleur humaine dans le dénuement. Et sa propre compréhension détermine la compréhension de ces femmes. De même qu'elle voit en elles d'abord des femmes souffrantes, celles-ci voient en Janine Euvrard non la juive mais une femme attentionnée, non la ressortissante ennemie, mais l'amie.

Janine Euvrard a vu et dit tout ce qu'ont vu et dit les témoins : les multiples et innombrables humiliations et dénis subis, ce que ne montre pas la télévision qui n'exhibe que les violences de mort et les destructions militaires. Mais son message va au-delà. Son enquête sur les cinémas palestinien et israélien, nous montre que le film peut jouer un rôle de compréhension capable de briser le mur de l'indifférence ou du déni, aussi bien chez les uns que chez les autres. J'ai été de ceux qui avaient remarqué que le film de fiction, en suscitant notre participation affective de spectateurs aux personnages, nous rendait plus humains que dans la vie normale parce que plus compréhensifs. Alors nous étions capable de concevoir qu'un criminel maffieux comme le parrain était aussi un père, un frère, un aimant, qu'un vagabond qui nous répugne dans la rue pouvait devenir ami proche dans un film. Ce qui est vrai de la fiction l'est également du film reportage ou document, quand il s'agit du conflit israélo-palestinien. L'autre n'est plus seulement le terroriste ou l'oppresseur, il n'est plus vu seulement comme ennemi, il devint être de chair, de sang de sentiment, d'âme. Le film de Juliano Mer-Khamiss, fils d'un communiste arabe et d'une mère juive, 'Les enfants d'Arna' porte sur sa propre mère, qui s'est vouée pendant des années aux enfants palestiniens du camp de Jenine, jusqu'à ce qu'un cancer l'emporte. Ce film a fait pleurer ses spectateurs juifs, palestiniens, français, Ce film s'adresse à ce qu'il y a de plus humain dans l'humain et réveille ce qu'il y a de plus humain dans l'humain. Ce film permet de surmonter le ressentiment et la haine.

Le livre de Janine Euvrard est lui-même tout entier pensé et écrit pour aider à surmonter haine et ressentiment. Il est conscient des deux tragédies, l'actuelle des palestiniens, l'ancienne et je le crains future, des juifs.

Aussi on peut voir le rôle énorme que pourraient jouer ces deux cinémas convergeant sur la même tragédie, auprès des uns et des autres. Plus fort que des paroles de paix, il permet l'émergence d'une mentalité de paix.

Ce livre, disons le en utilisant le jargon des anciens directeurs de films, est bouldhum⁴ comme son auteur.

Edgar Morin

⁴ 'bouleversant d'humanité', en jargon de cinéma

(7) Edgar Morin : "On a créé un état d'intimidation" (Entretien réalisé par Silvia Cattori*, 17 juin 2005.)

texte publié initialement sur

<http://www.aldeilis.net/france/index.php?option=content&task=view&id=6&Itemid=30>

Publié le 18 juin 2005 sur le site de Oulala.

<http://quibla.net/alire/cattori3.htm>

Repris sur le site de la LDH de Toulon le 24 juin 2005, avec l'autorisation de Silvia Cattori.

http://www.ldh-toulon.net/article.php?id_article=725

**Silvia Cattori - de nationalité Suisse et de langue maternelle italienne – a fait des études de journalisme à l'Université de Fribourg, avant s'expatrier et d'évoluer dans le monde des fonctionnaires internationaux et de la diplomatie. Elle a essentiellement travaillé comme journaliste indépendante et sous divers pseudonymes. Elle se consacrait depuis quelques années à des activités littéraires quand, en 2002, lors de l'effroyable opération israélienne « Boucliers de protection », elle a décidé d'aller en Palestine. Choquée par ce qu'elle y a découvert, elle se consacre depuis, à attirer l'attention du monde sur la gravité des violations commises par l'Etat d'Israël contre une population sans défense.*

Nota bene. Cet article est en Copyleft. Tout site, ou forum, qui entend le diffuser et le mettre en ligne, doit d'abord en demander l'autorisation à son auteur : silviacattori@yahoo.it Et après autorisation, mentionner la source et la date de diffusion originale. Source : Silvia Cattori

« Edgar Morin, sociologue mondialement connu, a été de tous les combats depuis soixante ans [1]. Son propos, vif et concis, contredit l'idée que « l'antisémitisme » est de retour. Ce terme serait brandi, selon lui, pour occulter la répression israélienne, pour « israélieniser » les Juifs, pour fournir à Israël des justifications à sa politique. Ses prises de positions en faveur des Palestiniens humiliés et offensés, ont valu à Edgar Morin d'être calomnié. Nous gardons, de notre rencontre avec lui, l'impression d'un homme de grande simplicité et probité. Nous tenons à le remercier ici de nous avoir accordé l'autorisation de publier cet entretien. Silvia Cattori.

Silvia Cattori : Vous avez été condamné pour « diffamation raciale » [2] pour avoir critiqué Israël. Pouvez-vous nous dire ce qui motive votre intervention dans ce conflit ?

Edgar Morin : Tout d'abord il y a une chose que ne comprennent pas les défenseurs inconditionnels d'Israël, c'est que l'on puisse être animé par la compassion pour un peuple qui souffre. Ce sont les souffrances continues de Palestiniens, en butte à des humiliations, vexations, maisons détruites, arbres arrachés, qui m'animent. Bien évidemment les articles que je rédige ne sont pas des articles affectifs. J'essaye de faire des diagnostics. L'article « Israël-Palestine : le cancer » [3], qui m'a valu d'être incriminé, a été conçu dans cet esprit. J'avais rédigé auparavant un article intitulé « Le double regard », [4] dans lequel j'essayais de comprendre les raisons avancées par les Israéliens d'un côté, et les raisons avancées par les Palestiniens de l'autre. Il est évident que l'inégalité est incroyable. J'avais également développé cette réflexion dans un texte, appelé « Le simple et le complexe » [5], où j'ai essayé de voir les deux aspects du conflit. Je disais qu'il y a un oppresseur et un opprimé ; que l'opresseur israélien possède une force formidable et l'opprimé palestinien n'a presque aucune force.

Silvia Cattori : Pouvez-vous expliciter ce que vous entendez par « le complexe » ?

Edgar Morin : Le « complexe » vient du fait que les Juifs bien entendu portent en eux le souvenir des persécutions subies par le passé ; souvenir qui est attisé évidemment par le rappel incessant d'Auschwitz, que l'on appelle Shoah. Il est clair aussi que tant que l'isolement d'Israël dans ce monde moyen oriental se poursuit, tant qu'il n'y a pas une politique qui permet son intégration, il y a une menace tout aussi radicale que celle qui a pesé sur le Royaume franc, le Royaume chrétien de Saint-Jean d'Acre.

Silvia Cattori : Donc vous vouliez appeler Israël à plus de raison ?

Edgar Morin : Cet article a été rédigé à l'un des moments les plus intenses et les plus violents. Nous étions en 2002, lors de l'offensive militaire de Sharon. C'était le moment de Jénin. Un moment de très grande répression. De là le besoin d'intervenir et de témoigner. J'ai fondé mon texte sur de nombreux témoignages directs. D'ailleurs j'ai tenu à le faire cosigner par Sami Nair, un ami français, lui-même d'origine maghrébine, et par Danielle Sallenave qui, elle-même, était allée en Palestine. Il est évident que par ce texte j'ai voulu établir un diagnostic et donner un signal d'alarme. Je l'ai donc pensé, mesuré dans sa complexité. Il y avait une question que je tenais à poser. Comment se faisait-il que deux millénaires de persécutions et d'humiliations n'avaient pas servi d'expérience pour ne pas humilier autrui ? Comment en est-on arrivé à ce qu'Israël, lui-même l'héritier de juifs persécutés et humiliés, persécute et humilie les Palestiniens ? C'est ce paradoxe historique que j'interrogeais et

que l'on m'a beaucoup reproché - entre autre - dans le camp pro-israélien. Ainsi ce passage a provoqué la fureur d'intellectuels comme Finkelkraut.

Silvia Cattori : Qu'y avait-il de condamnable ?

Edgar Morin : La condamnation porte sur deux passages [6]. Ces passages, détachés de leur contexte, ont abouti à ce que la Cour d'appel les considère comme diffamatoires racialement ; à ce que des magistrats et un ministère public en arrivent à la condamnation des auteurs de l'article et du quotidien qui l'a publié. Or il est absolument évident que l'article en question n'est ni antisémite, ni racial, ni raciste. C'est clairement précisé qu'il s'agit des Juifs d'Israël, et non pas des Juifs de la rue des Rosiers ou de Broklyn, qui persécutent les Palestiniens. Il est également précisé que ce n'est pas uniquement l'occupant israélien qui en arrive à des exactions pareilles, mais tout occupant sur un territoire où il n'est pas accepté. Toutefois, le tribunal n'a pas retenu comme « incitation au terrorisme » le passage où je disais qu'il fallait essayer de comprendre pourquoi il y avait ces bombes humaines, appelées kamikazes. J'ai essayé de donner les raisons psychologiques, historiques, y compris l'intervention politique du Hamas ; en clair je ne fait que tenter de comprendre ce qui se passe dans l'âme et l'esprit de ces combattants et les conditions de désespoir et de haine qui les anime. Même si le tribunal ne leur a pas donné raison sur ce passage, ces interrogations sont perçues par ceux qui accusent comme une « apologie du terrorisme ». Ils ne veulent même pas que l'on essaye de comprendre pourquoi des gens sacrifient leur vie de la sorte !

Silvia Cattori : Tout ce qui se passe à ce sujet est incompréhensible pour la plupart des gens !

Edgar Morin : Il se passe que, pour une grande partie des Israéliens - et peut-être une grande partie des Juifs qui sont ici en France entre les mains du CRIF [7], de ces organisations que l'on appelle communautaires - il y a une sorte de judéo-centrisme, de phénomène d'hystérie de guerre : l'ennemi est montré sous un angle diabolique et soi-même on croit toujours avoir raison. Il se passe que, bien qu'en France l'on ne soit pas en guerre, il y a cet état d'esprit qui leur fait voir de l'antisémitisme dans toute critique d'Israël. Or il est évident que l'on peut, avec des arguments pervers, insinuer que tous ceux qui critiquent Israël - qui est un Etat qui se déclare juif, qui se veut juif, et qui prétend représenter tous les Juifs - deviennent antisémites. C'est une sorte de cercle vicieux. Je crois qu'au surplus, agiter un antisémitisme imaginaire, renforce l'israélo centrisme.

Silvia Cattori : Israël n'est-il pas assez fort comme cela ?

Edgar Morin : Israël n'existe que parce qu'il y a eu un antisémitisme dont le point culminant a été l'antisémitisme nazi. Malgré son hétérogénéité, Israël se sentait, dans les premiers temps, menacé vitalement par ses voisins arabes. Mais depuis 1967, où il est dans la position de l'Etat le plus fort, il a besoin de camoufler cette situation de domination par celle de victime. D'où le retour à Auschwitz et aux rappels incessants du martyr passé. Par conséquent Israël est amené à réveiller l'idée que, dans des pays où il y a de nombreux Juifs, les « gentils » (les non juifs) sont fondamentalement ou potentiellement antisémites. Cela revient à dire aux Juifs « vous n'êtes pas chez vous en France, chez vous c'est Israël ». Autrement dit, l'antisémitisme alimente d'une certaine façon une politique qui, au lieu de rechercher la bonne entente et la paix, recherche la solution dans les annexions de nouvelles terres. Voilà en résumé dans quel contexte il faut situer le phénomène de « l'antisémitisme » et son instrumentalisation.

Silvia Cattori : Alors si je comprends bien vous dites qu'il y a des personnes qui empoisonnent le débat pour défendre l'indéfendable ?

Edgar Morin : Après la diffusion de mon article il y a eu bien entendu beaucoup de messages de compréhension et de reconnaissance par ceux qui ont compris cette vision complexe ; mais il y a eu aussi des injures et des insultes. Une femme très éduquée, ingénieur, m'a dit « mais Monsieur qu'est-ce que vous racontez ! Jérusalem est à nous depuis trois mille ans ! » Comme si c'était d'évidence historique que Jérusalem été éternellement juive.

Silvia Cattori : Cet acharnement à faire taire toute critique qui embarrasse Israël, ne va-t-il pas susciter des cassures dommageables ?

Edgar Morin : L'idée de ceux qui me calomnient est de faire passer le message que, bien que d'origine juive, je puisse être antisémite. Ils avancent l'argument de « la haine de soi ». Parce que, effectivement, certains Juifs, notamment dans l'Allemagne d'avant la deuxième guerre mondiale, se sentant parfaitement à l'aise dans la culture allemande, éprouvaient une gêne d'avoir cette chose hétéroclite, hétérogène, qu'était leur origine. Mais en venir à m'accuser de « la haine de soi », est absolument ridicule ! Tout cela est absolument grotesque. Ces organismes

juifs qui engagent les procès contre moi - Avocats sans frontière, France-Israël - ont déjà fait beaucoup de procès à d'autres gens. Le premier procès qu'ils n'ont pas perdu est le procès en appel où je suis en cause et où, je crois, que c'est sur instruction du Ministère de la Justice, dans le cadre de cette vigilance extrême sur l'antisémitisme, que le Ministère public a pris la parole au cours du procès - ce qu'il ne fait jamais dans ce genre de procès - pour dire qu'il y avait deux passages qui devaient être considérés comme diffamation raciale. Voilà le contexte.

Silvia Cattori : Comptez-vous répondre aux calomnies ?

Edgar Morin : Je compte publier l'ensemble des articles que j'ai rédigés sur cette question, sous le titre peut-être : « Ecrits racistes et antisémites » pour qu'au moins les lecteurs puissent voir de quoi il s'agit. Car il est vrai que c'est très difficile de comprendre ce qui se passe en Israël-Palestine.

Silvia Cattori : Ce qui revient à dire qu'aussi longtemps que le droit du plus fort occulte le droit du plus faible, c'est cette vision unidimensionnelle qui primera.

Edgar Morin : On a vu à la télévision des maisons détruites, on a vu des chars tirer sur des enfants ; mais ce que l'on ne peut pas voir à la télévision c'est l'humiliation quotidienne faite à ces Palestiniens qui se présentent aux postes de contrôles, à ces vieux que l'on fait se déshabiller devant leurs enfants. C'est de ce mépris horrible que j'ai voulu rendre compte ; de ce mépris affreux, surtout manifesté par ces jeunes soldats de Tsahal, peut-être pas tous ; il y a quand même une petite minorité qui va aider les Palestiniens à reconstruire des maisons détruites. Cette humiliation n'est pas perçue dehors ; ce sont ceux qui vont sur place qui l'ont constatée. C'est pourquoi beaucoup de gens n'arrivent pas à comprendre la situation quotidienne des Palestiniens. Par ailleurs, il est clair pour moi que tous ces procès ont toujours été voulus dans le but de faire croire à l'opinion israélienne et américaine que la France est antisémite. Et ensuite, quand ces organisations perdent les procès, elles répandent l'idée que les juges sont antisémites eux aussi. Donc, ils gagnent de ce point de vue là. Et par là même ils font peur, ils intimident. Or, s'il y a un déferlement de racisme c'est sur les Palestiniens qu'il se manifeste.

Silvia Cattori : Mais quand ces intimidations s'arrêteront-elles ?

Edgar Morin : Beaucoup de gens me disent « mais toi tu peux écrire ces choses là parce que tu es d'origine juive mais nous on n'oserait pas, on a peur, on se ferait tout de suite traiter d'antisémite ». Alors, cette peur de se faire traiter d'antisémite chaque fois que l'on veut exercer un acte de libre critique, crée un climat empoisonné. C'est pourquoi je pense que le jugement rendu par le tribunal l'autre jour - jugement qui me condamne - va encore aggraver ce climat et rendre de plus en plus difficile la critique d'Israël et, en un sens, la liberté d'expression. Sans compter le fait que ce genre de discrédit, d'outrage, fait à des personnes - dont moi-même - qui toute leur vie ont lutté contre toutes les discriminations, est inique autant que grotesque.

Silvia Cattori : Cette expérience malheureuse vous a-t-elle fait découvrir une réalité que vous méconnaissiez ? Qu'il y a, en France, une manière de prise de contrôle basée sur l'intimidation et la diabolisation qui ruine des vies ?

Edgar Morin : Vous parlez de gens qui ont perdu les procès ?

Silvia Cattori : Je me réfère à des cas où les procès sont gagnés mais suivis d'appels sur appels.

Edgar Morin : Cette réalité je la connaissais très bien. Je connais le journaliste Daniel Mermet qui a été lui aussi poursuivi. Je sais que, jusqu'à présent, ils ont perdu tous les procès intentés. La seule fois où ils ont gagné, c'est avec notre article.

Silvia Cattori : On peut comprendre que des personnes mal informées puissent être ébranlées par votre argumentation. Mais quand une personne avertie, comme Alain Finkielkraut par exemple, affirme être saisie « d'épouvante » [8] en vous lisant, que penser ?

Edgar Morin : C'est un phénomène bien connu. Il y a une fermeture à partir du moment où les pro-israéliens ont l'impression que c'est Israël la victime, et que ce sont les Palestiniens les coupables qui veulent la mort d'Israël, ce qui justifie toute cette répression contre eux. A partir du moment où ils ont l'impression que, quand la presse montre des images où l'on voit les chars israéliens, c'est une presse unilatérale, pro-palestinienne, et que toute

information qui parle des souffrances des Palestiniens est pro-palestinienne, donc tendancieuse, on entre dans une conception totalement fermée. Quand vous avez affaire à un groupe fermé qui est persuadé d'avoir la justice de son côté, il s'octroie le droit de dire et faire n'importe quoi. C'est la même chose avec les groupes « terroristes » que combat Israël. Le fait est que là, avec ce conflit, il s'est créé un nationalisme et un chauvinisme juif toujours auto-justifié ; dans le reste de l'opinion on a peur de passer pour antisémite du fait des siècles d'antisémitisme passés. La juste culpabilité de l'antisémitisme paralyse la juste critique d'Israël.

Silvia Cattori : Dois-je conclure que soutenir Israël c'est se tromper de combat ? Que la justice voudrait que tous les Israéliens et tous les Juifs du monde s'unissent pour exiger du gouvernement israélien la cessation des abus et le respect de la loi internationale ?

Edgar Morin : Il y a une minorité de Juifs qui se battent dans ce sens là. Et même, je peux vous dire qu'en Israël, on peut écrire des choses qu'ici nous vaudraient des procès. Le rabbin Leibowitz disait qu'Israël devenait un « Etat judéo-nazi ». Mais ici en France, sous ma signature, l'on ferait un procès. On a créé, chez certains esprits, un état d'intimidation et de terreur psychologique.

Silvia Cattori : Les intellectuels de confession juive, les militants juifs étaient généralement à l'avant-garde de la lutte pour les libertés. Or, nombre de militants - le plus souvent issus du trotskisme ou du communisme - pratiquent aujourd'hui une sorte de maccarthysme. Ils semblent très actifs à désigner des « antisémites » [9] de manière totalement arbitraire et à parler, finalement, de la même voix que ces institutions juives qui vous font des procès. Etrange renversement non ?

Edgar Morin : Ceux dont vous parlez n'étaient pas de confession juive. Ils n'étaient pas religieux. Ils étaient d'origine juive mais ils étaient devenus internationalistes, universalistes. Or, à partir du moment où beaucoup d'entre ces militants - qui étaient trotskistes, maoïstes, communistes - ont perdu leur foi, il s'est opéré en eux une crise et ils ont retrouvé une raison d'espérer en se raccrochant à Israël. Ce fut le cas de Benny Levi, l'ancien responsable maoïste ; ce fut le cas d'Annie Kriegel, ex-stalinienne. Vous avez un retour à cette identité qui devient fermée. Le propre des Juifs dans le monde occidental, une fois qu'ils acceptaient leur statut de citoyens, ils faisaient partie de la nation ; ils ne faisaient plus partie d'un peuple juif qui était dispersé ; ils ne faisaient plus partie d'un Etat juif qui n'existait plus. Beaucoup d'entre eux n'avaient plus d'attaches avec la religion même si, parfois, ils allaient à la synagogue par respect pour leur famille. Donc les trois éléments qui formaient l'identité juive avant la diaspora, « une nation, un peuple, une religion », avaient disparus. Les Juifs qui rentraient ainsi tout naturellement dans le monde des « gentils », percevaient fort bien le danger que faisait peser sur eux le nationalisme étroit. Ils avaient donc des tendances universalistes ; ils étaient européistes, ils étaient mondialistes, ils étaient internationalistes. Mais à partir de la création de l'Etat juif, et surtout à partir de soixante-dix, beaucoup de Juifs du monde extérieur se sont sentis solidaires d'Israël, liés à cet Etat par une double fidélité ; ce qui peut très bien se comprendre. Les communistes eux mêmes étaient français et en même temps solidaires de l'Union soviétique. Vous avez un Etat. Vous avez un peuple. D'ailleurs beaucoup d'organismes de jeunesse juifs disent « un seul peuple dans deux nations ». On a reconstitué l'idée d'un peuple juif. Et les Juifs laïcisés se sont mis à lire la Bible, le Talmud. Il y a eu un retour à la religion. Donc les trois composantes de l'identité juive de l'antiquité ont été ressuscitées. Et quand on est dans une telle composante, et en situation de guerre, on se met à haïr l'ennemi et tous ceux qui altèrent la belle image de soi.

Silvia Cattori : Quelle image ?

Edgar Morin : C'était le sabra, c'était l'homme qui colonise la terre, c'était le mythe d'un peuple « sans terre pour une terre sans peuple » qui faisait pousser les fleurs dans le désert, c'était un peuple de combattants héroïques ; il y avait cette image merveilleuse du Juif qui avait éliminé l'image du petit juif craintif de ghetto. Et quand, un peu plus tard, on se rend compte que ces mêmes gens envoient des missiles pour liquider des militants du Hamas, réels ou supposés, détruisent des agglomérations - comme Jenin en 2002 - font toutes ces opérations militaires répressives, cela touche l'image de « soi » ; l'image de beaucoup de Juifs qui ne peuvent pas se reconnaître dans cette image. L'image dans laquelle ils se reconnaissent est, je suis le martyr d'Auschwitz, je suis le bel Israélien qui fertilise une terre. Voilà. Donc quand cette image de « soi » est altérée d'une façon aussi dramatique, ils se mettent également à haïr tous ceux qui, par la critique d'Israël, détruisent l'image de « soi ». Pourquoi pendant longtemps « ils » n'ont pas voulu appeler les Palestiniens les Palestiniens ? Parce que c'étaient des Arabes ! Même Golda Meir disait d'eux que c'étaient « des bêtes ». Ils n'ont pas même voulu leur donner d'identité. C'est l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), avec Arafat, qui a fini par faire reconnaître au monde la notion de Palestinien et a fini par la faire reconnaître in extremis au gouvernement israélien. Demeure que l'idée que les Palestiniens puissent exister dans une terre qui était soi disant « sans peuple » est une idée qui les offense ; les

Palestiniens sont vus comme des parasites. Donc voilà comment tout ceci s'est créé. Malheureusement tout cela - qui est compréhensible - est tout à fait lamentable.

Silvia Cattori : Les autorités politiques en Europe, n'ont-elles pas favorisé ce climat délétère pour avoir été trop à l'écoute d'institutions qui poursuivent des intérêts particuliers ?

Edgar Morin : Je crois que ces campagnes, menées par le CRIF et quelques autres organismes communautaires, ont fait en sorte que le gouvernement et le pouvoir ont quasiment capitulé. En disant qu'ils combattaient le racisme ils ont surtout voulu combattre l'antisémitisme. Ils ont oublié les autres racismes, et pas seulement à l'égard des Arabes, mais des Tziganes, etc. Je crois que c'est également l'importance politique de la minorité juive en France - il y a bien une minorité islamique plus importante en nombre mais moins influente politiquement - qui amène le gouvernement à aller plus ou moins au devant de ses désirs. Les responsables du CRIF se sont même permis de critiquer la politique internationale de la France sans que le gouvernement ait quoi que ce soit à redire.

Silvia Cattori : Cette soumission ne peut qu'encourager les demandes ?

Edgar Morin : Oui. Ils se sentent encouragés par tant d'attentions. Et en arriver à ce que la commémoration d'Auschwitz soit centrée uniquement sur les Juifs, alors que nous savons fort bien qu'il y avait aussi d'autres victimes. Et que, parmi les victimes de la répression nazie, il y a eu environ deux millions et demi de prisonniers de guerre soviétiques qui sont morts dans les camps. Nous savons que la répression était avant tout concentrée sur les Juifs ; mais elle s'est aussi portée sur les Tziganes, sur les débiles mentaux. Nous savons que cette répression aurait frappé massivement les Slaves aussi, si Hitler avait gagné la guerre. Tout ceci, qui s'est pareillement concentré sur les Juifs - comme s'ils étaient les uniques victimes de l'humanité - a provoqué le choc en retour. Les noirs ont fini par dire « Et nous, et cinq siècles d'esclavages et de traite des noirs ? » Et les Algériens « Et la guerre d'Algérie, et ce que les Français nous ont fait » ? Je trouve que c'est très justement que tous ceux qui ont souffert, de ce que l'on peut appeler la barbarie européenne, disent maintenant « Il ne faut pas nous oublier ! Il n'y a pas que les Juifs au monde » !

Silvia Cattori : A quoi pouvons-nous nous attendre désormais ?

Edgar Morin : Je pense qu'ils (les institutions juives) sont allés trop loin. Il est vrai qu'au début, quand il y a eu la libération des camps, on n'a parlé que des déportés politiques ; on n'a pas spécialement parlé des Juifs. Il faut préciser qu'en France il y avait eu plus de déportés politiques que de déportés Juifs. Cela tenait au fait qu'une partie de la population française avait caché des Juifs. La France avec la Bulgarie - alors que dans d'autres pays il y a eu 60 à 80 % de victimes juives - est le pays où parmi les déportés, les Juifs étaient en nombre moindre parce que bien de braves gens ont caché et protégé des Juifs dans les villes et les campagnes. En France, à la fin de la guerre, on avait surtout parlé alors des déportés politiques qui revenaient, mais on n'avait pas parlé des Juifs en particulier. Mais maintenant on est passé à l'autre extrême. On oublie tous les autres déportés. Or, tout ces excès, font partie d'une vision politique où les Juifs ne peuvent être que héros ou victimes. Et si on porte atteinte à cette double image, alors on est un salaud.

Silvia Cattori : N'avez-vous pas la nostalgie d'une époque où Juifs et non-juifs étaient à l'abri des particularismes ? Nous y sommes en plein en ce moment où tout « goyim », qui critique Israël, peut être soupçonné « d'antisémitisme ».

Edgar Morin : Oui. Cela nous ramène à ce que pendant des siècles, tout Juif pouvait être un suspect. Et que tout Juif avait l'inquiétante étrangeté. Et maintenant pour les Juifs tout « goyim » peut être suspect, c'est sûr ; il y a un renversement.

Silvia Cattori : D'être dans le camp des condamnés ne semble pas trop vous bouleverser ?

Edgar Morin : Non, je suis simplement calomnié. Cela m'est déjà arrivé d'être calomnié ou marginalisé pour d'autres raisons. Non, d'ailleurs je vais résister à cela. Je vais publier tous les articles que j'ai faits sur cette question. Je vais intervenir là où on me demande d'intervenir. Il semble qu'il y a eu ces jours-ci un débat à la Sorbonne. Monsieur Roire, journaliste du Figaro, demandait comment il se faisait que je sois « antisémite » puisque j'étais juif ; et Monsieur Barnavi, ex ambassadeur d'Israël, aurait dit que mon article est unilatéral, que c'était tout à fait étonnant qu'un auteur qui se prétend philosophe de la complexité, rédige un article qui ne vaut rien du tout, mais qu'il n'était pas partisan de judiciaireiser ces affaires là.

Silvia Cattori : Avez-vous dialogué avec les responsables des associations qui sont à l'origine de votre condamnation ?

Edgar Morin : Non je n'ai jamais dialogué avec eux, non ; ou plutôt, ils n'ont jamais dialogué avec moi.

Silvia Cattori : Soutenir Israël, vouloir châtier des gens parfaitement honorables, est-ce à l'avantage de ces institutions ?

Edgar Morin : Non, ce n'est pas à leur avantage en France, mais cela a un avantage sur le plan international, américain. Ils ont besoin de crier à l'antisémitisme, de dire que l'antisémitisme se déploie. Tout cela sert à justifier Israël. Ce qu'ils font c'est stratégiquement bien conçu.

[1] Edgar Morin, né en 1921, chercheur émérite au sein du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), directeur de la section des sciences humaines et sociales (CETHSAH), est toujours en pleine activité.

[2] L'association « France-Israël Général-Koenig » et « Avocats sans frontières » (présidée par Gilles-Williams Goldnadel) ont attaqué Edgat Morin en justice en 2002 après la parution de l'article « Israël-Palestine : le cancer » publié en juin 2002 dans la tribune libre du quotidien Le Monde.

[3] Edgar Morin, Danielle Sallenave et Sami Naïr, ont cosigné « Israël-Palestine : le cancer ». Ils ont été condamnés en appel par la cours de Versailles le 27 ami 2005, alors que le Tribunal de grande instance de Nanterre les avait relaxés en mai 2004.

[4] « Israël-Palestine : Le double regard ». Libération, 11 septembre 1997.

[5] « Le Simple et le complexe ». Le Monde, 2 février 2001.

[6] Le premier passage incriminé « On a peine à imaginer qu'une nation de fugitifs, issus du peuple le plus longtemps persécuté dans l'histoire de l'humanité, ayant subi les pires humiliations et les pires mépris, soit capable de se transformer en deux générations en peuple dominateur et sûr de lui et, à l'exception d'une admirable minorité, en peuple méprisant ayant satisfaction à humilier ». Le second passage incriminé : "Les Juifs qui furent victimes d'un ordre impitoyable imposent leur ordre impitoyable aux Palestiniens".

[7] Conseil représentatif des institutions juives en France.

[8] Alain Finkielkraut : « Entre Mel Gibson et Edgar Morin ». L'Arche, mai 2004.

[9] Ras l' Front, le site Proche-Orient Info, SOS racisme entre autres.

(8) Edgar Morin, : «Ces insultes nient toute ma vie»

« Condamné pour un texte sur Israël, est désormais menacé et traité de «juif honteux» Edgar Morin, juif a-sioniste, menacé et accusé d'être un "juif honteux" »

Par Jean-Pierre THIBAUDAT, dans Libération mercredi 29 juin 2005

<http://www.liberation.fr/page.php?Article=307521>

Texte repris sur <http://www.minorites.org/article.php?IDA=9975>

« Edgar Morin, 84 ans, une «crapule» ? Un de ces «juifs honteux» qui «crache sur son peuple en l'insultant» ? Ces amabilités ont été adressées par mail à Catherine Loridant, sa collaboratrice à l'EHESS (Ecole des hautes études en sciences sociales). L'adresse e-mail de cette dernière figurait au bas d'un témoignage de soutien publié dans les pages Rebonds de Libération vendredi et repris sur le site, après l'incroyable condamnation d'Edgar Morin pour diffamation raciale.

A l'origine, une tribune libre parue dans le Monde (2 juin) cosignée avec Danièle Sallenave et Sami Naïr, et titrée «Israël-Palestine : le cancer». On pouvait y lire : «Les juifs, qui furent victimes d'un ordre impitoyable, imposent leur ordre impitoyable aux Palestiniens.» C'est l'une des phrases qui ont valu aux auteurs, attaqués par les associations France-Israël-Général Koenig et Avocats sans frontières, d'être condamnés pour diffamation raciale. Les associations avaient été déboutées de leurs poursuites en première instance par le tribunal de grande instance de Nanterre. Mais la cour d'appel de Versailles leur a donné raison, condamnant les auteurs du texte à leur verser 1 euro de dommages-intérêts. Chaque jour, la pétition de soutien reçoit de nouvelles signatures.

La fin de l'e-mail reçu par Catherine Loridant pue : «Nous nous voyons au regret de vous annoncer que nous connaissons votre nom et l'endroit où vous travaillez et donc nous allons bientôt vous rendre visite à vous et au vieux Edgard (sic) pour vous mettre les POINGS sur le "i".» Edgar Morin et sa collaboratrice ont porté plainte.

JP T. Que vous inspirent le vocabulaire et le ton de cet e-mail ?

E M. C'est affligeant. Malheureusement, cela me concerne. Mais la rage qui traverse cette prose est celle de tous les intégristes, de tous les hypernationalistes. C'est une écriture de la haine. Comme toujours, l'autre c'est l'ennemi.

JP T. Vous vous définissez comme français, méditerranéen, juif, européen et citoyen du monde, et vous voici traité de crapule.

E M. C'est un des paradoxes. On a traité les juifs de tous les noms, les plus ignobles, et aujourd'hui, au nom du judaïsme, on me renvoie ce vocabulaire. Un autre paradoxe, c'est que, parmi les signataires de la pétition des gens qui me soutiennent, beaucoup sont juifs. Ceux qui croyaient avoir gagné une victoire au tribunal voient bien qu'ils n'ont vaincu qu'un antisémitisme imaginaire. D'où la fureur dont ce mail est l'expression. Dernier paradoxe : c'est comme l'affaire Dreyfus, mais à l'envers. Ce sont des juifs qui me persécutent. Ce n'est pas seulement inique, c'est fou.

JP T. Comment expliquez-vous de telles extrémités ?

E M. Beaucoup de juifs véhiculent une image trois fois noble : celle du martyr, celle de l'arracheur de terres arides et celle de David contre Goliath. Or, aujourd'hui, ce sont les Palestiniens qui portent cette triple image et ils ne le supportent pas. Les médias racontent cela, les médias sont donc antisémites, etc.

JP T. Cet e-mail est insultant, mais aussi menaçant.

E M. Cela m'effraie car ma personne est menacée. Cependant, je n'ai pas de colère car toute ma vie j'ai vécu cela : les nazis, les staliniens, cela continue avec l'imprécation et l'autojustification. Il serait souhaitable que la communauté juive trouve une parole pondérée. Ces insultes, c'est la négation de toute ma vie. Je viens de la Résistance. Je me suis toujours refusé à employer le mot «boches». J'ai toujours refusé les épithètes contre les ennemis. Cela me constitue fondamentalement. Or là, c'est nié. C'est lamentable.

(9) Edgar Morin répond à ses détracteurs

Propos recueillis par François Dufay, Le Point jeudi 30 juin 2005 (23h28) :

<http://www.lepoint.fr/france/document.html?did=16462>

Repris dans http://bellacio.org/fr/article.php?id_article=16795

« Condamné par la cour de Versailles, le 26 mai, à verser 1 euro symbolique de dommages et intérêts aux associations France Israël et Avocats sans frontières, le philosophe et sociologue réfute les accusations portées contre lui.

Le Point : Vous contestez votre condamnation pour « diffamation raciale » pour une tribune sur Israël cosignée dans « Le Monde » en 2002 avec Sami Nair et Danielle Sallenave. Une pétition de soutien en votre faveur circule, signée par de nombreux intellectuels...

Edgar Morin : Je ne conteste pas ce jugement, je le subis. Notre article s'inquiétait du « cancer » issu du conflit israélo-palestinien, et des métastases qu'il répand jusque chez nous, sous forme d'arabophobie et de judéophobie. La situation est à la fois simple et complexe ; simple, dans le sens où il y a d'un côté des forts et de l'autre des faibles, des occupants et des occupés ; complexe, parce qu'Israël porte en lui une angoisse du passé (Auschwitz, le rejet arabe des premiers temps) et une angoisse du futur (son isolement dans le Moyen-Orient). L'article, comme tout ce que j'écris, témoigne d'une volonté de complexité, c'est-à-dire de montrer les différentes faces du problème. Je trouve très regrettable qu'on ait sorti deux fragments isolés de leur contexte, ce qui permet une interprétation contraire à la pensée des auteurs.

Vous voilà soupçonné d'antisémitisme...

A côté d'un résidu antisémite, héritier de Drumont et de Maurras, d'un antijudaïsme archaïque aux racines inconscientes - que j'ai débusqué en étudiant la rumeur d'Orléans - et d'un nouvel antijudaïsme attisé par le conflit moyen-oriental, il existe aussi un antisémitisme imaginaire. Le spectacle de la brutale répression israélienne et des victimes palestiniennes offense chez de nombreux juifs une image où ils se reconnaissent : celle du juif victime (Auschwitz), celle du juif fertilisateur d'une terre sans peuple, celle de David abattant Goliath (les puissances arabes). Comme les médias montrent que les rôles sont renversés avec les Palestiniens, ils croient que les médias sont antisémites. D'où les attaques comme celles que je subis. Comme, de plus, notre article s'étonne douloureusement que l'expérience des souffrances passées n'ait pas donné à Israël la conscience des souffrances qu'il inflige aux Palestiniens, cela a aggravé mon cas.

Mais vous allez jusqu'à décrire les Israéliens comme « un peuple méprisant ayant satisfaction à humilier »...

Ce passage isolé supprime l'idée maîtresse de sa phrase, qui est la transformation en Israël « du peuple le plus longtemps persécuté dans l'histoire de l'humanité » ; cet isolement occulte que la même phrase signale qu'une « admirable minorité », comme en France pendant la guerre d'Algérie, s'oppose à la répression. Et il est écrit dans le même paragraphe : « Cette logique du mépris et de l'humiliation, elle n'est pas le propre des Israéliens, elle est le propre de toutes les occupations... » N'oublions pas que les Algériens colonisés étaient traités en « bicots » et « melons ». Les témoins ont rapporté les incessantes manifestations de mépris, les multiples humiliations subies aux contrôles, dans les maisons, dans les rues, les brimades infligées aux Palestiniens, comme les hommes âgés obligés par les soldats de Tsahal de se déshabiller devant leurs enfants.

Vos détracteurs vous voient comme un « juif bontoux »...

C'est grotesque, alors que j'ai consacré un livre, « Vidal et les siens », à ma famille de juifs d'origine espagnole ! Pour moi, juif est un adjectif, pas un substantif. Je me sens français, méditerranéen, européen, citoyen du monde, et juif. « Juif » est un des traits qui me caractérisent, pas ma substance. Je me verrais plutôt comme un héritier de deux marranes : l'un, Montaigne, qui dépassait le judaïsme et le christianisme par son scepticisme ; l'autre, Spinoza, excommunié par la synagogue d'Amsterdam...